



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – juin 2022

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 26 juillet 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Juin 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le septième cycle de la troisième année de l'étude s'est déroulé entre le 1^{er} juin et le 29 juin 2022 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – June 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifce Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/30-2022F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-44961-6

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

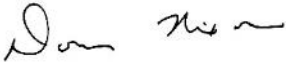
CP22-185/30-2022E-PDF (Rapport final anglais)

978-0-660-44962-3

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 26 juillet 2022

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	5
Introduction	5
Méthodologie.....	6
Principales constatations.....	8
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	8
Priorités et performance du gouvernement du Canada (anglophones du Québec, résidents de Toronto, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick, Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec).....	12
Armes à feu (anglophones du Québec, résidents de Toronto, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, aînés du Bas-Saint-Laurent, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick).....	17
Le NORAD (anglophones du Québec, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver).....	19
Perspectives sur la COVID-19 et les vaccins (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	20
Changements climatiques et environnement (résidents de Toronto, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	23
Abordabilité du logement (résidents de Toronto, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19).....	25
Les aînés et le vieillissement (aînés du Bas-Saint-Laurent, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)	28
Relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto]).....	30
Revenu de base universel (résidents du nord de l'Ontario)	30
Immigration et reconnaissance des titres de compétences étrangers (membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	31
Forces armées canadiennes (militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver).....	32
Jeunes autochtones pris en charge (Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)	34
Enjeux locaux (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents du nord de l'Ontario).....	35
Résultats détaillés.....	38

Chronologie des annonces en juin	39
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	42
Décriminalisation des drogues (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, résidents du nord de l'Ontario).....	44
Élevage du saumon en parcs en filet (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19).....	45
Humeur de la population (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta).....	46
Projet de loi 96 (aînés du Bas-Saint-Laurent, Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec).....	47
Étiquettes de mise en garde nutritionnelle sur les aliments préemballés (résidents du nord de l'Ontario)	47
Accès à des services d'avortement (résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick).....	48
Priorités et performance du gouvernement du Canada (anglophones du Québec, résidents de Toronto, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], jeunes de l'Île- du-Prince-Édouard, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick, Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec).....	49
Enjeux touchant les anglophones (anglophones du Québec).....	49
Enjeux à Toronto (résidents de Toronto).....	51
Enjeux touchant les Sino-Canadiens (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto])	53
Enjeux touchant les jeunes (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard).....	54
Enjeux du nord de l'Ontario (résidents du nord de l'Ontario).....	55
Enjeux touchant les Philippino-Canadiens (membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	56
Enjeux au Nouveau-Brunswick (résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)	57
Enjeux touchant les Autochtones (Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)	58
Armes à feu (anglophones du Québec, résidents de Toronto, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, aînés du Bas-Saint-Laurent, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)	59
Le NORAD (anglophones du Québec, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver).....	64
Impressions sur le NORAD (anglophones du Québec, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint- Laurent).....	64

Récents investissements dans le NORAD (militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver).....	65
Perspectives sur la COVID-19 et les vaccins (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	66
Prévisions concernant la COVID-19 (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent).....	67
Performance du gouvernement du Canada (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	67
Mesures de santé publique (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	68
Perspectives sur le vaccin contre la COVID-19 (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta).....	69
Doses de rappel du vaccin contre la COVID-19 (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19).....	69
Changements climatiques et environnement (résidents de Toronto, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	70
Tarification du carbone (résidents de Toronto, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	70
Programme d'Incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) (résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	73
Abordabilité du logement (résidents de Toronto, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19).....	74
Perspectives en matière de logement (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19).....	74
Initiatives pour le logement du budget de 2022 (résidents de Toronto).....	76
Les aînés et le vieillissement (aînés du Bas-Saint-Laurent, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick).....	80
Enjeux spécifiques aux aînés (aînés du Bas-Saint-Laurent).....	80
Vieillesse de la population (résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick).....	83
Relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto]).....	84
Revenu de base universel (résidents du nord de l'Ontario).....	85
Immigration et reconnaissance des titres de compétences étrangers (membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies).....	86
Forces armées canadiennes (militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver).....	87
Racisme et inconduite au sein des Forces armées canadiennes.....	90
Affectations et progression de carrière.....	90
Blessures de stress post-traumatique.....	90
Logement et itinérance.....	91

Prestations et services offerts aux vétérans.....	92
Jour du Souvenir.....	92
Jeunes autochtones pris en charge (Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec).....	93
Enjeux locaux (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents du nord de l'Ontario).....	95
Île-du-Prince-Édouard (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard).....	95
Nord de l'Ontario (résidents du nord de l'Ontario).....	97
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	99
Questionnaire de recrutement, version anglaise.....	100
Questionnaire de recrutement, version française.....	112
Annexe B – Guides de discussion.....	121
Guide du modérateur, version anglaise.....	122
Guide du modérateur, version française.....	149

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 1^{er} juin et le 29 juin 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au Québec,

en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion a surtout mis l'accent sur les priorités et la performance du gouvernement du Canada relativement à des enjeux d'importance pour plusieurs sous-groupes et régions, par exemple les anglophones du Québec, les Torontois, les membres de la diaspora chinoise de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH), les jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, les résidents du nord de l'Ontario, les Canadiens d'origine philippine, les résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick, et les Autochtones du Québec.

L'étude a permis d'examiner de près une foule de questions connexes, notamment les efforts du gouvernement du Canada pour réglementer les armes à feu ainsi que les discussions en cours au sujet d'organisations comme le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Les participants ont également été invités à dire ce qu'ils pensaient de l'état actuel de la pandémie de COVID-19 et de questions liées à l'environnement telles que la tarification du carbone et le programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE). Les résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ont discuté d'abordabilité du logement dans leur région, et les participants de Toronto ont examiné de près diverses annonces en matière de logement faites dans le budget fédéral de 2022. Il s'agissait d'initiatives liées à la construction de nouvelles habitations, à l'abordabilité du logement et aux moyens de mieux soutenir et protéger les Canadiens sur le marché du logement.

Parmi les autres sujets qui ont fait l'objet de discussions, citons la relation du Canada avec la Chine, les enjeux touchant les aînés, le revenu de base universel, l'immigration, la reconnaissance des titres de compétences étrangers, les questions touchant les Forces armées canadiennes (FAC) comme l'itinérance chez les vétérans, le logement, les avantages sociaux et les soutiens offerts aux militaires, ainsi que les enjeux locaux recensés à l'Île-du-Prince-Édouard et dans le nord de l'Ontario. Les Autochtones vivant dans de grandes villes et des villes de taille moyenne du Québec ont eu une discussion à propos des jeunes autochtones pris en charge.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait d'anglophones habitant au Québec, de membres de la diaspora chinoise, d'adultes de 35 à 54 ans, de personnes ayant reçu deux doses d'un vaccin contre la COVID-19, de jeunes de 18 à

24 ans, d'âinés de 55 ans ou plus, de membres de la diaspora philippine, de militaires actifs et de vétérans ainsi que d'Autochtones.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Trois groupes se composaient de membres de la population générale de Toronto, du nord de l'Ontario et du sud-ouest du Nouveau-Brunswick.
- Les neuf autres groupes représentaient les segments de population suivants :
 - Anglophones du Québec;
 - Membres de la diaspora chinoise de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) (excepté Toronto);
 - Adultes de 35 à 54 ans habitant de petites villes et des villes de taille moyenne de l'Alberta;
 - Résidents du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, ayant reçu deux doses d'un vaccin contre la COVID-19;
 - Jeunes de 18 à 24 ans de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.);
 - Aînés de 55 ans ou plus du Bas-Saint-Laurent, au Québec;
 - Membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies;
 - Militaires et vétérans de l'île de Vancouver;
 - Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec.
- Au Québec, deux groupes ont été animés en français, et un, en anglais. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 82 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Province du Québec	1	Anglais	1 ^{er} juin	18 h-20 h	Anglophones	6
Toronto	2	Anglais	7 juin	18 h-20 h	Population générale	8
Région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) (excepté Toronto)	3	Anglais	8 juin	18 h-20 h	Diaspora chinoise	8
Petites villes et villes de taille moyenne de l'Alberta	4	Anglais	9 juin	20 h-22 h	Adultes de 35 à 54 ans	6

Lower Mainland – Colombie-Britannique	5	Anglais	14 juin	21 h-23 h	Personnes ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19	8
Île-du-Prince-Édouard	6	Anglais	15 juin	17 h-19 h	Jeunes de 18 à 24 ans	7
Bas-Saint-Laurent – Québec	7	Français	16 juin	18 h-20 h	Aînés âgés de 55 ans ou plus	6
Nord de l’Ontario	8	Anglais	21 juin	18 h-20 h	Population générale	7
Grandes villes des Prairies	9	Anglais	22 juin	20 h-22 h	Diaspora philippine	7
Île de Vancouver	10	Anglais	23 juin	21 h-23 h	Militaires actifs et vétérans	5
Sud-ouest du Nouveau-Brunswick	11	Anglais	28 juin	17 h-19 h	Population générale	6
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	12	Français	29 juin	18 h-20 h	Autochtones	8
Nombre total de participants						82

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l’actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Les participants se sont remémoré une foule d’annonces et d’initiatives, par exemple : les mesures destinées à contrer le taux élevé d’inflation perçu et la hausse du coût de la vie, l’annonce du gouvernement fédéral relative au dépôt d’un nouveau projet de loi visant à renforcer davantage le contrôle des armes à feu au Canada (le projet de loi C-21), les longs retards avec lesquels doivent composer les voyageurs dans plusieurs aéroports du pays, les retards persistants auxquels se butent les personnes qui souhaitent obtenir ou renouveler leur passeport, la suspension de l’exigence fédérale relative à la vaccination contre la COVID-19 pour monter à bord d’un avion ou d’un train au Canada, l’annonce du règlement d’une revendication territoriale d’une valeur de 1,3 milliard de dollars entre le gouvernement fédéral et la Nation Siksika et la prochaine augmentation de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les aînés de 75 ans et plus.

Hormis ces questions, un certain nombre de participants avaient eu vent de récents efforts du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Ils ont parlé de l’aide financière et militaire continue fournie par le gouvernement du Canada à l’Ukraine afin d’appuyer ses efforts pour repousser l’envahisseur russe et de la participation de responsables fédéraux, dont le premier ministre, au

Sommet des Amériques à Los Angeles ainsi qu'à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC) à Kigali, au Rwanda.

Décriminalisation des drogues (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, résidents du nord de l'Ontario)

Trois groupes ont discuté de la décriminalisation des drogues, y compris de l'approbation récente par le gouvernement fédéral d'une demande de la Colombie-Britannique visant à décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites dans la province. À l'échelle régionale, si la plupart des participants du groupe de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) jugeaient que le gouvernement fédéral avait bien fait d'approuver cette demande, ils étaient nombreux dans le groupe de la Colombie-Britannique à penser autrement. Dans le groupe du nord de l'Ontario, les avis étaient partagés quant à savoir s'il s'agissait d'un changement positif ou négatif.

Ceux qui étaient favorables à cette idée ont fait valoir que la décriminalisation de la possession de petites quantités de drogues illicites réduirait la stigmatisation vécue par les consommateurs de drogues et les encouragerait peut-être à entreprendre un traitement, sachant qu'ils ne s'exposeraient pas à des conséquences judiciaires. Ils pensaient qu'en agissant de la sorte, la Colombie-Britannique pourrait consacrer des ressources additionnelles à l'application de la loi et éviter aux consommateurs de drogues à usage récréatif d'avoir un casier judiciaire pour possession de drogues, qui pouvait limiter considérablement leurs futures possibilités d'emploi.

Bon nombre des participants qui estimaient que le gouvernement fédéral avait erré en acceptant cette demande croyaient que pour être efficace, la décriminalisation devait aller de pair avec un important volet de traitement, qui faisait actuellement défaut. Même si elle pouvait être un moyen parmi d'autres de lutter contre la toxicomanie, les participants croyaient qu'à elle seule, la décriminalisation serait d'une aide limitée pour résoudre ce problème et risquait même de faire en sorte qu'il soit plus répandu. Certains étaient d'avis qu'aucune quantité de substances très puissantes (dont le fentanyl et l'héroïne) n'était réellement « sécuritaire » et que le seuil de 2,5 g était trop élevé.

Afin de discuter plus amplement de ce sujet, nous avons demandé aux participants du nord de l'Ontario s'ils seraient favorables à ce que leur province ou leur ville décriminalise la possession de manière similaire. Somme toute, ils étaient un peu plus nombreux à rejeter cette idée qu'à l'appuyer. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour aider avec les questions de dépendance et de consommation de drogues dans le nord de l'Ontario, beaucoup ont souligné que des ressources supplémentaires en santé mentale et en traitement des dépendances étaient nécessaires dans la région, y compris la construction de nouveaux centres de traitement. De l'avis général, il manquait de ressources à l'heure actuelle pour prendre en charge le nombre croissant de personnes aux prises avec ces problèmes qui demandaient de l'aide, en particulier dans les communautés nordiques éloignées de l'Ontario.

Élevage du saumon en parcs en filet (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19)

Le groupe formé de résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique a pris part à une brève discussion sur l'élevage du saumon en parcs en filet dans la province. Aucun participant du groupe n'avait entendu parler de cette question. Pour faciliter la conversation, nous avons informé les participants que le gouvernement du Canada travaillait avec la Colombie-Britannique et les communautés autochtones à l'élaboration d'un plan responsable d'abandon de l'élevage du saumon en parcs en filet sur les côtes de la province d'ici 2025. Même si la majorité des participants en savaient très peu à ce sujet, la plupart considéraient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction et d'une priorité importante pour le gouvernement fédéral. Aux yeux de plusieurs, les pratiques actuelles de pisciculture et d'aquaculture étaient souvent dommageables pour l'environnement ou limitaient le mouvement et nuisaient à la qualité de vie des stocks de poissons de la province, dont le saumon. Dans cette optique, bon nombre des participants étaient favorables à une telle transition et espéraient qu'elle contribue à revitaliser la population de saumons en Colombie-Britannique, en déclin dans les dernières décennies selon certains.

Humeur de la population (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les participants de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ont discuté de l'humeur de la population canadienne à l'heure actuelle et ont répondu à la question à savoir si les Canadiens étaient plus divisés aujourd'hui que par le passé. Alors que de rares participants croyaient que les Canadiens étaient plus ou moins unis sur les enjeux importants auxquels notre pays est confronté, la majorité a répondu que la population était très divisée ces derniers temps.

Questionnés sur les enjeux sur lesquels les Canadiens s'entendaient le plus, les participants ont mentionné les soins de santé, l'inflation et le coût élevé de la vie, l'abordabilité du logement, le contrôle des armes à feu ainsi que l'accent accru mis sur l'inclusion et le multiculturalisme par rapport à d'autres pays, dont les États-Unis. Lorsque nous leur avons demandé ce qui divisait le plus le pays, les participants ont fourni des réponses variées, y compris la pandémie de COVID-19, les mesures de santé publique et l'obligation de vaccination, les questions liées aux langues officielles du Canada, la réglementation du contenu en ligne (projet de loi C-11) et les valeurs fondamentales inscrites dans la Charte, comme la liberté d'expression et la mesure dans laquelle des limites doivent être imposées en la matière, notamment pour encadrer les propos diffamatoires ou obscènes et ceux pouvant être considérés comme « haineux ».

Invités à dire si les Canadiens étaient plus divisés aujourd'hui que par le passé, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Si certains pensaient que ces divisions avaient dans une certaine mesure toujours existé, d'autres estimaient qu'elles étaient plus marquées que jamais dans la population canadienne et que les médias sociaux avaient considérablement contribué à ces dissensions.

Pratiquement tous les participants étaient préoccupés par la perception que les divisions entre les Canadiens avaient pris de l'ampleur. Certaines personnes qui faisaient partie de groupes marginalisés jugeaient fort inquiétante la rhétorique de plus en plus négative sur les enjeux de justice sociale

comme l'égalité des genres, l'équité raciale et l'orientation sexuelle, qui détonnait selon eux par rapport à ce que représente le Canada. Interrogés à savoir si le gouvernement du Canada devrait faire quelque chose pour s'attaquer aux divisions, les participants ont formulé des avis partagés. Tandis que certains croyaient qu'il fallait en faire plus pour contrôler les discours haineux et diffamatoires et mieux réglementer le contenu partagé sur les plateformes de médias sociaux, une proportion comparable craignait au contraire qu'une intervention du gouvernement fédéral n'attise davantage les tensions.

Projet de loi 96 (aînés du Bas-Saint-Laurent, Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Deux groupes ont discuté brièvement du projet de loi 96, récemment adopté au Québec. Seuls quelques participants en avaient entendu parler et aucun d'entre eux n'a pu donner des précisions sur ce projet de loi, si ce n'est qu'il porte sur les lois linguistiques provinciales québécoises. À des fins de clarification, nous avons informé les participants que le projet de loi 96 que le gouvernement du Québec avait adopté dernièrement visait à modifier la constitution provinciale pour reconnaître le Québec comme une nation distincte et le français comme sa seule langue officielle et commune. Les participants avaient des points de vue très partagés sur ce texte législatif. À l'échelle régionale, de nombreux participants du groupe du Bas-Saint-Laurent y étaient favorables et appuyaient ses objectifs, plusieurs croyant que la langue française devait être protégée au Québec, compte tenu de la prédominance perçue de l'anglais dans la plupart des autres provinces et territoires. Enfin, les participants du groupe formé d'Autochtones estimaient que le projet de loi n'allait pas assez loin pour reconnaître et soutenir les langues autochtones et ne visait qu'à préserver la culture francophone dans la province.

Étiquettes de mise en garde nutritionnelle sur les aliments préemballés (résidents du nord de l'Ontario)

Les participants du groupe du nord de l'Ontario ont pris part à une discussion sur le projet du gouvernement du Canada consistant à exiger que les aliments emballés riches en sucre, en sel ou en graisses saturées portent une étiquette de mise en garde pour informer les Canadiens des risques pour la santé que ces produits peuvent poser chez ceux qui les consomment. Très peu de participants avaient entendu parler de ce projet. Ceux qui en avaient eu vent se souvenaient que ces étiquettes seraient apposées sur des produits à forte teneur en gras trans et en graisses saturées (comme la viande hachée). Invités à dire s'ils pensaient que la viande hachée devrait être exemptée, des participants jugeaient ces étiquettes supplémentaires inutiles, car la plupart des gens étaient déjà au courant des risques pour la santé que présentent les produits visés par le projet. Tous s'entendaient pour dire que si le gouvernement du Canada allait de l'avant avec ce projet, les mêmes règles devraient s'appliquer à tous les produits et aucune catégorie d'aliments ne devrait être exemptée.

Accès à des services d'avortement (résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Ce groupe a discuté brièvement de la question du droit à l'avortement et de l'accès à des services d'avortement au Canada. Invités à dire s'ils avaient entendu quelque chose récemment au sujet de l'accès à l'avortement aux États-Unis, seuls quelques participants ont répondu par l'affirmative. Ces derniers ont mentionné que la Cour suprême des États-Unis avait récemment annulé la décision

historique *Roe c. Wade*, de sorte qu'il n'existait plus de droit constitutionnel fédéral (américain) à l'avortement. Source d'un important clivage chez la population américaine, l'annulation de la décision avait donné lieu à de nombreuses manifestations et provoqué un énorme tollé.

Les participants étaient un peu plus nombreux à se dire préoccupés par ce renversement que non préoccupés. Déplorant ce changement, certains ont affirmé avec véhémence que toutes les femmes devaient être libres de prendre les décisions médicales qu'elles jugent appropriées pour leur corps. Quelques participants craignaient que cela ne pousse davantage de femmes à recourir à des méthodes d'avortement potentiellement dangereuses maintenant qu'elles ne pouvaient obtenir légalement des services d'avortement dans plusieurs États américains.

En ce qui concerne l'accès aux services d'avortement au Canada, la plupart pensaient que les personnes qui en avaient besoin pouvaient facilement les obtenir. Au chapitre de la réponse attendue du gouvernement fédéral face au recul du droit à l'avortement aux États-Unis, une majorité de participants trouvaient qu'il ne pouvait faire grand-chose, outre rassurer la population canadienne sur son engagement à continuer de protéger l'accès aux services en la matière au Canada.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (anglophones du Québec, résidents de Toronto, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick, Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Huit groupes ont eu des discussions portant sur des enjeux précis liés à leur groupe d'âge, leur origine ethnique et leur région. Les participants ont fait part de leurs points de vue concernant les principaux facteurs qui sous-tendent ces enjeux ainsi que la mesure dans laquelle le gouvernement du Canada parvient à les gérer.

Enjeux touchant les anglophones (anglophones du Québec)

Les participants du groupe formé d'anglophones résidant au Québec ont abordé les enjeux propres aux personnes d'expression anglaise qui vivent dans des communautés à prédominance francophone. Nombre d'entre eux pensaient que les anglophones du Québec faisaient face à plusieurs difficultés, notamment en raison des récentes modifications apportées aux lois linguistiques de la province. Beaucoup ont fait mention du projet de loi 96, estimant qu'il restreignait encore plus l'utilisation des langues autres que le français au Québec. Si de rares participants disaient se sentir bien accueillis en général au Québec, plusieurs avaient l'impression d'être parfois dépeints de manière négative parce qu'ils sont anglophones. Certains, dont des personnes ayant immigré récemment au Québec, peinaient à apprendre le français et se sentaient isolés et à l'écart du reste de leur collectivité locale.

Questionnés à savoir si les défis auxquels sont confrontés les anglophones avaient changé dans les dernières années, des participants pensaient qu'il était plus facile pour les anglophones de se débrouiller à l'heure actuelle que par le passé. Selon eux, l'anglais était si répandu dans le milieu des affaires mondial que de nombreuses entreprises établies au Québec cherchaient à mener des activités

en anglais et en français, de sorte que plus d'emplois s'offraient aux travailleurs anglophones de la province. Ils croyaient aussi que les jeunes francophones d'aujourd'hui étaient plus susceptibles de communiquer couramment en anglais, en raison notamment d'une exposition à un grand nombre de médias de langue anglaise.

Invités à préciser les enjeux les plus importants auxquels les anglophones du Québec sont confrontés actuellement, les participants ont fourni de nombreuses réponses. Ils ont parlé du dépôt du projet de loi 96, des choix limités en matière d'éducation en anglais, de la difficulté à obtenir des services de santé en anglais et du peu d'emplois disponibles pour les personnes qui ne parlent pas français.

Lorsque nous leur avons demandé quels pouvaient être les impacts de ces enjeux, plusieurs ont dit craindre l'exode d'anglophones du Québec si leur capacité à parler, travailler et apprendre en anglais continuait d'être restreinte. Certains avaient particulièrement peur que de jeunes anglophones quittent la province, car ils seraient plus enclins, selon eux, à choisir de travailler et d'étudier ailleurs au Canada, là où l'anglais est plus répandu. Beaucoup étaient préoccupés à l'idée que le projet de loi 96 entraîne un clivage dans la société, soulignant de nouveau que les anglophones étaient souvent injustement stigmatisés dans les communautés où la vaste majorité parlait le français. Appelés à dire s'ils s'attendaient à ce que la situation s'améliore ou s'aggrave au fil du temps, les participants ont exprimé des points de vue nuancés. Certains croyaient que les choses allaient empirer du fait de la priorité que le gouvernement provincial accordait à la langue française, tandis qu'un nombre à peu près égal de participants étaient plus optimistes, estimant qu'après les contestations actuelles, les tensions autour de ce dossier finiraient par s'atténuer au cours des prochaines années.

Pratiquement tous les participants pensaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans le traitement de cet enjeu. De l'avis de plusieurs, les responsables fédéraux, y compris le commissaire aux langues officielles, devraient exprimer plus clairement qu'ils sont en faveur des services bilingues au Québec et de la protection des droits linguistiques des anglophones dans la province.

Enjeux à Toronto (résidents de Toronto)

Le groupe composé de résidents de Toronto s'est penché sur divers enjeux qui touchaient actuellement leur collectivité locale. Interrogés sur les dossiers qui mériteraient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, les participants ont fait une foule de suggestions. Ils ont mentionné l'abordabilité du logement, la hausse du coût de la vie, les réseaux de transport en commun, l'éducation et la violence par armes à feu.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient eu connaissance d'annonces ou de mesures récentes du gouvernement fédéral relatives à ces enjeux, peu de participants se souvenaient d'avoir entendu quelque chose à ce sujet. Pour ce qui est de l'abordabilité du logement, même si certains avaient eu vent d'une initiative visant à interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période temporaire de deux ans, la plupart jugeaient que peu de progrès concrets avaient été réalisés par le gouvernement pour rendre le logement plus abordable. À propos d'autres enjeux comme le transport en commun et les crimes commis avec des armes à feu, quelques participants avaient en mémoire des mesures telles que des investissements fédéraux dans le projet de

train léger sur rail (TLR) d'Eglinton Crosstown et le gel national des armes de poing récemment annoncé afin d'empêcher les gens d'en acheter et d'en vendre.

Invités à dire si le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne les priorités susmentionnées, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. De l'avis de tous, même si les responsables fédéraux semblaient reconnaître l'importance d'enjeux comme l'abordabilité du logement et la hausse du coût de la vie, les progrès accomplis sur ces plans étaient minimes. Quelques-uns estimaient au contraire que le gouvernement fédéral était limité dans ce qu'il pouvait faire pour régler ces enjeux et faisait de son mieux en ce moment.

Enjeux touchant les Sino-Canadiens (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto])

Les participants appartenant à la diaspora chinoise de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) se sont penchés sur divers enjeux propres à leur région ou qui touchaient les Sino-Canadiens de façon plus générale. Réfléchissant aux principaux problèmes auxquels font face les Sino-Canadiens à l'heure actuelle et aux mesures prises par le gouvernement du Canada pour y remédier, les participants ont fourni des réponses variées, notamment la hausse de l'inflation et le coût élevé de la vie, l'abordabilité du logement, l'augmentation perçue des taux de criminalité et le racisme anti-asiatique.

En ce qui concerne le racisme anti-asiatique, les participants souhaitaient des efforts accrus pour accroître la représentation des personnes d'origine asiatique dans tous les ordres de gouvernement. À cet effet, le fait qu'une personne d'origine asiatique assume présentement les fonctions d'administratrice en chef de la santé publique du Canada les rendait fiers, car il s'agissait d'un poste très important à leur avis et un pas dans la bonne direction en vue d'une plus grande représentation. Il leur semblait par ailleurs que le gouvernement fédéral pourrait sensibiliser davantage la population à l'histoire des Asiatiques au Canada, en soulignant leurs contributions et en expliquant les obstacles qu'ils ont dû surmonter. Selon eux, une meilleure compréhension des Sino-Canadiens à l'échelle nationale et un dialogue à cet égard aideraient grandement à réduire la stigmatisation dont ce groupe est victime actuellement.

Enjeux touchant les jeunes (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants de ce groupe (âgés de 18 à 24 ans) ont passé en revue différents enjeux qui concernent tout spécialement les jeunes Canadiens à l'heure actuelle. Nous leur avons d'abord demandé lesquels de ces enjeux devraient constituer des priorités pour le gouvernement fédéral. Ils ont fourni de nombreuses réponses, dont l'abordabilité du logement, le manque d'accès à des professionnels de la santé tels que des médecins de famille et des spécialistes de la santé mentale, les possibilités d'emploi limitées et les préoccupations grandissantes relatives aux changements climatiques.

Concernant les interactions du gouvernement fédéral avec les jeunes Canadiens à l'heure actuelle, la plupart des participants saluaient les efforts accrus en ce sens au cours des dernières années, mais peu d'entre eux les jugeaient efficaces. Pour remédier à la situation, beaucoup suggéraient de miser

davantage sur les médias sociaux, notamment les plateformes Facebook, Twitter, Instagram et TikTok, qui leur paraissaient comme fort utiles pour rejoindre les jeunes Canadiens et dialoguer avec eux. Appelés à décrire la performance actuelle du gouvernement du Canada pour ce qui est d'utiliser les médias sociaux comme outil pour interagir avec les jeunes, une majorité de participants trouvaient que la présence du gouvernement fédéral sur ces plateformes était assez limitée et inefficace pour le moment.

Enjeux du nord de l'Ontario (résidents du nord de l'Ontario)

Les participants du nord de l'Ontario ont abordé une panoplie d'enjeux propres à la région. Invités à préciser les problèmes les plus pressants dans leurs collectivités locales à l'heure actuelle, les participants ont formulé plusieurs réponses. Ils ont été nombreux à parler de ce qu'ils considéraient comme un manque criant de professionnels de la santé, y compris de médecins, de personnel infirmier et d'autres spécialistes. Selon plusieurs, à cause de ces pénuries, les gens devaient attendre longtemps à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous et peinaient à trouver un médecin de famille dans leur quartier. Les participants ont fait remarquer que les problèmes de santé mentale et de dépendances avaient pris de l'ampleur dans les dernières années et souhaitaient que des ressources supplémentaires y soient consacrées.

Outre les soins de santé, des participants ont également mentionné des enjeux liés à l'abordabilité du logement, aux prix élevés du carburant, au mauvais état des routes et au taux élevé d'inflation. Sur ce dernier point, ils ont ajouté que la hausse du coût de la vie ferait particulièrement mal aux aînés dont le revenu de pension actuel est fixe. Appelés à dire s'ils étaient au courant de mesures prises récemment par le gouvernement fédéral relativement à ces questions, peu de participants ont pu en nommer. Ceux qui en connaissaient savaient que le gouvernement du Canada avait consacré ces dernières années des efforts à la bonification du Régime de pensions du Canada (RPC), sans pouvoir donner d'autres précisions à ce sujet.

Discutant de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos d'initiatives que le gouvernement fédéral proposait de mettre en œuvre dans l'avenir pour remédier à ces enjeux, de rares participants avaient eu vent de quelque chose. Ces derniers ont parlé de travaux en cours visant à accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, ce qui aiderait les travailleurs étrangers à obtenir l'accréditation dont ils ont besoin pour exercer dans leur domaine au Canada. Cela contribuerait à réduire les pénuries de personnel, notamment dans le secteur de la santé, où l'arrivée de travailleurs supplémentaires serait la bienvenue.

Très peu de participants estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est de s'attaquer aux problèmes les plus pressants dans leur région. Ils ont souligné que de nombreux Canadiens, à commencer par ceux de la classe moyenne, n'arrivaient pas à suivre le rythme de la hausse des prix, sans compter qu'ils n'avaient pas droit aux soutiens financiers offerts aux Canadiens à faible revenu. Estimant les mesures insuffisantes pour aider ces personnes, les participants craignaient que ces problèmes ne continuent de s'aggraver si rien n'était fait pour y remédier. Questionnés sur les façons dont le gouvernement fédéral pourrait mieux répondre aux besoins des Canadiens, plusieurs participants suggéraient d'élaborer des programmes d'aide s'adressant aux

Canadiens qui ont de la difficulté à gérer la hausse du coût de la vie et le taux élevé d'inflation à l'heure actuelle.

Enjeux touchant les Philippino-Canadiens (membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants appartenant à la diaspora philippine de grandes villes des Prairies ont abordé plusieurs enjeux qui interpellent leur communauté au Canada. Discutant des questions qui revêtent de l'importance pour les Philippino-Canadiens, les participants ont cité divers domaines auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention à leur avis. Ils ont mentionné à plusieurs reprises que les Philippines se butaient à de nombreux obstacles en matière d'immigration. Ils ont parlé des difficultés rencontrées lors des processus d'obtention de la résidence permanente ou de permis de travail ou d'études ou visant à faire reconnaître leurs titres de compétences professionnels. Aux dires des participants, ces processus coûtaient souvent cher et prenaient du temps.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de récentes mesures prises par le gouvernement fédéral à l'égard de ces enjeux, divers participants ont nommé des initiatives touchant l'immigration, dont l'engagement à abolir les frais pour les demandes de citoyenneté, la mise en place d'une voie plus rapide à la résidence permanente pour les résidents temporaires et la réduction de l'arriéré de demandes d'immigration attribuable en partie à la pandémie de COVID-19.

Enjeux au Nouveau-Brunswick (résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Les participants du Nouveau-Brunswick ont discuté brièvement des enjeux dans leur province. Invités à préciser les problèmes les plus urgents au Nouveau-Brunswick auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité, les participants ont nommé toutes sortes de domaines, y compris l'abordabilité du logement, la hausse du coût de la vie, les pénuries perçues de personnel de la santé et les problèmes liés aux prix du carburant, exceptionnellement élevés à l'heure actuelle. En ce qui concerne l'économie, les participants ont nommé l'agriculture, la foresterie, le transport et la mise en valeur des ressources naturelles au nombre des secteurs et industries qui avaient le plus besoin d'aide de la part du gouvernement du Canada. Seuls quelques-uns se souvenaient de mesures fédérales récentes en la matière.

Au sujet de l'agriculture, divers participants étaient préoccupés par la disparition des fermes familiales, car elle se traduisait par une dépendance accrue aux grandes entreprises agricoles et moins de débouchés pour les petits établissements agricoles du secteur. Il leur semblait que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour inciter les travailleurs, en particulier de jeunes Canadiens, à faire carrière en agriculture. Plusieurs souhaitaient par ailleurs qu'on mise davantage sur l'exploitation nationale des sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le gaz. Ils y voyaient une priorité importante, compte tenu du conflit en cours entre l'Ukraine et la Russie et de ses répercussions sur le marché mondial de l'énergie.

Enjeux touchant les Autochtones (Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Les participants se déclarant Autochtones et résidant au Québec se sont prononcés sur les mesures prises par le gouvernement du Canada à l'égard des questions autochtones, y compris les initiatives qu'il pourrait mettre de l'avant en la matière.

Les participants ont d'abord été invités à préciser les principaux enjeux auxquels sont confrontés les peuples autochtones. Ils ont cité un éventail de préoccupations, dont le fait que certaines collectivités autochtones n'ont pas accès à l'eau potable, les défis entourant la *Loi sur les Indiens*, les conflits à régler entre les différents groupes autochtones et le besoin de soutenir davantage la promotion des langues et de la culture autochtones.

La plupart connaissaient en général les efforts consacrés par le gouvernement aux dossiers autochtones. Ils ont parlé d'initiatives telles que le principe de Jordan, le soutien supplémentaire offert dans le cadre des enquêtes sur la disparition et l'assassinat de femmes et de jeunes filles autochtones et l'aide financière accordée pour la tenue d'activités culturelles (p. ex., des pow-wow). Tout en reconnaissant ces mesures, la plupart estimaient que le gouvernement fédéral n'était pas sur la bonne voie pour ce qui est de régler les priorités les plus importantes pour les Autochtones. Malgré les progrès réalisés ces dernières années, beaucoup pensaient que les questions autochtones devraient figurer plus haut dans la liste des priorités du gouvernement fédéral. Par exemple, ce dernier devait s'attaquer à des problèmes urgents au sein des diverses communautés autochtones (comme le manque d'eau potable) et continuer à établir une relation suivie avec les Autochtones, de façon plus générale.

Les participants ont discuté de l'ampleur du racisme systémique envers les peuples autochtones. La plupart pensaient que le racisme à l'endroit des Autochtones était répandu, surtout dans les domaines liés à l'emploi, à la justice et à l'éducation. Selon eux, un manque de compréhension et de connaissance des peuples et de la culture autochtones en était la cause. La majorité des participants ignoraient les mesures prises par le gouvernement fédéral pour s'attaquer à ce problème et estimaient qu'il faisait fausse route dans la lutte contre le racisme envers les peuples autochtones. À propos de ce que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie, les participants estimaient qu'il devait sensibiliser davantage la population canadienne aux valeurs et à la culture autochtones et favoriser une meilleure compréhension en la matière.

Armes à feu (anglophones du Québec, résidents de Toronto, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, aînés du Bas-Saint-Laurent, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Sept groupes ont discuté du sujet des armes à feu et des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral concernant les crimes commis avec des armes à feu au Canada. Pour commencer, les participants ont fait part de leurs impressions concernant le niveau actuel des crimes commis avec des armes à feu et indiqué si celui-ci avait augmenté ou diminué ou s'il était plus ou moins demeuré le

même au cours des dernières années. De manière générale, la plupart des participants croyaient que le nombre de crimes à main armée était plutôt faible au Canada, par rapport à d'autres pays, comme les États-Unis. Un certain nombre ont estimé que le processus de sélection et de certification du Canada était beaucoup plus rigoureux pour ceux qui cherchent à obtenir un permis de possession et d'utilisation d'armes à feu et que cela jouait un rôle majeur dans la prévalence restreinte des crimes à main armée au pays. En outre, certains ont exprimé l'opinion que le Canada faisait actuellement partie des pays les plus sûrs au monde en ce qui concerne la violence armée. Un petit nombre de participants ont exprimé un avis différent, trouvant que les crimes commis avec des armes à feu avaient augmenté au cours des dernières années. Ceux-ci ont affirmé que ce type de crime faisait l'objet d'une couverture médiatique beaucoup plus fréquente ces derniers temps, ce qui donnait l'impression que ces incidents se produisaient plus régulièrement aujourd'hui que par le passé.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient, selon eux, les principaux facteurs qui contribuaient à la violence armée au Canada, les participants ont fourni un certain nombre de réponses. Ils ont notamment mentionné des problèmes liés à la santé mentale et à la toxicomanie, ainsi que d'autres facteurs, comme la pauvreté, l'itinérance et les activités des gangs.

Lors d'une discussion sur les lois en vigueur concernant les armes à feu au Canada, nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que ces lois étaient trop strictes, pas assez strictes ou adéquates à l'heure actuelle. Si la plupart d'entre eux ont indiqué que les lois en vigueur étaient appropriées, un nombre plus faible, quoique significatif, était d'avis qu'elles devaient être resserrées. Très peu de personnes ont déclaré que les lois sur les armes à feu étaient trop strictes à l'heure actuelle au Canada. Parmi ceux qui souhaitaient voir un resserrement des lois en vigueur, plusieurs croyaient que personne n'avait le droit fondamental de posséder une arme à feu et que les conséquences devraient être plus importantes, pour ceux qui commettent des crimes en y ayant recours. Parmi ceux, nombreux, qui estimaient que la réglementation canadienne sur les armes à feu était adéquate à l'heure actuelle, certains ont mentionné la faible incidence perçue de ce type de crime pour étayer leur point de vue. Plusieurs avaient également l'impression que la plupart des crimes à main armée étaient commis avec des armes acquises illégalement. Dans le même ordre d'idées, il a été mentionné que des restrictions supplémentaires auraient un impact injustifié sur les propriétaires d'armes à feu qui respectent la loi.

À la question de savoir s'ils étaient au courant de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, la plupart des participants ont répondu par la négative, mais un petit nombre a pu se rappeler l'annonce récente d'un gel de l'achat et de la vente d'armes de poing au Canada. Informés que le gouvernement du Canada avait récemment déposé un projet de loi sur le contrôle des armes à feu le 30 mai 2022, les participants ont pu voir un certain nombre d'initiatives comprises dans cette proposition législative. Dans l'ensemble, les participants de tous les groupes ont réagi de manière favorable à ces initiatives. Un certain nombre de participants se sont dits surpris que des éléments de cette législation, en particulier la révocation des permis d'armes à feu pour les personnes impliquées dans la violence familiale ou le harcèlement criminel, ne soient pas déjà en vigueur. En discutant de ces mesures, plusieurs d'entre eux ont parlé positivement de l'introduction de lois « drapeau rouge » pour les personnes impliquées dans la violence conjugale ou la violence fondée sur le sexe et celles qui représentent un danger pour elles-mêmes.

Si la plupart des participants ont réagi positivement à la mise en œuvre d'un gel national des armes de poing, certains ont exprimé le désir d'avoir plus de détails sur ce que cela entraînerait précisément et sur la durée pendant laquelle cette mesure demeurerait en vigueur. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont émis l'hypothèse que cette mesure représentait le premier pas du gouvernement fédéral vers une éventuelle interdiction permanente de la possession d'armes de poing au Canada. Certains craignaient toutefois que cette mesure puisse avoir un effet contraire, en ce sens qu'elle pourrait inciter les personnes qui hésitaient à acheter une arme de poing à précipiter leur achat avant que le gel ne soit officiellement en vigueur.

En discutant de ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus en matière d'armes de poing, certains ont identifié le besoin de mettre davantage l'accent sur la résolution de problèmes sous-jacents, comme la santé mentale, la toxicomanie, les gangs et d'autres facteurs qui, selon eux, contribuent aux crimes commis avec des armes à feu au Canada. Un certain nombre de participants ont estimé que la réglementation seule ne fonctionnerait probablement pas et que si une personne était vraiment déterminée à obtenir une arme à feu à des fins criminelles, elle serait probablement en mesure de le faire, peu importe la rigueur des lois à cet égard.

Le NORAD (anglophones du Québec, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver)

Les participants de sept groupes se sont engagés dans de brèves discussions liées au Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Ces échanges ont porté sur la sensibilisation et les perspectives concernant le rôle continu du NORAD pour la sécurité nationale, ainsi que sur les investissements récents du gouvernement du Canada dans l'organisation.

Impressions sur le NORAD (anglophones du Québec, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent)

Les participants de six groupes ont exprimé leur point de vue au sujet du NORAD. Dans tous les groupes, la connaissance des participants à l'égard du NORAD était mitigée, le nombre de ceux qui disaient le connaître correspondant à peu près à celui des participants qui affirmaient le contraire. Pour faciliter la discussion, nous avons précisé que le NORAD est une organisation conjointe du Canada et des États-Unis dont la responsabilité consiste à protéger l'espace aérien au-dessus des deux nations et à signaler toute menace aérienne visant l'Amérique du Nord.

Après avoir obtenu cette clarification, presque tous les participants étaient d'avis que le NORAD jouait un rôle d'une importance capitale pour la sécurité nationale du Canada. Ils ont estimé qu'un partenariat permanent avec les États-Unis était nécessaire pour protéger l'espace aérien canadien et que cette relation constituait un élément essentiel de la structure de sécurité globale du Canada. En

outre, plusieurs participants ont mentionné les hostilités en cours entre l'Ukraine et la Russie et la possibilité que ce conflit s'intensifie davantage comme autres motifs justifiant l'importance du NORAD, estimant que le Canada ne pouvait pas se permettre de laisser son espace aérien sans défense.

Les participants ont discuté de la question de savoir si le Canada devait envisager de modifier sa gestion de la défense aérienne, compte tenu du contexte géopolitique mondial actuel. Bien qu'aucun participant n'ait estimé que les investissements dans le NORAD devaient être réduits, un certain nombre d'entre eux ont fait des suggestions sur la façon dont la défense aérienne nationale du Canada pourrait être améliorée dans l'avenir. Ils ont notamment proposé d'augmenter le montant consacré à la défense nationale, d'approfondir les recherches sur les nouvelles menaces émergentes, comme les missiles hypersoniques et la technologie des drones, et de mettre davantage l'accent sur la défense du Nord canadien.

Récents investissements dans le NORAD (militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver)

Ce groupe, composé de militaires en service et de vétérans, a brièvement discuté des récents investissements du gouvernement du Canada dans le NORAD. Si tous connaissaient l'organisation et ses responsabilités, peu se souvenaient avoir entendu parler d'annonces fédérales récentes la concernant. Pour plus de clarté, les participants ont été informés que le gouvernement fédéral a récemment annoncé qu'il investira 4,9 milliards de dollars au cours des six prochaines années pour renforcer les capacités de défense du NORAD dans l'Arctique. Les réactions des participants à l'égard de cette information ont été mitigées. Bien qu'un certain nombre d'entre eux aient été d'avis qu'il s'agissait d'une priorité importante, beaucoup étaient peu convaincus que ce montant soit à la portée du gouvernement fédéral ou pensaient que ce financement pourrait mieux servir ailleurs. Plusieurs participants ont mentionné d'autres problèmes liés à la défense du Canada, comme l'acquisition d'équipement et les pénuries perçues de personnel des FAC. Les participants étaient d'avis qu'il fallait accorder une plus grande priorité à ces questions par rapport à l'augmentation de la capacité de défense du Canada dans l'Arctique. À la question de savoir ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour améliorer les capacités de défense du NORAD, certains participants ont suggéré des recherches sur les systèmes automatisés de surveillance par drone et de défense antimissile. Il a été mentionné que ceux-ci représentaient une option viable qui ne nécessiterait pas un afflux massif de personnel supplémentaire pour assurer leur fonctionnement.

Perspectives sur la COVID-19 et les vaccins (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants de cinq groupes ont discuté de différentes questions liées à la pandémie de COVID-19. Celles-ci comprenaient notamment leurs points de vue au sujet de l'évolution du virus, de la gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada, des mesures de santé publique passées et présentes, et de questions relatives au vaccin contre la COVID-19.

Prévisions concernant la COVID-19 (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent)

Trois groupes ont échangé leurs points de vue sur l'évolution probable du virus de la COVID-19 dans les mois et les années à venir. Si la plupart d'entre eux s'attendaient à ce qu'il y ait d'autres vagues, ils avaient le sentiment, de manière générale, que le pire de la pandémie était passé. Plusieurs croyaient qu'en raison de la protection supplémentaire offerte par les vaccins contre la COVID-19, les Canadiens étaient mieux préparés à vivre avec le virus et à aller de l'avant du mieux possible. Même si la plupart des participants étaient d'avis que le virus continuerait probablement à se propager, presque tous estimaient qu'il était peu probable que de nouvelles exigences en matière de santé publique soient mises en œuvre, au niveau provincial, territorial ou fédéral. La plupart pensaient que des mesures supplémentaires n'étaient pas nécessaires et que le grand public serait peu disposé à y adhérer.

Performance du gouvernement du Canada (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Deux groupes ont discuté de la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement du Canada. Dans l'ensemble, la plupart avaient une opinion positive de la réponse fédérale, surtout en ce qui concerne le fait de rassurer les Canadiens pendant les premiers mois de la pandémie, alors qu'on en savait peu sur le virus. Il a été mentionné que, compte tenu de l'évolution du virus au cours des deux dernières années, le gouvernement du Canada avait fait de son mieux pour s'adapter à la pandémie et la gérer. Certains ont également souligné le déploiement des vaccins contre la COVID-19, qu'ils considéraient comme très efficace, estimant que ce processus avait été fructueux, contribuant ainsi au taux de vaccination relativement élevé des Canadiens par rapport à leurs homologues d'autres pays, comme les États-Unis. Un petit nombre d'entre eux ont également déclaré que le gouvernement fédéral avait fait preuve d'efficacité dans sa collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux. Cela a été jugé particulièrement important étant donné le large éventail d'approches adoptées dans ces régions pour gérer la pandémie.

Si la plupart étaient d'avis que la gestion du gouvernement fédéral avait été efficace dans l'ensemble, plusieurs participants ont cerné des domaines où, selon eux, la réponse aurait pu être meilleure. Certains étaient d'avis que les soutiens financiers, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), auraient dû prendre fin beaucoup plus tôt. Ils ont affirmé que les dépenses importantes requises pour ces programmes d'aide avaient contribué au taux d'inflation élevé et à la pénurie de main-d'œuvre perçue, tous deux considérés comme des défis économiques importants à l'heure actuelle.

Mesures de santé publique (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants de quatre groupes ont discuté des diverses mesures de santé publique mises en œuvre dans leur région respective pendant la pandémie, ainsi que de celles qui avaient été introduites au niveau fédéral. Dans l'ensemble, la plupart des participants considéraient que les exigences en matière de santé publique étaient suffisantes à l'heure actuelle. Un plus petit nombre de personnes des régions où certaines restrictions subsistaient espéraient toutefois que celles-ci seraient également

supprimées; aucun participant n'a exprimé le souhait de voir appliquer des mesures de santé publique plus strictes à l'heure actuelle.

À l'échelle régionale, de nombreux membres du groupe du Québec ont estimé qu'il était raisonnable de continuer à mettre en place quelques mesures (comme l'obligation de porter un masque) dans certaines circonstances, par exemple lors de déplacements en transports en commun ou dans les établissements de santé. En revanche, dans le groupe des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), où les exigences provinciales relatives aux masques dans les établissements de soins de santé ont été abrogées, aucun participant n'a exprimé d'inquiétude quant à cette décision. Parmi eux, il était généralement admis que la décision d'adopter des mesures de santé publique, comme le port du masque et la distanciation sociale en cas de maladie, était désormais une question de responsabilité personnelle. Plusieurs membres du groupe composé de jeunes Canadiens de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) ont partagé l'avis que si certaines restrictions avaient probablement été nécessaires à différentes périodes de la pandémie, elles avaient également entraîné des conséquences négatives. Celles-ci comprenaient des problèmes croissants de santé mentale, un manque d'activités sociales pour les jeunes, des difficultés économiques pour les petites et moyennes entreprises, et une qualité d'éducation moindre pour ceux qui poursuivaient des études postsecondaires. Dans le groupe de personnes résidant en Alberta, la plupart estimaient que toutes les restrictions devraient être supprimées, y compris celles que le gouvernement fédéral imposait, qui exigent le port d'un masque dans les avions et les aéroports, des tests aléatoires pour les voyageurs entrant au Canada et des exigences en matière de vaccins pour les voyageurs.

Perspectives sur les vaccins contre la COVID-19 (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les participants résidant dans des agglomérations de petite et de moyenne tailles en Alberta ont fait part de leurs expériences et de leurs points de vue concernant les vaccins contre la COVID-19. Pour commencer, nous avons demandé aux participants si l'évolution des mesures de santé publique au cours de la pandémie avait influencé leurs points de vue sur les avantages de la vaccination contre la COVID-19. Aucun participant n'a répondu par l'affirmative, et plusieurs ont indiqué que les connaissances sur le virus étaient en constante évolution et qu'il était logique qu'une réponse en matière de santé publique s'adapte et évolue en fonction des nouvelles découvertes.

Parmi les participants, ceux qui ont déclaré s'être fait vacciner étaient légèrement plus nombreux. À la question de savoir s'ils étaient inquiets des répercussions potentielles à long terme du vaccin contre la COVID-19, peu de participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux estimant que les avantages de recevoir le vaccin l'emportaient sur les coûts éventuels. Un petit nombre de participants ont exprimé des inquiétudes quant aux problèmes cardiaques possibles et à l'affaiblissement général de leur système immunitaire en raison du vaccin. S'ils n'étaient pas préoccupés par leur propre santé, quelques-uns s'inquiétaient des effets potentiels du vaccin contre la COVID-19 sur leurs enfants, estimant qu'il y avait trop de zones d'ombre sur les effets à long terme du vaccin et sur la façon dont il pourrait interagir avec leur système immunitaire moins développé.

Doses de rappel du vaccin contre la COVID-19 (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19)

Dans ce groupe composé de personnes n'ayant reçu que deux doses du vaccin contre la COVID-19, les participants ont exprimé leurs points de vue sur la troisième dose du vaccin, parfois appelée « dose de rappel ». À la question de savoir ce qui avait contribué à leur décision initiale de se faire vacciner, les participants ont avancé un certain nombre de réponses. Il s'agissait notamment de préoccupations concernant la santé de parents et de proches immunodéprimés, de l'impression que le vaccin contribuerait à réduire la propagation de la COVID-19 et, pour plusieurs d'entre eux, de craintes quant aux conséquences potentielles pour leur santé découlant du fait de contracter le virus. Si la plupart des participants étaient satisfaits de leur décision de se faire vacciner, un petit nombre d'entre eux ont exprimé des regrets, pensant qu'avant de recevoir le vaccin, ils auraient dû faire davantage de recherches sur ce qu'ils considéraient être ses effets potentiels à long terme. Aucun participant n'avait de rendez-vous prévu pour recevoir une dose supplémentaire du vaccin. Alors que quelques-uns étaient catégoriquement opposés à recevoir une autre dose, croyant maintenant que le vaccin était potentiellement dangereux, la plupart étaient d'avis qu'il n'y avait pas vraiment d'intérêt à recevoir une dose de rappel, estimant qu'elle offrait peu de protection et ne contribuerait pas à réduire la transmissibilité du virus.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient des questions concernant les vaccins contre la COVID-19, certains ont voulu savoir l'on prévoyait maintenant donner des doses de rappel aux Canadiens une ou deux fois par année. Nombre d'entre eux ont estimé que cela n'était pas réaliste et exprimé une réticence générale à adhérer à une campagne de rappel régulière, compte tenu notamment de leur perception que le vaccin avait été relativement inefficace pour prévenir la propagation du virus.

Changements climatiques et environnement (résidents de Toronto, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Quatre groupes ont tenu des discussions sur les initiatives et les programmes liés à la durabilité environnementale et à la réduction des répercussions des changements climatiques. Ces échanges ont porté sur le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral ainsi que sur le programme d'Incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE).

Tarification du carbone (résidents de Toronto, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants des quatre groupes ont discuté du système de tarification de la pollution par le carbone mis en place par le gouvernement du Canada ces dernières années. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de cette initiative, plusieurs ont répondu par l'affirmative, mais peu d'entre eux se souvenaient de détails précis sur ce que représentait une tarification du carbone. Parmi ceux qui ont pu donner quelques précisions, il a été mentionné que cette mesure avait été mise en place pour les entreprises ainsi que pour les ménages, et qu'elle était liée à la quantité d'émissions

de gaz à effet de serre que ces particuliers/entreprises produisaient dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Un certain nombre de participants avaient l'impression que ce prix sur le carbone avait été mis en place au moyen d'une augmentation des taxes sur les sources d'énergie non renouvelables, comme l'essence.

Dans l'ensemble, la plupart étaient favorables à la mise en œuvre de la tarification fédérale du carbone. Plusieurs ont indiqué que les changements climatiques représentaient un enjeu majeur et qu'il était important de disposer d'un plan pour en atténuer les effets. Quelques-uns ont exprimé leur déception quant au fait qu'un certain nombre de provinces ne respectaient pas les normes actuelles en matière d'émissions établies par le gouvernement fédéral. Les participants avaient des opinions partagées concernant les paiements incitatifs versés aux Canadiens dans leur province. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que ces montants ne devraient pas être remis aux citoyens, estimant que cela réduisait l'impact de cette politique en tant que facteur de dissuasion des comportements émetteurs de carbone. Parmi ceux qui considéraient que ces paiements représentaient un développement positif, plusieurs étaient heureux que ces montants soient redistribués directement aux ménages au lieu d'être utilisés par le gouvernement fédéral pour ses propres activités.

Après avoir appris que le directeur parlementaire du budget avait constaté que 80 % des ménages des provinces concernées reçoivent plus d'argent, sous forme de paiements incitatifs, que ce qu'ils dépensent pour la tarification du carbone sur les achats du ménage, les participants ont réagi de différentes manières. Alors qu'un certain nombre y ont vu un signe de bonne foi attestant du fait que le système de tarification du carbone ne serait pas injustement punitif pour la plupart des Canadiens, beaucoup se sont montrés plus sceptiques. Certains, dont un grand nombre dans les groupes de l'Alberta et du nord de l'Ontario, considéraient que cela pourrait avoir un effet disproportionné sur les personnes vivant dans les régions rurales, qui pourraient avoir à dépenser davantage pour l'énergie et le carburant et qui émettraient par conséquent plus de gaz à effet de serre.

Programme d'Incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) (résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants des deux groupes ont discuté du programme d'Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission (iVZE) du gouvernement du Canada. À la question de savoir s'ils avaient entendu parler de ce programme, plusieurs ont répondu par l'affirmative, mais peu d'entre eux se sont souvenus de détails précis. Pour faciliter la conversation, les participants ont été informés que le programme iVZE offre un incitatif aux points de vente aux consommateurs qui achètent ou louent un véhicule zéro émission qui répond aux exigences du programme. De plus, les participants ont été informés que ce programme s'applique aux camionnettes dont le prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF) pour le modèle de base est inférieur à 60 000 \$, outre divers autres types d'automobiles.

Lorsque nous leur avons demandé leur point de vue sur ce programme, notamment en ce qui concerne l'inclusion des camionnettes, beaucoup ont exprimé un certain nombre de préoccupations liées à l'initiative iVZE. Même en mettant l'accent sur les catégories de VZE de taille plus importante, comme les camionnettes, peu de personnes du nord de l'Ontario estimaient que le programme était attrayant, tandis que les membres du groupe des Prairies avaient des opinions plus partagées. Un certain nombre de membres du groupe du nord de l'Ontario avaient l'impression que les VZE ne

pourraient pas fonctionner dans les collectivités rurales ou éloignées, en raison notamment des chutes de neige extrêmes pendant les mois d'hiver et des longues distances que les résidents de ces régions doivent souvent parcourir. À cet égard, bien qu'un certain nombre de participants des deux groupes aient exprimé leur intérêt pour l'achat d'un VZE, ils ne croyaient pas que ces véhicules pourraient répondre à leurs besoins à l'heure actuelle. Plusieurs ont estimé qu'avant d'acheter un VZE, ils attendraient que des progrès soient réalisés pour assurer une plus longue durée de vie des batteries et que des investissements plus importants soient faits dans les infrastructures, comme les stations de recharge.

Beaucoup ont également mentionné que l'abordabilité était une préoccupation majeure liée à ce programme. Plusieurs participants ont fait des commentaires sur ce qu'ils percevaient comme le coût généralement peu abordable des VZE à l'heure actuelle, affirmant que celui-ci est prohibitif pour de nombreux Canadiens à faible ou moyen revenu. D'autres ont également indiqué qu'il serait difficile de trouver une camionnette dont le prix de détail suggéré par le fabricant est inférieur à 60 000 \$ et que le gouvernement fédéral sous-estimait peut-être le coût réel de ces véhicules. Dans cette optique, très peu d'entre eux ont déclaré que les critères de prix décrits dans le programme les inciteraient à acheter des véhicules de ce type.

En ce qui concerne les VZE de manière plus générale, les participants étaient largement favorables aux avantages environnementaux que ces véhicules procurent. Alors que plusieurs prévoient qu'un grand nombre de Canadiens finirait par faire la transition vers les VZE, il a été mentionné que cela pourrait demander du temps. Dans le même ordre d'idées, les participants ont jugé que, compte tenu des préoccupations relatives à l'accessibilité financière et au manque de stations de recharge, il était irréaliste de penser que, d'ici 2035, toutes les voitures et tous les camions neufs vendus au pays seront des véhicules zéro émission, comme le prétend l'échéancier fédéral.

Abordabilité du logement (résidents de Toronto, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19)

Dans deux groupes, les participants ont discuté d'enjeux liés au logement au Canada, notamment de l'abordabilité du logement en général et d'initiatives en matière de logement annoncées par le gouvernement du Canada dans le cadre du récent budget fédéral de 2022.

Perspectives en matière de logement (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19)

Ce groupe composé de résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique a pris part à une brève discussion sur l'abordabilité du logement dans leur région et à l'échelle du pays. À la question à savoir quels étaient les enjeux les plus pressants à l'heure actuelle, presque tous les participants ont mentionné le logement comme problème majeur, surtout pour les Canadiens à faible revenu qui ont du mal à accéder à la propriété ou à trouver un logement abordable. Plusieurs étaient d'avis que les jeunes en particulier connaissent des difficultés sur le marché du logement et que la plupart d'entre eux avaient besoin du soutien financier de leurs parents pour réunir la mise de fonds nécessaire pour l'achat d'une maison. D'autres ont aussi parlé des difficultés qu'éprouvaient les propriétaires, indiquant

que malgré la tendance à la hausse des taux d'intérêt, plusieurs devraient probablement faire des paiements hypothécaires beaucoup plus élevés dans les mois et les années à venir.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada devrait faire selon eux pour aider les personnes qui ont de la difficulté à trouver un logement abordable, les participants ont fourni plusieurs réponses, notamment la construction d'un plus grand nombre de nouvelles habitations, une interdiction permanente d'achat de propriétés pour les non-Canadiens, une hausse de taxes pour les propriétés vacantes, une meilleure infrastructure de transport public pour soutenir les nouveaux projets de logements, et une importance accrue accordée aux coopératives d'habitation.

Initiatives pour le logement du budget de 2022 (résidents de Toronto)

Dans ce groupe, les participants ont discuté de plusieurs initiatives récentes en matière de logement annoncées dans le budget de 2022. Tous s'entendaient pour dire que le logement était d'une importance capitale à l'heure actuelle.

Durant la conversation au sujet des récentes annonces et initiatives du budget, nous avons demandé aux participants de nous indiquer celles qui selon eux seraient les plus efficaces pour s'attaquer au problème de l'abordabilité du logement. Pour commencer, nous leur avons présenté plusieurs initiatives visant à fournir des options de logements supplémentaires aux Canadiens.

Parmi ces initiatives, ce sont celles qui ont pour but d'augmenter l'offre de logements pour les Canadiens à faible revenu et les populations marginalisées qui ont reçu le plus d'appui. Presque tous les participants étaient d'accord pour dire que l'investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale était particulièrement important. Certains ont mentionné que dans la plupart des cas, les personnes qui éprouvent ces difficultés ont peu d'endroits où aller et n'ont souvent d'autre choix que de rester dans des situations dangereuses. Plusieurs étaient d'avis que l'itinérance en particulier était un enjeu qui avait pris de l'ampleur au cours des deux dernières années, principalement en raison des problèmes économiques et de santé mentale qui ont été aggravés par la pandémie de COVID-19. Un nombre important de participants ont accueilli favorablement l'annonce d'un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu. Plusieurs ont commenté positivement l'engagement de fournir un financement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts pour ces types de projets. Les participants étaient d'avis que les coopératives d'habitation représentent pour plusieurs un moyen viable et réaliste d'accéder à la propriété et de créer un sentiment d'appartenance à la communauté et de partage des responsabilités parmi ceux qui résident dans ces immeubles.

Les participants ont ensuite discuté d'une autre série de priorités concernant l'abordabilité du logement et la création de nouveaux moyens pour faciliter l'accès à la propriété pour les Canadiens.

Parmi ces initiatives, plusieurs étaient destinées aux acheteurs d'une première maison. Les participants étaient nombreux à applaudir la création d'un nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 dollars libres d'impôt pour faire l'acquisition. Plusieurs ont également mentionné l'initiative visant à élargir l'Incitatif à l'achat d'une première propriété afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe.

De nombreux participants ont mentionné le montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat comme initiative importante. Plusieurs croyaient qu'il s'agissait d'une solution réaliste pour accéder à la propriété, en particulier pour les jeunes et les Canadiens à faible ou moyen revenu qui pourraient avoir de la difficulté à amasser l'argent nécessaire pour la mise de fonds. Ils ont indiqué que cette initiative permettrait à bon nombre de Canadiens d'être plus autonomes puisque le montant du loyer payé serait affecté à une éventuelle mise de fonds pour l'achat de la maison et leur donnerait un objectif à atteindre. De nombreux participants croyaient qu'ils pourraient eux-mêmes éventuellement profiter de cette initiative. Plusieurs ont aussi mentionné l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans, comme étant une initiative positive.

Les participants ont ensuite examiné une autre série d'initiatives visant cette fois à protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Dans l'ensemble, toutes les initiatives ont reçu un appui important. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'elles auraient probablement toutes un impact positif sur les Canadiens qui explorent le marché du logement.

Presque tous les participants ont reconnu l'importance de créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-éviictions ». Ceux-ci ont mentionné qu'il s'agissait d'un problème fréquent dans plusieurs régions et qu'il témoignait d'un manque d'équité de la part des propriétaires. Certains ont mentionné qu'ils connaissaient des gens qui avaient été confrontés à ce problème. Un nombre important de participants croyaient également que la proposition visant à mettre fin aux offres à l'aveugle était particulièrement intéressante. Selon eux, cette pratique est souvent utilisée par les agents immobiliers pour gonfler artificiellement les prix des propriétés et exploiter ainsi les acheteurs potentiels qui souhaitent accéder au marché de l'habitation en les encourageant à présenter des offres au-delà de ce qu'ils peuvent se permettre.

Plusieurs ont accueilli favorablement l'annonce d'une interdiction pour les non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans. Ils étaient d'avis que les acheteurs étrangers avaient grandement contribué à l'augmentation des prix de l'immobilier au pays dans les dernières décennies. Même si la plupart étaient en faveur de cette initiative, d'autres ont précisé que cette interdiction ne devrait pas viser les personnes qui immigreront au Canada pour y vivre et travailler puisque selon eux, quiconque souhaite apporter sa contribution au pays devrait avoir la possibilité d'acheter une maison.

Les aînés et le vieillissement (aînés du Bas-Saint-Laurent, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Deux groupes ont discuté des enjeux auxquels sont confrontés les aînés et les répercussions du vieillissement de la population sur l'avenir économique et social du Canada. Les participants ont soulevé plusieurs préoccupations et souligné quelques mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour s'attaquer à ces enjeux.

Enjeux spécifiques aux aînés (aînés du Bas-Saint-Laurent)

Le groupe composé d'aînés du Bas-Saint-Laurent a discuté de plusieurs enjeux majeurs pour ce segment de la population au Canada. Tout d'abord, les participants ont parlé de ce qu'ils croyaient être les enjeux les plus importants auxquels étaient confrontés les Canadiens, notamment le changement climatique et l'environnement, l'inflation et la hausse du coût de la vie, l'éducation et les pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs essentiels, comme les soins de santé et les métiers.

Discutant des sujets de préoccupation pour les aînés, les participants ont mentionné plusieurs enjeux qui nécessitent une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Plusieurs ont réaffirmé que la hausse du coût de la vie revêtait une importance capitale et croyaient qu'un nombre important d'aînés peinaient déjà à joindre les deux bouts et que la diminution du pouvoir d'achat due à l'inflation croissante n'avait fait qu'aggraver la situation. De nombreux participants avaient l'impression que les montants versés sous forme de pensions et autres soutiens financiers ne suffisaient plus à couvrir les dépenses courantes. Plusieurs ont également mentionné que les soins de santé étaient un enjeu de taille pour les aînés. À cet égard, certains ont dit souhaiter que le gouvernement du Canada augmente les transferts en santé pour aider les provinces et les territoires à améliorer la qualité des soins et l'accessibilité à ceux-ci sur leurs territoires.

Quant à la performance du gouvernement fédéral pour s'attaquer aux enjeux les plus importants pour les aînés, tous les participants s'entendaient pour dire que celui-ci était sur la mauvaise voie. Plusieurs étaient d'avis qu'il devrait redoubler d'efforts pour aider les aînés. À la question à savoir de quelle manière le gouvernement du Canada pourrait s'améliorer à ce chapitre, les participants ont fait de nombreuses suggestions, notamment d'améliorer les communications avec les aînés, de fournir une assistance pour leur permettre de rester à la maison aussi longtemps que possible (plutôt que de les transférer dans des établissements de soins de longue durée), et d'accroître les ressources financières offertes aux provinces et aux territoires pour améliorer la qualité des soins aux aînés.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils recevaient la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV), plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Un nombre plus restreint recevait le Supplément de revenu garanti (SRG). Durant la discussion, plusieurs ont répété que ces montants ne suffisaient pas à combler leurs besoins et qu'ils devaient être rajustés pour tenir compte de la hausse des coûts et de l'inflation. Quant aux changements à apporter à la SV ou au SRG, de nombreux participants étaient d'avis que ces prestations devaient être indexées à l'inflation pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

Discutant des mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour aider les aînés, les participants ont évalué plusieurs initiatives, actuelles et éventuelles, destinées à ceux-ci. Parmi ces initiatives, la proposition d'augmenter le Supplément de revenu garanti de 500 \$ pour les aînés vivant seuls et de 750 \$ pour les couples (par année) à compter de l'âge de 65 ans a suscité des réactions positives. Certains étaient d'avis que ces montants compenseraient pour la hausse des coûts due au taux d'inflation élevé.

De nombreux participants ont accueilli favorablement les initiatives qui permettraient aux aînés de vieillir chez eux, comme celle qui aide les organismes communautaires à fournir un soutien pour aider les aînés à faibles revenus ou autrement vulnérables à vivre chez eux aussi longtemps que possible. Plusieurs désiraient ardemment demeurer dans leur foyer plutôt que d'être admis dans un établissement de soins de longue durée, et croyaient que cette initiative le leur permettrait. Certains ont fait valoir que ces organismes pourraient développer d'autres programmes et activités communautaires pour briser l'isolement des aînés qui vivent seuls.

Vieillesse de la population (résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Dans le groupe du Nouveau-Brunswick, les participants ont discuté brièvement des répercussions possibles du vieillissement de la population dans leur province. Plusieurs étaient d'avis que cet enjeu avait pris de l'ampleur dernièrement et qu'il irait probablement en s'aggravant dans les années à venir. Certains avaient l'impression qu'en plus des résidents de la province qui vieillissent, de nombreux retraités provenant d'autres régions du Canada s'étaient réinstallés au Nouveau-Brunswick en raison des prix des logements et du coût de la vie considérés comme moins élevés dans cette région.

Lorsque nous leur avons expliqué que le Nouveau-Brunswick avait l'une des populations les plus âgées du pays et qu'il était prévu que le nombre d'aînés dans la province double au cours des vingt prochaines années, plusieurs participants avaient l'impression que cela contribuerait à faire augmenter davantage les prix des logements. À ce sujet, certains craignaient que les jeunes soient contraints de quitter le Nouveau-Brunswick afin de trouver des logements plus abordables ailleurs, réduisant du même coup la population active. De nombreux participants s'inquiétaient des bouleversements économiques que cette situation provoquerait en raison du manque de jeunes travailleurs disponibles pour remplacer ceux qui partent à la retraite ou qui le feront bientôt. Plusieurs craignaient également les répercussions sur le système de soins de santé déjà mis à rude épreuve en raison de la pandémie de COVID-19.

À la question à savoir ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour s'attaquer à ces enjeux, les participants ont fait plusieurs suggestions, entre autres d'augmenter le nombre d'initiatives en matière d'immigration et de prioriser l'embauche de travailleurs qualifiés dans les secteurs qui en ont besoin, comme les soins de santé et les métiers. D'autres croyaient que le problème pourrait être résolu sans qu'il soit nécessaire d'accroître l'immigration et que le gouvernement fédéral devrait d'abord offrir des incitatifs aux personnes qui vivent déjà au Canada (en particulier les jeunes) pour les attirer dans les secteurs vitaux de l'économie. Quelques-uns ont suggéré de réduire les coûts de formation et de certification dans les secteurs comme les soins de santé, estimant qu'il y avait un besoin criant de médecins, de personnel infirmier et de spécialistes dans de nombreuses régions au

pays et que l'investissement en temps et en argent requis pour la formation représentait un obstacle majeur pour bon nombre de personnes qui souhaitent travailler dans le domaine de la santé.

Relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto])

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora chinoise au Canada ont discuté de la relation actuelle du gouvernement du Canada avec la Chine et fait part de leurs points de vue sur l'évolution de celle-ci, ces dernières années. Beaucoup ont qualifié la relation de tendue et de conflictuelle à l'occasion. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le principal facteur qui avait contribué à ces tensions accrues était le fait que la Chine se soit imposée en tant que grande puissance économique au cours des dernières décennies. Ils ont indiqué que plus la Chine s'affirmait sur la scène mondiale, plus le Canada et ses alliés (comme les États-Unis) se voyaient contraints d'examiner de plus près leurs liens économiques avec elle et de tenir compte des violations des droits de la personne signalées à l'intérieur de ses frontières. En ce qui concerne cette dernière question, certains participants ont exprimé l'opinion que le Canada ne déployait pas suffisamment d'efforts actuellement pour dénoncer les atteintes aux droits de la personne en Chine et qu'il faisait preuve de trop de prudence dans sa volonté de critiquer le gouvernement chinois.

En discutant de la façon dont ils percevaient l'évolution de la relation du Canada avec la Chine dans l'avenir, plusieurs s'attendaient à ce que la Chine poursuive sa croissance en tant que puissance économique mondiale et croyaient que cela pourrait potentiellement mener à une augmentation des tensions, surtout si la rivalité perçue entre la Chine et les États-Unis continuait de se développer. Si la plupart d'entre eux pensaient que le gouvernement du Canada devait continuer à entretenir des relations économiques et commerciales avec la Chine, très peu souhaitaient voir un renforcement de ces liens, en raison du fait que, selon plusieurs, le Canada risquerait de s'aliéner des alliés cruciaux, comme les États-Unis, et de s'exposer à des risques pour sa sécurité, notamment en matière de cybersécurité et d'espionnage.

Revenu de base universel (résidents du nord de l'Ontario)

Les participants du groupe du nord de l'Ontario ont engagé une brève discussion concernant leurs points de vue sur l'introduction potentielle d'un programme de revenu de base universel (RBU) au Canada. Beaucoup étaient familiers avec ce concept, ainsi qu'avec l'objectif de fournir à chaque adulte un niveau de revenu qui lui permet de satisfaire ses besoins fondamentaux, comme la nourriture, le logement et les vêtements. En discutant de la question de savoir si, selon eux, le gouvernement fédéral devrait envisager d'autres projets pilotes liés au RBU, la plupart se sont prononcés contre une telle initiative. Plusieurs ont exprimé la crainte que certains profitent de ces programmes, les utilisant comme un moyen de répondre à leurs besoins financiers, tout en se refusant à travailler. Des participants ont suggéré que les fonds nécessaires à la mise en œuvre d'un programme de RBU pourraient être mieux utilisés pour le développement économique, la création d'emplois ou l'augmentation du nombre de logements abordables dans leur collectivité.

En ce qui a trait aux répercussions éventuelles que pourrait entraîner une allocation universelle, les participants ont été informés que, si certaines personnes affirment que ce type de supplément de revenu aiderait les Canadiens qui ont actuellement du mal à faire face à l'augmentation du coût de la vie, d'autres craignent que l'injection supplémentaire d'argent dans l'économie entraîne une hausse des prix et aggrave l'inflation. Interrogés pour savoir laquelle de ces affirmations leur semblait la plus réaliste, tous ont estimé que l'introduction d'un RBU entraînerait des répercussions négatives sur la situation économique du Canada. Certains ont comparé le RBU aux soutiens financiers liés aux pandémies, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), laquelle, selon eux, a largement contribué à la hausse de l'inflation et à l'augmentation générale des prix. Il a été suggéré qu'un programme de revenu de base universel aurait probablement plus de succès si, plutôt que d'être versé à tous les Canadiens, il visait principalement les citoyens à faible revenu, les personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés susceptibles d'avoir besoin d'une aide supplémentaire.

Immigration et reconnaissance des titres de compétences étrangers (membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Dans ce groupe composé de membres de la diaspora philippine au Canada, les participants ont discuté d'immigration et des défis que doivent surmonter les immigrants à leur arrivée au pays. Les avis étaient très partagés à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou sur la mauvaise voie en matière d'immigration. Ceux qui avaient une opinion favorable de sa performance étaient d'avis que la politique d'immigration du Canada avait permis de combler les graves pénuries de main-d'œuvre qui selon eux étaient en partie attribuables à la pandémie de COVID-19. Plusieurs autres s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail en mettant en place et en finançant des organismes sans but lucratif et d'établissement qui ont pour but d'aider les immigrants à leur arrivée au pays. La majorité des critiques formulées par ceux qui voyaient d'un mauvais œil les efforts du gouvernement du Canada au chapitre de l'immigration concernaient les retards et les délais d'attente pour obtenir des documents importants, notamment les visas de travail et les visas d'étudiants.

Interrogés à savoir quels étaient les enjeux les plus importants en matière d'immigration au Canada, les participants ont soulevé diverses préoccupations. Bon nombre d'entre eux ont spontanément parlé du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et du sous-emploi chez les immigrants. Plusieurs avaient l'impression que dans bien des cas, des immigrants qualifiés ne pouvaient décrocher un emploi dans leur domaine d'expertise parce qu'ils ne possédaient pas les titres de compétences requis. Quelques-uns ont mentionné le manque de ressources offertes aux immigrants pour perfectionner leurs compétences et recevoir la formation et la certification nécessaires pour obtenir un emploi dans le domaine de leur choix. À la question à savoir comment le gouvernement du Canada pourrait réagir et améliorer le système d'immigration, les participants ont fourni plusieurs suggestions. Bon nombre d'entre eux croyaient qu'on pourrait en faire davantage pour aider les organismes d'établissement et les programmes, en augmentant le financement et en faisant la promotion auprès des nouveaux immigrants. Les participants étaient d'avis que ces organismes pourraient jouer un rôle de premier plan en aidant les nouveaux immigrants à se trouver un emploi, à

établir des liens avec d'autres immigrants et à accéder aux services offerts par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux.

En ce qui concerne le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, plusieurs ont réitéré qu'il s'agissait d'un obstacle de taille pour les immigrants. À ce sujet, de nombreux participants ont mentionné que le sous-emploi et la déprofessionnalisation représentaient des défis supplémentaires. Lorsque nous leur avons demandé ce que devrait faire le gouvernement du Canada pour s'attaquer à ces enjeux, plusieurs ont affirmé que les programmes de formation pour les immigrants étaient actuellement surchargés. Certains ont fait valoir qu'en affectant des ressources supplémentaires pour ces programmes, le gouvernement fédéral serait en mesure de mieux répondre aux besoins des nouveaux immigrants. Plusieurs autres ont suggéré d'offrir des incitatifs aux employeurs pour embaucher de nouveaux immigrants afin de réduire leur sous-emploi et s'assurer qu'ils ne soient pas oubliés sur le marché du travail.

Forces armées canadiennes (militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver)

Dans ce groupe composé de vétérans et de militaires actifs des Forces armées canadiennes (FAC) résidents de l'île de Vancouver, les participants ont discuté du rôle des FAC, de ses principaux défis et des soutiens offerts par le gouvernement fédéral aux membres, anciens et actuels, des FAC.

Dans l'ensemble, les participants avaient un fort sentiment de fierté à l'égard des FAC et de leurs propres contributions en tant que militaires actifs. Même s'ils avaient l'impression que les FAC avaient bonne réputation à l'échelle internationale, plusieurs croyaient également que nos alliés critiquaient de plus en plus le sous-financement et le manque de ressources. Tout en prenant acte des améliorations apportées dans plusieurs secteurs des FAC (p. ex., l'achat d'équipement conçu spécifiquement pour un usage militaire comme de gros avions de transport et des véhicules blindés légers, et les mesures mises en place pour s'attaquer aux troubles de santé mentale et aux cas de harcèlement sexuel au sein des Forces), les participants ont désigné l'acquisition d'équipement comme secteur à améliorer. Plusieurs étaient d'avis que le matériel fourni au personnel des FAC était archaïque, désuet ou inadéquat.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux concernant les FAC que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité, les participants ont mentionné la nécessité d'augmenter le financement, de remplacer l'équipement militaire désuet, de renforcer la capacité militaire, de nommer des hauts dirigeants compétents, et d'améliorer l'efficacité en passant en revue ou en remplaçant les contrats de civils (pour l'entretien de l'équipement militaire) par du personnel des FAC. Sur la question à savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne ou sur la mauvaise voie pour traiter ces priorités, les avis étaient partagés.

Durant le second volet de la discussion, les participants ont abordé plusieurs sujets :

- Le racisme et l'inconduite au sein des Forces armées canadiennes – Pour la majorité des participants, il ne s'agit pas d'un problème urgent. Ceux-ci s'entendaient pour dire que ces comportements n'étaient pas très répandus au sein des FAC et que l'organisation imposait à

ses membres des standards plus élevés aujourd’hui qu’au cours des décennies précédentes. Les participants avaient l’impression que le gouvernement fédéral s’était activement et adéquatement attaqué au problème du racisme dans les Forces par le biais de diverses initiatives, notamment en offrant d’autres options et mécanismes à ses membres pour leur permettre de signaler les cas de harcèlement ou de déposer un grief.

- Affectations et progression de carrière – Les participants s’entendaient généralement pour dire que pour faire progresser sa carrière au sein des FAC, un membre ne devrait pas être tenu d’accepter d’être affecté à plusieurs endroits. Ils étaient également d’avis que pour certains, la possibilité de demeurer au même endroit durant toute leur carrière militaire était un aspect positif.
- Blessures de stress post-traumatique – Tous les participants s’entendaient pour dire que c’est un problème majeur, même s’ils croyaient que le ministère de la Défense nationale (MDN) avait fait des progrès considérables en faisant de la santé mentale des militaires et des vétérans une priorité, et en permettant à ceux qui ont reçu un diagnostic de trouble de santé mentale de recevoir les traitements nécessaires. La plupart croyaient également que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie lorsqu’il s’agit de s’occuper des troubles de santé mentale et des blessures de stress post-traumatique des membres actifs et des anciens membres des FAC.
- Logement et itinérance – Le coût de la vie a été identifié comme une préoccupation majeure pour les membres des FAC basés sur l’île de Vancouver. La plupart des participants étaient d’avis que les logements étaient hors de portée pour le militaire moyen et que cet enjeu devrait être une priorité pour le gouvernement du Canada et les hauts dirigeants des FAC. L’itinérance chez les vétérans a aussi été mentionnée comme un problème qui allait en s’aggravant. Les participants ont fait plusieurs suggestions pour s’attaquer au problème de manière plus directe, comme offrir aux militaires actifs et aux vétérans des services de counseling et des options en matière de logement, en augmentant le nombre de logements militaires à la disposition des familles et en mettant en place des programmes de transition avant que les membres actifs soient libérés des FAC.
- Prestations et services offerts aux vétérans – Outre les subventions et les bourses d’études, les participants n’avaient entendu parler d’aucun autre investissement du gouvernement fédéral en nouvelles prestations et en nouveaux services pour les vétérans et leurs familles au cours des cinq dernières années. Même si certains voyaient d’un bon œil l’apparente facilité à obtenir ces prestations, d’autres ont été plus critiques. Ces derniers ont mentionné les difficultés à accéder à l’information sur les programmes et les services, de même que les problèmes financiers des personnes en attente d’une approbation pour recevoir des prestations d’invalidité.
- Jour du Souvenir – Nous avons demandé aux participants leur avis sur les commémorations qui ont eu lieu le jour du Souvenir et si celles-ci devraient être élargies pour inclure les vétérans qui ont servi après la guerre de Corée (p. ex., durant la Guerre froide, en Afghanistan, durant les missions de maintien de la paix, lors des missions au pays). La plupart des participants étaient satisfaits de l’approche actuelle et estimaient que les commémorations étaient largement inclusives envers les militaires qui avaient servi dans des missions plus récentes et ceux qui avaient servi durant la première moitié du 20^e siècle.

Jeunes autochtones pris en charge (Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Un groupe composé d'Autochtones du Québec a abordé des questions touchant les jeunes autochtones pris en charge dans le contexte du projet de loi C-92. Interrogés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de ce projet de loi, peu ont répondu par l'affirmative et aucun n'a pu fournir de détails.

Après avoir reçu de l'information supplémentaire, certains craignaient que bien s'il s'agissait selon eux d'un pas dans la bonne direction, le projet de loi ne reconnaissait pas les réalités individuelles des différentes communautés autochtones. À ce sujet, les participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait élaborer des lois en collaboration et en consultation continue avec chacune de ces communautés, selon leurs besoins particuliers. Plusieurs s'entendaient également pour dire qu'il devrait y avoir une meilleure collaboration entre le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux pour mieux soutenir les communautés autochtones.

Pour poursuivre la discussion, nous avons informé les participants des résultats possibles de ce projet de loi, comme aider les enfants autochtones à rester dans leur famille et leur communauté, aider les enfants pris en charge à retourner dans leur famille, prioriser l'importance pour les enfants autochtones de rester en contact avec leur langue, leur culture et leur communauté, et s'assurer que les enfants ne peuvent pas être retirés de leur famille uniquement en raison de difficultés liées aux finances, à la santé ou au logement.

La plupart des participants ont réagi favorablement aux initiatives qui aident les enfants autochtones à rester dans leur famille et leur communauté, et aux enfants pris en charge à retourner dans leur famille. Plusieurs étaient d'avis que peu importe l'origine ethnique ou culturelle, le fait de transférer un enfant d'une famille à l'autre provoque des traumatismes inutiles et des répercussions durables qu'il ne faut pas prendre à la légère. Les réactions à la priorisation de l'importance pour les enfants autochtones de rester en contact avec leur langue, leur culture et leur communauté étaient plus mitigées. Plusieurs estimaient que cette initiative était plutôt floue et se sont demandé comment elle serait mise en œuvre et quelle surveillance serait exercée pour s'assurer qu'elle le soit. Bien que la plupart des participants aient réagi favorablement à l'engagement de ne pas retirer les enfants de leur famille uniquement en raison de difficultés liées aux finances, à la santé ou au logement, plusieurs étaient préoccupés de voir que d'autres motifs (comme la toxicomanie) souvent invoqués pour justifier le retrait des enfants autochtones ne figuraient pas dans cette liste. Dans l'ensemble, la plupart croyaient que les objectifs du projet de loi étaient généralement positifs, du moment que le gouvernement fédéral respecte sa promesse d'apporter d'importantes modifications législatives et de le faire d'une manière qui reconnaît les expériences vécues par les Autochtones.

Par la suite, les participants ont discuté d'un récent accord conclu entre le gouvernement du Canada et la Première nation de Cowessess dans le sud de la Saskatchewan concernant des mesures de soutien aux services à l'enfance et à la famille. Aucun n'avait entendu parler de cet accord avant la séance. Pour les aider à mieux comprendre, nous leur avons expliqué que dans le cadre de cet accord, le gouvernement du Canada investira 38,7 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour aider la Première nation de Cowessess à mettre en place son système de services à l'enfance et à la

famille. Les participants ont bien accueilli cette initiative et plusieurs ont affirmé qu'il s'agissait du genre de soutien qu'ils s'attendaient à ce qu'on fournisse aux communautés autochtones.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada devrait conclure des accords similaires avec d'autres communautés autochtones, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Certains ont ajouté que les enfants autochtones représentaient l'avenir et qu'il fallait en faire une priorité. À ce sujet, certains ont réitéré que le processus pour atteindre ces ententes devrait être équitable et que chaque négociation devrait être menée dans le respect et dans le but de déterminer les besoins uniques de chaque communauté.

Enjeux locaux (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents du nord de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont discuté d'un certain nombre de questions propres à leur région. Ces conversations ont porté à la fois sur les besoins économiques en général, ainsi que sur des préoccupations liées spécifiquement à certains secteurs, comme l'agriculture et l'exploitation minière.

Île-du-Prince-Édouard (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants du groupe de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.), âgés de 18 à 24 ans, ont discuté d'un certain nombre de questions relatives à leur province. Pour commencer, les participants ont été invités à indiquer les industries ou secteurs dans lesquels ils travaillaient ou étudiaient. Parmi ceux qui travaillaient à l'heure actuelle, beaucoup étaient employés dans l'industrie de la restauration et de l'hôtellerie, bien que plusieurs aient précisé qu'ils aspiraient à faire la transition vers d'autres domaines, comme les soins de santé ou le secteur public. Un grand nombre d'entre eux poursuivaient actuellement des études postsecondaires. Beaucoup pensaient qu'il existait de nombreuses possibilités à l'Î.-P.-É. et ont déclaré vouloir demeurer dans la province.

En discutant des industries et des secteurs les plus importants pour leurs collectivités, beaucoup ont désigné le tourisme, la pêche et l'agriculture comme étant des moteurs économiques de premier plan à l'Î.-P.-É. Un certain nombre de participants estimaient que l'industrie de la pêche était particulièrement essentielle à l'économie de la province. Dans le même ordre d'idées, il a été mentionné que celle-ci avait fait preuve de souplesse au cours des dernières années, en s'efforçant d'introduire des pratiques plus durables et de créer des partenariats et des projets avec les peuples autochtones de la région. Aucun participant n'a toutefois indiqué qu'il souhaitait travailler dans ce secteur, affirmant qu'il existe de nombreux obstacles à l'entrée.

La discussion se concentrant sur l'industrie agricole, beaucoup ont exprimé leurs inquiétudes au sujet des fermes de pommes de terre et des agriculteurs. Il a été plus mentionné particulièrement que les problèmes récents liés à la suspension par les États-Unis des importations de pommes de terre de l'Î.-P.-É. avaient été extrêmement dommageables pour l'agriculture de la province. Bien que la plupart des participants aient désigné l'agriculture comme un secteur essentiel pour l'avenir de l'Î.-P.-É., aucun n'a exprimé son intérêt à poursuivre une carrière dans ce domaine.

Lorsque nous leur avons demandé quels secteurs ou industries de l'Î.-P.-É. avaient le plus besoin de l'aide du gouvernement fédéral, l'agriculture a de nouveau été mentionnée par un certain nombre de

participants. Plusieurs avaient l'impression que les agriculteurs et d'autres travailleurs agricoles de la province prenaient actuellement leur retraite à un rythme qui dépassait celui de leur remplacement. Le sentiment était que les jeunes semblaient moins enclins à travailler dans les fermes et préféraient poursuivre des possibilités professionnelles dans d'autres domaines.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu des nouvelles récentes concernant le commerce de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard. Nombreux étaient ceux qui avaient entendu dire que l'exportation de pommes de terre avait été temporairement interrompue à la fin de 2021 en raison de la découverte de la galle verruqueuse dans certaines cultures. Les participants étaient largement d'avis que cette maladie représentait principalement un problème esthétique sans risque pour le consommateur et que, si les pommes de terre étaient impropres à l'exportation, elles auraient quand même pu être utilisées au pays. Tous les participants étaient d'avis que l'arrêt par les États-Unis des importations de pommes de terre de l'Î.-P.-É. avait eu un impact négatif sur l'industrie agricole de la province, et que cela représentait un enjeu d'importance vitale.

En ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement fédéral pour résoudre ce problème, les participants ont surtout émis des opinions négatives. Nombre d'entre eux ont estimé que le gouvernement fédéral aurait dû fournir aux producteurs de pommes de terre un soutien financier pour compenser les pertes de revenus, et travailler avec les autorités américaines pour relancer le commerce plus rapidement.

Nord de l'Ontario (résidents du nord de l'Ontario)

Les participants résidant dans le nord de l'Ontario ont engagé une brève discussion sur les industries qui importent dans leur région, en mettant l'accent sur l'exploitation minière et le Cercle de feu. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les industries et les secteurs les plus importants dans la région, beaucoup ont mentionné l'exploitation minière et d'autres domaines, comme la fabrication, l'agriculture et les soins de santé. En discutant de ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour mieux soutenir ces industries, les participants ont souligné la nécessité d'une plus grande présence fédérale sur le terrain dans le nord de l'Ontario et d'une aide financière supplémentaire pour ces secteurs.

Plusieurs étaient au courant de l'existence du Cercle de feu, un potentiel minier situé dans l'extrême nord de la province. Tout en croyant qu'il s'agissait d'un projet prometteur d'un point de vue économique, certains avaient l'impression que l'exploitation du Cercle de feu nécessiterait des coûts considérables, surtout en raison de l'éloignement de la région. Cela étant dit, beaucoup pensaient que l'exploitation de ces ressources pourrait offrir des perspectives économiques importantes dans les industries minières, de la construction, du transport et de la fabrication de la région. En discutant des préoccupations liées à ce projet, les participants ont souligné un certain nombre de défis potentiels. Il s'agissait notamment de la pénurie de main-d'œuvre perçue dans la région, de l'impact environnemental lié aux activités minières, de l'investissement de fonds qui pourraient être mieux dépensés ailleurs, des difficultés logistiques et des coûts financiers liés au développement des infrastructures dans la région.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en juin

Afin de resituer les groupes de discussion dans leur contexte, nous présentons ci-après les principaux événements survenus au cours du mois de juin 2022.

- Du 1^{er} au 7 juin
 - Le 1^{er} juin : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 21,6 millions de dollars qui permettra à 14 champions de l'énergie propre et leurs collectivités de mettre en chantier des projets d'énergie propre dans le cadre de l'Initiative autochtone pour réduire la dépendance au diesel.
 - [Groupe de discussion des anglophones du Québec \(1^{er} juin\)](#).
 - Le 2 juin : Le gouvernement du Canada annonce que les Ukrainiens qui arrivent au Canada peuvent demander une aide financière de transition pour aider à couvrir leurs besoins essentiels, notamment en matière de transport et de logement à long terme. Chaque adulte est admissible à un paiement ponctuel de 3 000 \$ et chaque enfant (de 17 ans ou moins), à un paiement de 1 500 \$.
 - Le 3 juin : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 55 millions de dollars à Rogers et Xplornet pour offrir des services Internet haute vitesse à quelque 11 000 foyers dans diverses collectivités rurales, éloignées et autochtones du Nouveau-Brunswick.
 - Le 3 juin : Le gouvernement du Canada annonce une contribution de 67,1 millions de dollars provenant du Fonds pour l'accessibilité en appui aux projets de 959 organisations canadiennes; de ce montant, 10,3 millions seront alloués à 159 organisations du Québec.
 - [Groupe de discussion de la population générale de Toronto \(7 juin\)](#).
 - Le 7 juin : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 3,24 millions de dollars à l'organisme Trees for Life dans le cadre du programme Deux milliards d'arbres pour recruter des partenaires et des collaborateurs en vue de réaliser 34 projets de plantation d'arbres.
 - Le 7 juin : Les gouvernements du Canada et du Nunavut annoncent un financement conjoint de 6,6 millions de dollars afin d'améliorer la qualité de l'air dans 45 écoles du Nunavut.

- Du 8 au 15 juin
 - Le 8 juin : La ministre des Affaires étrangères annonce de nouvelles sanctions contre la Russie qui interdisent la prestation de 28 services essentiels aux industries pétrolière, gazière et chimique russes.
 - Le 8 juin : Le gouvernement du Canada donne le coup d'envoi au système de crédits compensatoires pour les gaz à effet de serre annoncé dans le Plan de réduction des émissions du Canada pour 2030. Ce système donnera aux municipalités, aux forestiers, aux agriculteurs, etc. une incitation commerciale à entreprendre des projets novateurs qui réduisent les gaz à effet de serre en prévenant les émissions et en les retirant de l'atmosphère.

- Le 8 juin : La ministre des Aînés annonce l'initiative Bien vieillir chez soi, qui veut permettre aux aînés de vivre chez eux le plus longtemps possible en leur offrant de l'assistance pour les tâches du quotidien.
- Groupes de discussion des membres de la diaspora chinoise de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH), excepté Toronto (8 juin) et des adultes de 35 à 54 ans habitant de petites villes et des villes de taille moyenne de l'Alberta (9 juin).
- Le 10 juin : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 11,3 millions de dollars sur trois ans dans le cadre de l'initiative Patrimoine naturel bonifié du Canada, pour accentuer les efforts de conservation de la biodiversité dans dix-neuf réserves de biosphère de l'UNESCO au Canada.
- Le 10 juin : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 200 millions de dollars pour soutenir les efforts d'intervention et de rétablissement à la suite des inondations et des feux de forêt survenus en Colombie-Britannique.
- Le 13 juin : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 8,6 millions de dollars, provenant du Fonds d'innovation pour la promotion de la santé mentale (FI-PSM), pour 6 projets axés sur la promotion de la santé mentale et du bien-être en Ontario.
- Groupes de discussion des résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses seulement du vaccin contre la COVID-19 (14 juin) et des jeunes de 18 à 24 ans de l'Île-du-Prince-Édouard (15 juin).
- Le 15 juin : Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) annonce l'imposition d'amendes totalisant 7,5 millions de dollars à Bell Canada pour trois infractions à la *Loi sur les télécommunications*.
- Du 16 au 22 juin
 - Le 16 juin : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 10 millions de dollars à la Croix-Rouge canadienne, qui veillera à distribuer les fonds à divers organismes communautaires du pays voués à la promotion de la santé mentale et du bien-être dans le contexte de la pandémie et de la relance post-COVID-19.
 - Le 16 juin : Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie annonce l'attribution de plus de 175 millions de dollars à 809 projets de recherche en sciences humaines menés dans différentes régions du Canada.
 - Le 16 juin : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 2,4 millions de dollars, par l'intermédiaire de CanNor, à trois projets liés aux pêches au Nunavut.
 - Groupe de discussion des aînés de 55 ans ou plus vivant dans la région du Bas-Saint-Laurent, au Québec (16 juin).
 - Le 20 juin : La ministre de la Défense nationale dévoile le plan du Canada visant à moderniser ses capacités de défense continentale et à protéger sa population contre les menaces nouvelles et émergentes. Le plan bénéficiera d'un investissement de 3 milliards de dollars sur six ans provenant d'affectations déjà prévues dans le Budget de 2022, auquel s'ajoutera 1,9 milliard en amortissement résiduel (pour un total de 4,9 milliards selon la comptabilité de caisse).
 - Le 20 juin : Le gouvernement du Canada publie la version définitive du règlement interdisant certains plastiques à usage unique, qui entrera en vigueur en décembre 2022.

L'interdiction vise notamment les sacs d'emplettes, les ustensiles, les récipients alimentaires fabriqués entièrement ou en partie de plastiques problématiques difficiles à recycler, les anneaux des emballages de boissons, les bâtonnets à mélanger et les pailles (sauf certaines exceptions).

- [Groupes de discussion de la population générale du nord de l'Ontario \(21 juin\) et des membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies \(22 juin\).](#)
- Le 22 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 200 millions de dollars destiné à une initiative visant à faciliter la livraison et la distribution de vaccins dans 13 pays cibles. L'Initiative mondiale pour l'équité vaccinale du Canada (IMEVCan) appuiera les efforts pour améliorer la livraison et la distribution de vaccins, pour accroître la confiance et la demande relative à ces produits, et pour soutenir leur production locale. L'initiative versera également 100 millions de dollars à l'UNICEF pour mettre en place les systèmes de logistique et les chaînes d'approvisionnement des vaccins et pour renforcer les systèmes de soins de santé, tout en menant des campagnes de vaccination de masse et des programmes ciblés pour accroître la prise vaccinale.
- Du 23 au 30 juin
 - Le 23 juin : Le ministre de la Justice annonce que le projet de loi C-28 a reçu la sanction royale. Cela signifie que quiconque consomme des drogues ou de l'alcool et fait preuve de négligence criminelle sera tenu criminellement responsable s'il cause du tort à autrui alors qu'il est extrêmement intoxiqué.
 - [Groupe de discussion des militaires actifs et des vétérans de l'île de Vancouver \(23 juin\).](#)
 - Le 24 juin : Le gouvernement du Canada annonce des modifications à *la Loi sur la concurrence* qui permettront au Bureau de la concurrence de mieux protéger les consommateurs, les entreprises et les travailleurs canadiens contre les comportements anticoncurrentiels. Ces modifications :
 - augmentent les amendes et les sanctions maximales pour ceux qui enfreignent la loi;
 - interdisent les accords de fixation des salaires et de non-débauchage entre employeurs;
 - précisent que la divulgation incomplète des prix – l'indication de prix partiels – est une pratique commerciale trompeuse;
 - permettent un accès privé au Tribunal de la concurrence pour les parties touchées par un abus de position dominante;
 - permettent une application de la loi plus efficace dans l'économie numérique d'aujourd'hui.
 - Le 27 juin : Le gouvernement du Canada investit plus de 221 millions de dollars pour améliorer la protection des aînés vivant dans des établissements de soins de longue durée au Québec, aux termes de l'entente du Fonds pour la sécurité des soins de longue durée conclue avec la province du Québec.
 - Le 27 juin : Le gouvernement du Canada annonce l'attribution de 28,2 millions de dollars à neuf projets axés sur le trouble de stress post-traumatique (TSPT) et les traumatismes chez

- les travailleurs de première ligne et les autres travailleurs essentiels, ainsi que sur les problèmes de santé mentale d'autres personnes touchées par la pandémie de COVID-19.
- Le 28 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 5,1 millions de dollars provenant du Fonds pour la santé sexuelle et reproductive en soutien à des projets menés par le Centre canadien pour la diversité des genres et de la sexualité (CCDGS), Égale Canada et Sherbourne Health (CBRC). Ces projets ont pour but d'améliorer les services de santé sexuelle et reproductive ainsi que de créer des outils et des ressources à l'intention des communautés LGBTQ2.
 - **Groupes de discussion de la population générale du sud-ouest du Nouveau-Brunswick (28 juin) et des Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec (29 juin).**
 - Le 29 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 3,7 millions de dollars au cours des trois prochaines années qui appuiera 33 projets de conservation dirigés par des communautés autochtones un peu partout au Canada.
 - Le 29 juin : Le ministre des Transports annonce un investissement d'environ 105 millions de dollars destiné à trois nouveaux projets menés avec NAV CANADA dans le cadre du Fonds national des corridors commerciaux en vue d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement pour les transporteurs aériens canadiens.
 - Le 29 juin : Le gouvernement du Canada annonce la prolongation des mesures frontalières en vigueur pour les voyageurs qui entrent au Canada au moins jusqu'au 30 septembre 2022.
 - Le 29 juin : Le gouvernement du Canada annonce que la Ville de Toronto recevra 12,3 millions de dollars du Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires afin de lutter contre la violence armée.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Les participants se sont remémoré une foule d'annonces et d'initiatives, dont les suivantes :

- Les mesures pour contrer le taux élevé d'inflation perçu et la hausse du coût de la vie dans la plupart des régions du Canada. À ce sujet, de nombreux participants avaient en mémoire la récente décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt d'un demi-point de pourcentage annoncée le 1^{er} juin 2022. Ils espéraient qu'en plus de réduire l'inflation, ces mesures aient un effet modérateur sur les prix des logements, qui avaient explosé dans plusieurs régions du pays;
- L'annonce du gouvernement fédéral relative au dépôt d'un nouveau projet de loi visant à renforcer davantage le contrôle des armes à feu au Canada et à protéger les Canadiens contre

la violence par arme à feu. Des participants ont bien accueilli cette nouvelle et se souvenaient d'avoir entendu parler de l'imposition d'un gel national des armes de poing.

- Les longs retards avec lesquels doivent composer les voyageurs dans les grands aéroports du pays, notamment à l'aéroport international Lester B. Pearson de Toronto. Plusieurs étaient au courant de ce problème et avaient entendu dire que le gouvernement du Canada travaillait activement avec les administrations aéroportuaires à trouver des moyens de réduire les temps d'attente pour ceux qui voyagent au Canada et à l'étranger;
- Les retards persistants auxquels se butent les personnes souhaitant obtenir ou renouveler leur passeport. Un certain nombre de participants étaient au fait de problèmes dans les bureaux de Service Canada au pays, qu'ils attribuaient, en partie, à un arriéré d'ordre administratif et à un regain d'intérêt chez maints Canadiens pour les voyages à l'étranger après la levée des restrictions liées à la pandémie de COVID-19;
- L'annonce par le gouvernement fédéral de la suspension à compter du 20 juin 2022 de l'exigence relative à la vaccination contre la COVID-19 pour monter à bord d'un avion ou d'un train au Canada. Plusieurs étaient ravis de cette nouvelle et certains croyaient que cette obligation aurait dû être levée bien avant;
- Les travaux en cours de la Commission sur l'état d'urgence afin d'examiner les circonstances qui ont donné lieu à la déclaration de l'état d'urgence et à l'invocation de la *Loi sur les mesures d'urgence* (du 14 au 23 février 2022) en réaction aux manifestations de camionneurs qui ont eu lieu à Ottawa et autres « convois de la liberté » qui se sont arrêtés dans plusieurs autres régions du pays en février 2022;
- L'annonce du 2 juin 2022 concernant le règlement d'une revendication territoriale d'une valeur de 1,3 milliard de dollars entre le gouvernement fédéral et la Nation Siksika du sud de l'Alberta. Certains participants du groupe de l'Alberta disaient avoir entendu que des responsables fédéraux, dont le premier ministre, avaient pris part à une cérémonie entourant la signature de cet accord au parc historique Blackfoot Crossing (situé sur la réserve Siksika);
- L'augmentation de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les aînés de 75 ans et plus qui entrerait en vigueur en juillet 2022. Plusieurs dans le groupe formé d'aînés du Bas-Saint-Laurent au Québec en avaient entendu parler.

Hormis ces questions, des participants avaient aussi eu vent de récents efforts du gouvernement du Canada sur la scène internationale, notamment :

- L'aide financière et militaire continue fournie par le gouvernement du Canada à l'Ukraine afin d'appuyer ses efforts pour repousser l'envahisseur russe. Certains étaient aussi au courant d'efforts accrus de la part du gouvernement fédéral pour traiter en priorité les demandes d'établissement et d'hébergement des Ukrainiens fuyant les combats dans le cadre de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU) (sans toutefois nommer ce programme).
- La participation du premier ministre au Sommet des Amériques, tenu à Los Angeles du 6 au 10 juin 2022;
- La participation de plusieurs responsables fédéraux, dont le premier ministre, à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC) qui s'est déroulée à Kigali, au Rwanda du 20 au 26 juin 2022.

Une question supplémentaire a été posée au groupe formé de militaires actifs et de vétérans de l'île de Vancouver. Nous leur avons demandé si quelqu'un avait entendu quelque chose au sujet du Plan de protection des océans du gouvernement du Canada. Aucun participant n'avait entendu parler de cette initiative.

Décriminalisation des drogues (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, résidents du nord de l'Ontario)

Trois groupes ont discuté de la décriminalisation des drogues, y compris de l'approbation récente par le gouvernement fédéral d'une demande de la Colombie-Britannique visant à décriminaliser la possession de petites quantités de drogues dans la province.

La plupart des participants du groupe du Lower Mainland en Colombie-Britannique avaient entendu parler de cette initiative. Dans les groupes de résidents de l'Ontario, il y avait pratiquement autant de participants au fait du projet que de gens qui ne le connaissaient pas. Toutefois, très peu ont pu donner des précisions sur ce qui avait été annoncé. Pour faciliter la conversation, nous avons informé les participants que le gouvernement du Canada avait récemment approuvé la demande de la Colombie-Britannique visant à décriminaliser la possession de petites quantités (jusqu'à 2,5 g) de drogues illicites comme la cocaïne, les méthamphétamines, la MDMA et les opioïdes dans le but de réduire la stigmatisation associée à la consommation de drogues et de contribuer à sauver des vies. Nous leur avons aussi mentionné que les personnes qui achètent ou ont en leur possession une quantité supérieure au seuil fixé risqueraient toujours d'être arrêtées et de voir leurs drogues saisies. Les participants avaient des points de vue très partagés sur cette initiative. À l'échelle régionale, la plupart des participants du groupe de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) jugeaient que le gouvernement fédéral avait bien fait d'approuver cette demande. En revanche, ils étaient nombreux dans le groupe de la Colombie-Britannique à penser que la demande aurait dû être rejetée. Dans le groupe du nord de l'Ontario, les avis étaient partagés quant à savoir s'il s'agissait d'un changement positif ou négatif.

Ceux qui étaient favorables à cette idée ont fait valoir que la décriminalisation de la possession de petites quantités de drogues illicites réduirait la stigmatisation vécue par les consommateurs et les encouragerait peut-être à entreprendre un traitement, sachant qu'ils ne s'exposeraient pas à des conséquences judiciaires. Ils pensaient qu'en agissant de la sorte, la Colombie-Britannique pourrait consacrer des ressources additionnelles à l'application de la loi et éviter aux consommateurs à des fins récréatives d'avoir un casier judiciaire, qui pouvait selon eux limiter considérablement leurs futures possibilités d'emploi.

Bon nombre des participants qui estimaient que le gouvernement fédéral avait erré en acceptant cette demande croyaient que pour être efficace, la décriminalisation devait aller de pair avec un important volet de traitement, absent de l'approche actuelle. Bien qu'un moyen parmi d'autres de lutter contre la toxicomanie, les participants croyaient qu'à elle seule, la décriminalisation serait d'une aide limitée pour résoudre ce problème et pourrait faire en sorte qu'il soit plus répandu. Certains étaient d'avis qu'aucune quantité de substances très puissantes (dont le fentanyl et l'héroïne) n'était réellement

« sécuritaire » et que le seuil de 2,5 g était trop élevé. Préoccupés par l'essor du « tourisme de la drogue », quelques participants ont cité en exemple l'afflux en Colombie-Britannique de gens en provenance de partout au Canada et dans le monde, sachant qu'ils s'exposent possiblement à moins de conséquences judiciaires s'ils y consomment des drogues illicites. Plusieurs participants du groupe du Lower Mainland regrettaient que les résidents de la province n'aient pas été consultés davantage durant le processus d'approbation, car ils avaient l'impression qu'une proportion importante de la population était contre cette décision.

Afin de discuter plus amplement de ce sujet, nous avons demandé aux participants du nord de l'Ontario s'ils seraient favorables à ce que leur province ou leur ville décriminalise la possession de drogues de manière similaire. Somme toute, les participants s'opposaient à cette idée. Après avoir été informés que dans le cas de la Colombie-Britannique, les personnes trouvées en possession de petites quantités de drogue allaient être réorientées vers des soins de santé ou des ressources en dépendances plutôt que d'être arrêtées, et que le plan de la province prévoyait une augmentation du financement de ces ressources pour aider dans le traitement des dépendances, certains étaient plus favorables à la décriminalisation. Quelques participants demeuraient farouchement contre ce projet, toujours convaincus qu'aucune quantité de ces drogues ne pouvait être prise de manière sécuritaire et que les conséquences judiciaires pour ceux qui possèdent et consomment ces substances avaient parfois un effet dissuasif important. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour aider avec les questions de dépendance et de consommation de drogues dans la région, beaucoup ont souligné que des ressources supplémentaires en santé mentale et en traitement des dépendances étaient nécessaires dans la région, y compris la construction de nouveaux centres de traitement. De l'avis général, il manquait de ressources à l'heure actuelle pour prendre en charge le nombre croissant de personnes aux prises avec ces problèmes qui demandaient de l'aide, en particulier dans les communautés nordiques éloignées de l'Ontario. Enfin, certains suggéraient d'en faire plus pour surveiller et réglementer les pratiques des médecins en matière d'ordonnances, car il était très facile d'après eux de se faire prescrire des substances telles que des opioïdes par des fournisseurs de la santé.

Élevage du saumon en parcs en filet (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19)

Le groupe formé de résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique a pris part à une brève discussion sur l'élevage du saumon en parcs en filet dans la province. Aucun participant du groupe n'avait entendu parler de cette question. Pour faciliter la conversation, nous avons informé les participants que le gouvernement du Canada travaillait avec la Colombie-Britannique et les communautés autochtones à l'élaboration d'un plan responsable d'abandon de l'élevage du saumon en parcs en filet sur les côtes de la province d'ici 2025. Nous leur avons ensuite précisé qu'il s'agit d'une méthode d'aquaculture où de grandes cages ou des filets sont placés dans des eaux côtières ou des lacs d'eau douce pour faire l'élevage de grandes quantités de poissons, dont le saumon. Même si beaucoup de participants en savaient très peu à ce sujet, la plupart considéraient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction et d'une priorité importante pour le gouvernement fédéral. Selon plusieurs, les pratiques actuelles de pisciculture et d'aquaculture étaient souvent dommageables pour

l'environnement ou limitaient le mouvement des stocks de poissons de la province, dont le saumon, en plus de nuire à leur qualité de vie. Par conséquent, bon nombre des participants étaient favorables à la transition proposée et espéraient qu'elle contribue à revitaliser la population de saumons en Colombie-Britannique, en déclin dans les dernières décennies selon certains. Il leur semblait qu'en facilitant une telle transition, les dirigeants fédéraux, provinciaux et autochtones prenaient des mesures proactives pour accroître la quantité et la qualité des stocks de saumon de la province et contribuaient à maintenir un secteur de la salmoniculture viable.

Humeur de la population (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les participants de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ont abordé l'humeur de la population canadienne à l'heure actuelle et précisé s'ils pensaient que les Canadiens étaient plus divisés aujourd'hui que par le passé. Alors que de rares participants croyaient que les Canadiens étaient plutôt unis sur les enjeux importants auxquels notre pays est confronté, beaucoup ont répondu que la population était très divisée ces derniers temps.

Questionnés sur les enjeux sur lesquels les Canadiens étaient unis, les participants ont mentionné les soins de santé, l'inflation et le coût élevé de la vie, l'abordabilité du logement, le contrôle des armes à feu ainsi que l'accent accru mis sur l'inclusion et le multiculturalisme par rapport à d'autres pays, dont les États-Unis. Lorsque nous leur avons demandé ce qui divisait le plus le pays, les participants ont fourni des réponses variées, y compris la pandémie de COVID-19, les mesures de santé publique et l'obligation de vaccination, les questions liées aux langues officielles du Canada, la réglementation du contenu en ligne (projet de loi C-11) et les valeurs fondamentales inscrites dans la Charte, comme la liberté d'expression et la mesure dans laquelle des limites doivent être imposées en la matière, notamment pour encadrer les propos diffamatoires ou obscènes et ceux pouvant être considérés comme « haineux ».

Invités à dire si les Canadiens étaient plus divisés aujourd'hui que par le passé, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Si certains pensaient que ces divisions avaient dans une certaine mesure toujours existé, d'autres estimaient qu'elles étaient plus marquées que jamais dans la population canadienne et que les médias sociaux avaient joué un rôle direct dans ces dissensions. Aux dires de participants, des plateformes comme Facebook et Twitter avaient permis à beaucoup de gens, en particulier ceux qui avaient des opinions extrêmes, de rejoindre un auditoire plus vaste et d'exposer les Canadiens à des propos incendiaires dans le but de provoquer de nouvelles tensions. Dans le même ordre d'idées, de nombreux participants avaient l'impression que les personnes présentes sur ces plateformes s'y exprimaient d'une manière plus corrosive et moins respectueuse qu'elles ne le feraient en personne, ce qui avait pour effet de semer encore plus la discorde et faisait en sorte qu'il était difficile pour les Canadiens de trouver un terrain d'entente.

Pratiquement tous les participants étaient préoccupés par ce qu'ils considéraient comme des clivages croissants entre les Canadiens. De plus, des personnes disant faire partie d'un groupe marginalisé jugeaient fort inquiétante et peu représentative des valeurs des Canadiens la rhétorique de plus en plus négative sur les enjeux de justice sociale comme l'égalité des genres, l'équité raciale et l'orientation sexuelle. Interrogés à savoir si le gouvernement du Canada devrait faire quelque chose

pour s'attaquer aux divisions, les participants ont formulé des avis partagés. Si certains croyaient qu'il fallait en faire plus pour contrôler les activités des personnes et des groupes qui véhiculent des propos haineux et diffamatoires et renforcer la réglementation du contenu partagé sur les plateformes de médias sociaux, une proportion comparable avait une opinion différente, craignant qu'une intervention du gouvernement fédéral n'attise davantage les tensions. Quelques-uns pensaient que le gouvernement fédéral avait une part de responsabilité dans l'intensification des divisions, puisque de nombreux Canadiens s'étaient sentis injustement brimés pendant la pandémie de COVID-29 à cause des mesures de santé publique et de l'obligation de vaccination. Ils y ont vu une suppression des libertés individuelles qui s'est traduite par une méfiance à l'égard des représentants gouvernementaux et des autres Canadiens.

Projet de loi 96 (aînés du Bas-Saint-Laurent, Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Deux groupes ont discuté brièvement du projet de loi 96, récemment adopté au Québec. Seuls quelques participants en avaient entendu parler et aucun d'entre eux n'a pu donner des précisions sur ce projet de loi, si ce n'est qu'il porte sur les lois linguistiques provinciales québécoises. À des fins de clarification, nous avons informé les participants que le projet de loi 96 que le gouvernement du Québec avait adopté dernièrement visait à modifier la constitution provinciale pour reconnaître le Québec comme une nation distincte et le français comme sa seule langue officielle et commune. Les participants avaient des points de vue très partagés sur ce texte législatif. À l'échelle régionale, de nombreux participants du groupe du Bas-Saint-Laurent ont bien accueilli le projet de loi et ses objectifs, plusieurs étant d'avis que la langue française doit être protégée au Québec, compte tenu de la prédominance perçue de l'anglais dans la plupart des autres provinces et territoires. Quelques-uns dans ce groupe ont avancé que tous les résidents du Québec, y compris les nouveaux arrivants, devraient être obligés d'apprendre le français. Ils croyaient qu'une excellente maîtrise du français était essentielle pour préserver la culture française. Les participants du groupe formé d'Autochtones estimaient quant à eux que le projet de loi n'allait pas assez loin pour reconnaître et soutenir les langues autochtones et ne visait qu'à préserver la culture francophone dans la province. Alors que personne dans le groupe du Bas-Saint-Laurent pensait que le gouvernement du Canada devait intervenir dans ce dossier, quelques participants autochtones croyaient que le gouvernement fédéral et la province devraient interagir avec les résidents du Québec pour déterminer leurs besoins en matière de loi linguistique et les résultats visés.

Étiquettes de mise en garde nutritionnelle sur les aliments préemballés (résidents du nord de l'Ontario)

Les participants du groupe du nord de l'Ontario ont pris part à une discussion sur le projet du gouvernement du Canada consistant à exiger que les aliments emballés riches en sucre, en sel ou en graisses saturées portent une étiquette de mise en garde pour informer les Canadiens des risques pour la santé que ces produits peuvent poser chez ceux qui les consomment. Ils étaient peu nombreux à

connaître cette initiative, mais certains se souvenaient que ces étiquettes seraient apposées sur des produits à forte teneur en gras trans et en graisses saturées (comme la viande hachée).

Pour aider les participants à comprendre, nous leur avons dit que le gouvernement du Canada devait publier son plan en matière d'étiquetage des aliments emballés dans les prochaines semaines. Nous avons ajouté que des groupes se préoccupaient du fait que certaines viandes hachées devraient porter l'étiquette « riche en graisses saturées » et demandaient une exemption pour la viande hachée. Compte tenu de ces informations, plusieurs participants estimaient qu'il était important d'être transparent sur le contenu nutritionnel des aliments afin que les ménages canadiens puissent faire des choix éclairés en ce qui concerne les aliments qu'ils achètent et consomment.

Invités à dire s'ils pensaient que la viande hachée devrait être exemptée, certains jugeaient ces étiquettes supplémentaires inutiles (estimant que la plupart des gens étaient déjà au courant des risques connexes pour la santé), mais bon nombre des participants étaient d'avis que si le gouvernement du Canada allait de l'avant avec ce projet, les mêmes règles devraient s'appliquer à tous les produits et aucune catégorie d'aliments ne devrait être exemptée. Aucun participant ne se sentait directement concerné par le projet d'étiquettes de mise en garde, cependant certains y voyaient une utilité et croyaient qu'il pourrait influencer positivement sur les habitudes d'achat et d'alimentation des ménages.

Accès à des services d'avortement (résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Ce groupe a discuté brièvement de la question du droit à l'avortement, en général, et de l'accès à des services d'avortement au Canada. Peu de participants avaient entendu quelque chose au sujet de l'accès à l'avortement aux États-Unis ces derniers temps. Ceux renseignés sur cette question ont dit que l'annulation par la Cour suprême des États-Unis de la décision historique *Roe c. Wade* faisant en sorte que les américaines ne disposaient plus d'un droit constitutionnel à l'avortement. Source d'un important clivage chez la population américaine, l'annulation de la décision avait donné lieu à de nombreuses manifestations et provoqué un énorme tollé de la part des défenseurs du droit à l'avortement.

Les autres participants étaient préoccupés par ce renversement, mais certains se sont dits contre l'avortement en général. Déplorant ce changement, quelques-uns ont affirmé avec véhémence que les femmes devraient être tout à fait libres de prendre les décisions médicales qu'elles jugent appropriées pour leur corps. Un petit nombre de participants craignaient que ce recul n'empêche des femmes d'obtenir légalement des services d'avortement dans plusieurs États américains et n'en pousse plusieurs à recourir à des méthodes d'avortement potentiellement dangereuses. De rares participants croyaient au contraire que personne ne devrait avoir accès à des services d'avortement, peu importe les circonstances, et voyaient l'annulation de la décision comme une bonne nouvelle pour les États-Unis.

La plupart des participants pensaient que les femmes avaient accès à des services d'avortement partout au Canada et que celles ayant besoin d'y recourir se butaient à peu d'obstacles. Au chapitre de la réponse attendue du gouvernement fédéral face à l'invalidation du droit à l'avortement aux États-

Unis, la plupart trouvaient qu'il ne pouvait faire grand-chose, outre rassurer la population canadienne sur son engagement à continuer de protéger ce droit au Canada. Malgré le souhait que le gouvernement continue de défendre haut et fort le droit à l'avortement, les participants doutaient qu'il puisse exercer une influence sur ce qui était en définitive une affaire intérieure américaine. Reprenant des opinions antérieures, quelques participants invitaient le gouvernement du Canada à proposer d'autres options que les services d'avortement, car ceux-ci devraient à leur avis être considérés comme une solution de dernier recours et être moins accessibles qu'ils ne le sont actuellement.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (anglophones du Québec, résidents de Toronto, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick, Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Huit groupes ont eu des discussions portant sur des enjeux précis liés à leur groupe d'âge, leur origine ethnique ou leur région. Les participants ont fait part de leurs points de vue concernant les principaux facteurs qui sous-tendent ces enjeux ainsi que la mesure dans laquelle le gouvernement du Canada parvient à les gérer.

Enjeux touchant les anglophones (anglophones du Québec)

Des anglophones résidant au Québec ont abordé des enjeux propres aux personnes d'expression anglaise qui vivent dans des communautés à prédominance francophone. Nombre d'entre eux pensaient que les anglophones du Québec faisaient présentement face à plusieurs difficultés, en raison notamment du projet de loi 96, qui, à leur avis, restreignait encore plus l'utilisation des langues autres que le français au Québec. Si de rares participants disaient se sentir bien accueillis en général au Québec comme anglophones, plusieurs avaient l'impression d'être souvent dépeints de manière négative parce qu'ils parlent anglais. Certains, dont des personnes ayant immigré récemment au Québec, peinaient à apprendre le français et se sentaient isolés et à l'écart du reste de leur collectivité locale. Quelques participants s'inquiétaient pour leurs enfants, craignant qu'à l'avenir, il leur soit impossible de s'exprimer aussi librement dans une autre langue que le français dans la province.

Questionnés à savoir si les défis auxquels sont confrontés les anglophones avaient changé dans les dernières années, des participants pensaient qu'il était plus facile pour les anglophones de se débrouiller à l'heure actuelle que par le passé, compte tenu de l'usage répandu de l'anglais comme langue mondiale du commerce. Ils ont ajouté que de nombreuses entreprises établies au Québec cherchaient à mener des activités en anglais et en français, de sorte que plus d'emplois s'offraient aux travailleurs anglophones de la province. Ils pensaient aussi que les jeunes d'aujourd'hui étaient plus susceptibles de communiquer couramment en anglais, du fait de la prédominance des médias de langue anglaise, auxquels ils sont exposés régulièrement. D'autres ont souligné que les immigrants de la province étaient plus nombreux à pouvoir soutenir une conversation en anglais qu'en français, ce qui expliquait l'augmentation de la proportion d'anglophones dans la province.

Invités à préciser les enjeux les plus importants auxquels les anglophones du Québec sont confrontés actuellement, les participants ont fourni diverses réponses, dont les suivantes :

- Le dépôt du projet de loi 96 – Des participants ont de nouveau dit craindre que l'adoption de cette loi par le gouvernement provincial n'impose d'autres restrictions aux anglophones du Québec en ce qui concerne la langue dans laquelle ils souhaitent exercer leurs activités quotidiennes;
- Les choix limités en matière d'éducation en anglais – Certains disaient avoir de la difficulté à recevoir un enseignement primaire ou secondaire en anglais dans leur quartier. Ils jugeaient cette situation injuste, étant donné que le Canada est officiellement bilingue selon eux;
- La difficulté à obtenir des services de santé en anglais – Trouver des fournisseurs de la santé qui parlent anglais était ardu dans plusieurs régions de la province aux dires des participants, qui estimaient qu'en n'étant pas en mesure de bien communiquer leurs besoins aux médecins, les anglophones risquaient de recevoir des soins d'une qualité inférieure à ceux dispensés à leurs concitoyens francophones;
- Le peu d'emplois disponibles – Si certains pensaient qu'il était plus facile pour les anglophones de trouver du travail aujourd'hui que par le passé, d'autres croyaient qu'ils étaient nombreux à faire face à des obstacles auprès des employeurs qui accordent la priorité aux candidats ayant une très bonne maîtrise du français.

Lorsque nous leur avons demandé quels pouvaient être les impacts de ces enjeux, plusieurs ont dit craindre un éventuel exode d'anglophones du Québec si leur capacité à parler, travailler et apprendre en anglais continuait d'être restreinte. Des participants avaient particulièrement peur que de jeunes anglophones quittent la province, car ils seraient plus enclins, selon eux, à choisir de travailler et d'étudier ailleurs au Canada, là où l'anglais est plus répandu et accepté. Beaucoup s'inquiétaient du clivage que le projet de loi 96 risquait de provoquer, soulignant une fois de plus que les anglophones étaient souvent injustement stigmatisés dans les communautés où le français prédomine.

Invités à dire s'ils s'attendaient à ce que la situation s'améliore ou s'aggrave au fil du temps, les participants ont exprimé des points de vue nuancés. Certains croyaient que les choses allaient empirer compte tenu de la priorité que le gouvernement provincial accordait à la langue française. Toutefois, ils étaient presque aussi nombreux à se dire optimistes, estimant que la nature controversée de ce dossier et les tensions qu'il suscitait finiraient par s'atténuer au cours des prochaines années.

Pratiquement tous les participants croyaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans le traitement de cet enjeu. Plusieurs pensaient par ailleurs que les responsables fédéraux, y compris le commissaire aux langues officielles, devraient exprimer plus clairement qu'ils sont en faveur des services bilingues au Québec et de la protection des droits linguistiques des anglophones dans la province. À cet effet, quelques-uns avaient l'impression que les efforts pour protéger la communauté anglophone en situation minoritaire du Québec laissent à désirer par rapport à ceux consacrés à assurer la présence du français dans les provinces et territoires à prédominance anglophone.

Même si tous les participants y voyaient un enjeu important pour le gouvernement fédéral, personne ne pensait qu'il devait passer avant les problèmes pressants au chapitre des soins de santé, de l'abordabilité du logement et de la hausse du coût de la vie qui touchent de nombreux Canadiens. À la question de savoir ce qu'il arriverait si le gouvernement fédéral ne traitait pas ce dossier, si plusieurs croyaient qu'il finirait par être relégué au second plan, d'autres s'attendaient à ce qu'il finisse devant la Cour suprême du Canada. Bon nombre avaient de la difficulté à prévoir ce qu'il se passerait si le gouvernement fédéral essayait effectivement de remédier à cet enjeu. Tandis que certains croyaient que cela pourrait inciter le gouvernement provincial à revoir sa position, d'autres craignaient qu'une intervention du gouvernement fédéral ne fasse qu'attirer l'attention sur ce dossier et exacerber encore plus les tensions. Interrogés à propos des nouvelles qu'ils avaient vues, lues ou entendues ces derniers temps sur les mesures fédérales prises actuellement pour remédier à cet enjeu, un petit nombre de participants a mentionné que le gouvernement du Canada allait peut-être contester le projet de loi 96 devant les tribunaux, sans pouvoir en dire plus à ce sujet. Concernant les initiatives mises en œuvre par le gouvernement fédéral dans le passé pour soutenir les anglophones vivant au Québec, plusieurs se sont souvenus de subventions accordées aux locuteurs de langues minoritaires par le ministère du Patrimoine canadien. Celles-ci avaient eu un impact positif dans la collectivité anglophone du Québec, car des programmes culturels en anglais et des travaux de recherche sur les anglophones avaient pu bénéficier d'un financement important. En réponse à une question sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire d'autre pour aider les anglophones de la province, quelques-uns suggéraient d'affecter plus de ressources à l'enseignement du français, afin d'offrir plus de possibilités aux personnes qui souhaitent devenir bilingues.

Enjeux à Toronto (résidents de Toronto)

Le groupe composé de participants de Toronto s'est penché sur divers enjeux qui touchaient actuellement leur collectivité locale. Interrogés sur les dossiers qui mériteraient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, les participants ont formulé les réponses suivantes :

- L'abordabilité du logement – Ils étaient nombreux à penser que le logement était un enjeu prioritaire auquel le gouvernement devrait accorder plus d'attention. Selon eux, les prix des logements dans la métropole avaient explosé et ce problème touchait autant les acheteurs potentiels que les locataires. Sur ce point, divers participants enjoignaient le gouvernement fédéral à mieux réglementer le marché de l'habitation, et proposaient de consacrer plus d'efforts à la création d'options de logement pour les personnes à faible revenu, tout en

- prenant des mesures visant à empêcher les propriétaires de procéder à des réno-éviictions, qu'ils jugeaient injustes pour les locataires;
- Le coût de la vie – Plusieurs ont également cité le taux élevé d'inflation perçu et la hausse du coût de la vie à l'heure actuelle. La plupart pensaient que le prix d'une foule de biens et de services essentiels avait augmenté, y compris le coût de l'épicerie, de l'essence et d'autres produits de première nécessité;
 - Le transport en commun – Les participants ont souligné que l'accès au transport en commun était actuellement limité dans plusieurs quartiers de Toronto, de sorte que les routes très fréquentées de la ville étaient encore plus engorgées, étant donné que plus de résidents devaient faire la navette quotidienne en voiture. Ils souhaitaient que le gouvernement fédéral et la province travaillent ensemble à régler ce problème;
 - L'éducation – Préoccupés par la qualité de l'enseignement primaire et secondaire, des participants ont parlé d'un accès insuffisant aux écoles à Toronto compte tenu de la croissance démographique de la ville des dernières décennies. Les participants souhaitaient par ailleurs que plus d'efforts soient consacrés aux options qui s'offrent aux adultes en matière d'éducation, en particulier aux nouveaux arrivants fuyant des zones de conflit qui doivent suivre une formation supplémentaire pour exercer dans leur métier au Canada;
 - La violence armée – Il s'agissait d'un problème persistant à Toronto d'après quelques participants, qui avaient l'impression que le nombre d'incidents impliquant une arme à feu dans la ville avait augmenté ces dernières années. Pour s'attaquer à cet enjeu, certains recommandaient d'accroître l'accès aux ressources en santé mentale aux personnes faisant partie de communautés vulnérables, voyant des liens entre les problèmes de violence armée et de santé mentale.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient eu connaissance d'annonces ou de mesures récentes du gouvernement fédéral relatives à ces enjeux, peu de participants se souvenaient d'avoir entendu quelque chose à ce sujet. À propos de l'abordabilité du logement, même si certains avaient eu vent d'une initiative visant à interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période temporaire de deux ans, la plupart jugeaient que peu de progrès concrets avaient été réalisés par le gouvernement dans ce dossier. Concernant le transport en commun, quelques participants avaient en mémoire des mesures telles que des investissements fédéraux dans le projet de train léger sur rail (TLR) d'Eglinton Crosstown. Sur la question de la violence armée, certains étaient au courant de l'annonce récente faite par le gouvernement fédéral au sujet d'un gel national des armes de poing afin d'empêcher les gens d'en acheter et d'en vendre. Aucun participant ne se souvenait de mesures ou d'initiatives récentes relatives au coût de la vie ou à l'éducation à Toronto.

Invités à dire si le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne ces priorités, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. De l'avis de tous, même si les responsables fédéraux semblaient reconnaître l'importance d'enjeux comme l'abordabilité du logement et la hausse du coût de la vie, les progrès accomplis sur ces plans étaient minimes. Quelques-uns hésitaient à rejeter le blâme sur le gouvernement du Canada, estimant que ce dernier n'avait pas suffisamment de moyens à sa disposition pour s'attaquer pleinement à ces questions et qu'il faisait de son mieux dans les circonstances.

Enjeux touchant les Sino-Canadiens (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto])

Un groupe de Sino-Canadiens résidant dans la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) a pris part à une discussion sur les enjeux et priorités au sein de leur région ou qui touchaient plus directement la communauté sino-canadienne. Interrogés sur les principaux problèmes auxquels font face les Sino-Canadiens à l'heure actuelle et les mesures prises par le gouvernement du Canada pour y remédier, les participants ont fourni des réponses variées, dont les suivantes :

- Le coût de la vie et l'inflation – Pour plusieurs, leurs principaux défis en ce moment étaient le taux élevé d'inflation et la hausse du coût de la vie. Ils avaient l'impression que les prix des biens et services essentiels comme l'épicerie et l'essence n'avaient cessé d'augmenter dans les derniers mois et qu'à cause de cette tendance, certains peinaient à joindre les deux bouts. Les participants ne se souvenaient pas de mesures prises récemment par le gouvernement fédéral pour s'attaquer à ces enjeux.
- L'abordabilité du logement – Divers participants ont cité le prix élevé des logements dans leur région et ailleurs au Canada, ajoutant que les résidents de la RGTH avaient de plus en plus de difficulté à accéder à la propriété et à trouver des logements dont le loyer est raisonnable. Certains pensaient que le problème avait été aggravé par la marchandisation du logement et les investissements dans l'immobilier résidentiel que font des sociétés et des personnes fortunées aux fins de spéculation. Plusieurs se sont remémoré à cet égard une initiative annoncée récemment par le gouvernement visant à interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période temporaire de deux ans. Quelques participants ont cité d'autres mesures prises récemment par le gouvernement fédéral en matière de logement, dont l'engagement à construire un grand nombre de nouveaux logements par le truchement du Fonds pour accélérer la construction de logements (sans toutefois nommer le programme) et la mise en place d'un compte d'épargne libre d'impôt (CELL) permettant aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour en faire l'acquisition;
- La criminalité – Certains participants s'inquiétaient de ce qu'ils percevaient comme une augmentation des taux de criminalité dans la région, plus particulièrement à Toronto. Il leur semblait que le nombre de crimes violents, y compris ceux commis avec des armes à feu et les détournements de véhicule, avait connu une hausse marquée dans les dernières années. Plusieurs disaient ne plus se sentir aussi en sécurité dans leur quartier que par le passé. Aucun participant n'avait en tête de récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour enrayer ce problème;
- Le racisme anti-asiatique – Bien des participants pensaient qu'il y avait eu beaucoup plus de crimes perpétrés à l'endroit de personnes d'origine asiatique ces dernières années. Ils attribuaient cette tendance en grande partie à la pandémie de COVID-19, les Asiatiques ayant injustement pointé du doigt pour l'émergence du virus et sa propagation. Sans avoir été eux-mêmes victimes de comportements racistes, plusieurs avaient entendu des histoires à ce sujet aux nouvelles ou au sein de leur réseau personnel. Si certains se souvenaient que le gouvernement fédéral avait condamné de tels agissements, peu étaient au courant de

mesures prises expressément pour lutter contre ce qu'ils percevaient comme une montée du sentiment anti-asiatique.

La plupart des participants n'arrivaient pas à dire si le gouvernement fédéral avait réalisé des progrès sur ces plans. Beaucoup estimaient ne pas en savoir assez sur les mesures et initiatives fédérales récentes pour déterminer s'il était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie quant à la façon dont il gère ces enjeux.

En ce qui concerne le racisme anti-asiatique en particulier, les participants souhaitaient des efforts accrus pour accroître la représentation des personnes d'origine asiatique dans tous les ordres de gouvernement. À cet effet, quelques-uns ont dit être fiers qu'une personne d'origine asiatique occupe un poste de premier plan en santé publique au Canada (à titre d'administratrice en chef de la santé publique du Canada). Il leur semblait par ailleurs que le gouvernement fédéral devrait sensibiliser davantage la population aux rôles que les Asiatiques de l'Est dans la construction du Canada et aux obstacles qu'ils ont dû surmonter par le passé. Selon eux, une meilleure compréhension des Sino-Canadiens à l'échelle nationale et un dialogue à cet égard aideraient à réduire la stigmatisation dont ce groupe est victime actuellement. Un petit nombre a avancé que les Asiatiques, en particulier ceux nouvellement arrivés au Canada, avaient tendance à interagir surtout avec leur communauté afin de se protéger et en raison des obstacles à l'intégration à la société canadienne qu'ils rencontrent. À leur avis, le gouvernement du Canada devait redoubler d'efforts pour inclure les immigrants d'origine asiatique et les aider à s'adapter à leurs nouvelles collectivités. Certains pensaient qu'il serait utile de mettre davantage l'accent sur les compétences linguistiques des nouveaux arrivants, compte tenu de la perception qu'ils se sentaient isolés et à l'écart des autres Canadiens, en partie à cause de leur incapacité à communiquer dans l'une des deux langues officielles du Canada.

Enjeux touchant les jeunes (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard)

Un groupe composé de participants de l'Île-du-Prince-Édouard âgés de 18 à 24 ans a passé en revue différents enjeux qui concernent tout spécialement les jeunes Canadiens à l'heure actuelle. Nous leur avons d'abord demandé lesquels des enjeux auxquels les jeunes sont confrontés devraient constituer des priorités pour le gouvernement fédéral. Ils ont cité l'abordabilité du logement, l'accès à des professionnels de la santé (p. ex., des médecins de famille et spécialistes de la santé mentale), les possibilités d'emploi et les changements climatiques.

Questionnés à propos des mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour remédier à ces enjeux dont ils se souvenaient, les participants ont surtout nommé des initiatives axées sur l'environnement et l'atténuation des effets des changements climatiques. Ils ont parlé notamment de l'instauration d'un prix national de la pollution par le carbone, des investissements dans les technologies vertes, dont les véhicules zéro émission et des remboursements accordés aux propriétaires qui apportent des améliorations ou des rénovations écoénergétiques à leur maison dans le but de promouvoir l'adoption de technologies durables, dont les panneaux solaires. Quelques participants se sont remémoré des mesures récentes en matière de logement, dont l'initiative visant à interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période temporaire de deux ans et la hausse du taux directeur par la Banque du Canada pour contrer l'inflation

et la hausse des prix des logements. Très peu de participants jugeaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est de régler ces enjeux. Certains pensaient que les efforts fédéraux consacrés à la santé mentale et au manque de logements abordables s'étaient intensifiés, mais la plupart les jugeaient insuffisants et pensaient qu'il faudrait en déployer beaucoup plus pour venir à bout de ces problèmes.

Concernant les interactions du gouvernement fédéral avec les jeunes Canadiens à l'heure actuelle, la plupart des participants saluaient les efforts accrus en ce sens au cours des dernières années, mais peu d'entre eux les jugeaient très efficaces. Pour remédier à la situation, beaucoup suggéraient de recourir davantage aux médias sociaux, notamment aux plateformes Facebook, Twitter, Instagram et TikTok, car elles permettraient d'entrer en contact et d'interagir plus efficacement avec les jeunes Canadiens. Selon quelques-uns, le gouvernement devrait en profiter pour faire preuve d'une plus grande transparence concernant ses mesures, étant donné que les jeunes Canadiens tendent à être moins au courant ou à se sentir exclus des débats publics et du dialogue sur les enjeux qui concernent la population en général et les initiatives mises de l'avant pour les régler.

Lors d'une discussion sur les médias sociaux, nous avons également demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu des nouvelles concernant le gouvernement du Canada sur les fils de leurs réseaux sociaux. Répondant par l'affirmative, certains avaient en mémoire de l'information ou des nouvelles relatives à l'environnement et des mises à jour sur l'évolution de la pandémie de COVID-19. Questionnés au sujet des plateformes de médias sociaux et médias d'information qu'ils privilégiaient comme sources de nouvelles et d'informations, de nombreux participants ont mentionné Facebook, Twitter, Apple News et CBC/Radio-Canada. D'autres disaient consulter souvent des médias d'information locaux comme le Guardian (journal local de Charlottetown) et se renseigner auprès de groupes d'intérêts tels que la Fédération canadienne de la faune. Appelés à décrire la performance actuelle du gouvernement du Canada pour ce qui est d'utiliser les médias sociaux comme outil pour interagir avec les jeunes, une majorité de participants a de nouveau affirmé que la présence du gouvernement fédéral sur ces plateformes leur semblait, pour le moment, assez limitée et plutôt inefficace.

Enjeux du nord de l'Ontario (résidents du nord de l'Ontario)

Les participants du nord de l'Ontario ont abordé une panoplie d'enjeux propres à la région. Invités à préciser les problèmes les plus pressants dans leurs collectivités locales à l'heure actuelle, les participants ont formulé plusieurs réponses. Ils ont été nombreux à décrire ce qu'ils considéraient comme un manque criant de professionnels de la santé, y compris de médecins, de personnel infirmier et d'autres spécialistes. À cause de ces pénuries, plusieurs ont relaté avoir dû attendre longtemps à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous et eu de la difficulté à trouver un médecin de famille dans leur quartier. Les participants ont fait remarquer que les problèmes de santé mentale et de dépendances avaient pris de l'ampleur dans les dernières années et souhaitaient que des ressources supplémentaires y soient consacrées. En plus des soins de santé, des participants ont mentionné des enjeux liés à l'abordabilité du logement, aux prix élevés du carburant, au mauvais état des routes et au taux élevé d'inflation. Sur ce dernier point, ils ont ajouté que l'augmentation du coût de la vie ferait

particulièrement mal aux aînés dont le revenu de pension actuel est fixe. Appelés à dire s'ils étaient au courant de mesures prises récemment par le gouvernement fédéral relativement à ces enjeux, peu de participants ont pu en nommer. Ceux qui en connaissaient savaient que le gouvernement du Canada avait consacré ces dernières années des efforts à la bonification du Régime de pensions du Canada (RPC), sans pouvoir donner d'autres précisions à ce sujet.

Discutant de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos d'initiatives que le gouvernement fédéral proposait de mettre en œuvre dans l'avenir pour remédier à ces enjeux, de rares participants avaient eu vent de quelque chose. Ces derniers ont parlé de travaux en cours visant à accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, ce qui aiderait les travailleurs étrangers à obtenir l'accréditation dont ils ont besoin pour exercer dans leur domaine au Canada. Cela contribuerait à réduire les pénuries de personnel, notamment dans le secteur de la santé, où l'arrivée de travailleurs supplémentaires serait la bienvenue. Sans le nommer explicitement, quelques participants ont dit être au courant du Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord, qui vise à faire bénéficier les petites communautés de ces régions des avantages de l'immigration économique. Très peu de participants estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est de s'attaquer aux problèmes les plus pressants dans leur région. Ils ont souligné que de nombreux Canadiens, à commencer par ceux de la classe moyenne, n'arrivaient pas à suivre le rythme de la hausse des prix, sans compter qu'ils n'avaient pas droit aux soutiens financiers offerts aux Canadiens à faible revenu. Estimant les mesures insuffisantes pour aider ces personnes, beaucoup craignaient que ces problèmes ne continuent de s'aggraver si rien n'était fait pour y remédier. Ils ont une nouvelle fois souligné l'importance de pallier les pénuries de personnel de la santé et de reconnaître les titres de compétences des travailleurs étrangers. Ils suggéraient d'augmenter le financement fédéral destiné à aider les nouveaux immigrants à suivre les cours d'accréditation ou programmes de formation qui sont des préalables pour travailler dans leur domaine. Cette mesure devait selon eux figurer en tête des priorités du gouvernement du Canada. Questionnés sur les façons dont le gouvernement fédéral pourrait mieux répondre aux besoins des Canadiens, bien des participants lui recommandaient d'examiner de plus près le véritable coût de la vie en ce moment et d'élaborer des moyens d'aider les personnes qui éprouvent des difficultés à cause de l'inflation élevée. Par ailleurs, quelques-uns lui conseillaient d'en faire plus pour établir un dialogue avec tous les Canadiens et prêter une oreille attentive à leurs préoccupations. Selon ces derniers, une forte proportion de la population ne se sentait pas écoutée par le gouvernement fédéral à l'heure actuelle.

Enjeux touchant les Philippino-Canadiens (membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants appartenant à la diaspora philippine de grandes villes des Prairies ont abordé plusieurs enjeux qui interpellent leur communauté au Canada. Nous leur avons d'abord demandé quelles étaient les sources qu'ils privilégiaient pour obtenir des nouvelles. Beaucoup ont dit qu'ils continuaient de s'informer auprès des médias traditionnels, soit la télévision (plus précisément CBC/Radio-Canada et CTV) et la radio. Bon nombre des participants recouraient aussi à des médias numériques, par exemple YouTube, ainsi qu'à des plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter, Instagram et Reddit. À la question de savoir s'ils avaient consulté des sources de nouvelles dans une autre langue que

l'anglais, aucun n'a dit l'avoir fait. Si la plupart des participants obtenaient principalement des nouvelles de sources canadiennes, un certain nombre ont mentionné se renseigner auprès de médias américains et philippins. Plusieurs participants qui ne consultaient pas souvent les sources de nouvelles philippines avaient l'impression que cette pratique était plus fréquente chez les Philippino-Canadiens âgés (dont leurs parents). Interrogés à propos de la source vers laquelle ils se tourneraient en premier pour trouver des nouvelles sur le gouvernement du Canada, bien des participants ont dit chercher sur des plateformes de médias sociaux telles que Twitter et Facebook des mises à jour publiées directement par le gouvernement fédéral. Certains se rendaient en outre sur des sites Web comme Google et des sites officiels gérés par le gouvernement fédéral pour vérifier des nouvelles dont ils avaient eu connaissance.

Discutant des questions qui revêtent de l'importance pour les Philippino-Canadiens, les participants ont cité divers domaines auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention à leur avis. Ils ont mentionné à plusieurs reprises que les Philippines se butaient à de nombreux obstacles en matière d'immigration. Ils ont parlé des difficultés rencontrées lors des processus d'obtention de la résidence permanente ou de permis de travail ou d'études ou visant à faire reconnaître leurs titres de compétences professionnels. Aux dires des participants, ces processus coûtaient souvent cher et prenaient du temps. De manière plus générale, un petit nombre de participants pensaient que le gouvernement du Canada devrait se concentrer à établir un partenariat économique plus poussé avec les Philippines. Quelques-uns avaient l'impression que l'économie des Philippines connaissait une croissance rapide et représentait une importante possibilité d'investissement pour le gouvernement fédéral.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de récentes mesures prises par le gouvernement fédéral à l'égard de ces enjeux, divers participants ont nommé des initiatives touchant l'immigration, dont l'engagement à abolir les frais pour les demandes de citoyenneté, la mise en place d'une voie plus rapide à la résidence permanente pour les résidents temporaires et la réduction de l'arriéré de demandes d'immigration attribuable en partie à la pandémie de COVID-19. Aucun participant ne se souvenait d'initiatives fédérales s'adressant particulièrement à la collectivité philippine, mais quelques-uns ont mentionné des efforts provinciaux, dont ceux du gouvernement de la Saskatchewan visant à recruter du personnel infirmier et de laboratoire à temps plein aux Philippines, pour garnir les rangs des travailleurs qualifiés du secteur de la santé de la province.

Enjeux au Nouveau-Brunswick (résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Les participants du Nouveau-Brunswick ont discuté brièvement des enjeux dans leur province. Invités à préciser les problèmes les plus urgents au Nouveau-Brunswick auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité, les participants ont nommé toutes sortes de domaines, y compris l'abordabilité du logement, la hausse du coût de la vie, les pénuries perçues de personnel de la santé et les problèmes liés aux prix du carburant, exceptionnellement élevés à l'heure actuelle. En ce qui concerne l'économie, les participants ont nommé l'agriculture, la foresterie, le transport et la mise en valeur des ressources naturelles au nombre des secteurs et industries qui avaient le plus besoin d'aide de la part du gouvernement du Canada. Seuls quelques-uns se souvenaient de mesures fédérales

récentes en la matière. Au sujet de l'agriculture, divers participants étaient préoccupés par la disparition des fermes familiales, car elle se traduisait par une dépendance accrue aux grandes entreprises agricoles et moins de débouchés pour les petits établissements agricoles du secteur. Il leur semblait que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour inciter les travailleurs, en particulier de jeunes Canadiens, à faire carrière dans le secteur agricole. Plusieurs souhaitaient par ailleurs qu'on mise davantage sur l'exploitation nationale des sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le gaz. Ils y voyaient une priorité importante, compte tenu du conflit en cours entre l'Ukraine et la Russie et de ses répercussions sur le marché mondial de l'énergie. À cet effet, certains jugeaient les coûts élevés du carburant de plus en plus préoccupants, en particulier pour les personnes qui doivent parcourir de grandes distances dans le cadre de leur travail, y compris les conducteurs de grand routier. Ils espéraient qu'une exploitation accrue de pétrole et de gaz contribuerait à réduire le prix du carburant pour les Canadiens. En ce qui a trait à la pandémie, quelques participants estimaient que les secteurs du commerce de détail et du tourisme avaient été durement éprouvés au cours des deux dernières années et avaient possiblement besoin d'une aide supplémentaire du gouvernement fédéral pour assurer leur viabilité à long terme.

Enjeux touchant les Autochtones (Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Les participants se déclarant Autochtones et résidant au Québec ont été invités à répondre à une série de questions portant sur leur connaissance des mesures prises par le gouvernement du Canada à l'égard des questions autochtones, y compris celles qu'il pourrait mettre de l'avant en la matière.

Pour commencer, les participants ont été invités à préciser les principaux enjeux auxquels sont confrontés les peuples autochtones. Ils ont cité un éventail de préoccupations, dont celles-ci :

- Accès aux produits de première nécessité, particulièrement à de l'eau potable – D'après plusieurs participants, de nombreuses collectivités autochtones n'avaient pas accès à de l'eau potable et ce problème urgent méritait une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, qui devait l'ériger en priorité absolue. Poursuivant la réflexion sur les besoins fondamentaux, certains avaient l'impression que maintes communautés autochtones manquaient de logements abordables;
- La *Loi sur les indiens* – Ils étaient nombreux à penser que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour moderniser la *Loi sur les Indiens*, afin qu'elle soit adaptée aux difficultés auxquelles les Autochtones sont confrontés aujourd'hui;
- Les conflits entre les peuples autochtones – Certains participants ont parlé de l'existence de conflits entre différents peuples autochtones (Premières Nations et Métis) ainsi qu'entre des groupes de Métis établis dans l'est et l'ouest du Québec. Quelques participants pensaient que le gouvernement du Canada pouvait en faire plus pour favoriser les alliances et promouvoir l'unification des peuples autochtones;
- Du soutien pour la culture et les langues autochtones – Les participants ont parlé de l'importance de l'appui du gouvernement fédéral pour aider à protéger les langues autochtones, compte tenu de leur place importante dans la culture autochtone. De plus,

certains souhaitaient davantage de soutiens financiers pour la construction d'habitations traditionnelles autochtones (tipis ou wigwams).

Invités à dire s'ils se souvenaient de mesures prises antérieurement par le gouvernement fédéral concernant des questions autochtones, les participants ont nommé plusieurs initiatives, dont les suivantes : la mise en œuvre du principe de Jordan, les soutiens accrus offerts dans le cadre des enquêtes sur la disparition et l'assassinat de femmes et de jeunes filles autochtones et l'aide financière accordée pour la tenue d'activités culturelles (p. ex., des pow-wow).

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de mesures que le gouvernement fédéral entendait prendre relativement aux questions autochtones, peu de participants ont pu en nommer. Si quelques-uns avaient l'impression que le récent budget de 2022 renfermait des initiatives touchant les Autochtones, personne n'a été en mesure de donner des précisions à ce sujet. Aucun participant ne jugeait que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est de régler les priorités les plus importantes pour les Autochtones. Si la plupart estimaient que des progrès avaient été réalisés à l'égard de ces enjeux, beaucoup pensaient qu'il était possible d'en faire plus. Une majorité croyait que les questions autochtones étaient reléguées au second plan, derrière les autres priorités du gouvernement fédéral. De plus, selon certains, le gouvernement du Canada prenait souvent des mesures en réaction aux problèmes urgents touchant les Autochtones au lieu de s'y attaquer de manière proactive. Quelques participants pensaient par ailleurs que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour promouvoir une plus grande représentation des peuples autochtones dans tous les ordres de gouvernement, y compris dans des postes importants au sein du gouvernement fédéral.

Discutant d'un sujet légèrement différent, les participants ont donné leurs points de vue sur l'ampleur du racisme systémique envers les peuples autochtones. La plupart pensaient que le racisme à l'endroit des Autochtones était répandu; un manque de compréhension et de connaissance des peuples et de la culture autochtones en était la cause d'après eux. Les participants ont ajouté que le racisme systémique existait dans plusieurs domaines, y compris l'éducation, la justice et l'emploi. Dans la même veine, quelques-uns avaient eu de la difficulté à trouver du travail et pensaient que c'était en partie en raison de leur origine.

Les participants ignoraient les mesures que le gouvernement fédéral prenait actuellement pour s'attaquer à ce problème et la plupart estimaient qu'il faisait fausse route dans la lutte contre le racisme envers les peuples autochtones. À propos de ce que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie, le besoin de sensibiliser davantage les non-Autochtones aux valeurs et à la culture autochtones et de favoriser une meilleure compréhension en la matière figurait de nouveau parmi les suggestions des participants. Enfin, certains estimaient qu'il était possible d'en faire plus pour créer une approche plus proactive destinée à réduire l'assimilation des Autochtones et à protéger leur culture et leurs traditions.

Armes à feu (anglophones du Québec, résidents de Toronto, membres de la diaspora chinoise de la

RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, aînés du Bas-Saint-Laurent, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Sept groupes ont discuté du sujet des armes à feu et des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral concernant les crimes commis avec des armes à feu au Canada. Pour commencer, les participants ont fait part de leurs impressions concernant le niveau actuel des crimes commis avec des armes à feu et indiqué si celui-ci avait augmenté ou diminué ou s'il était plus ou moins demeuré le même au cours des dernières années. De manière générale, la plupart des participants croyaient que le nombre de crimes à main armée était plutôt faible au Canada, par rapport à d'autres pays, comme les États-Unis. Un certain nombre ont estimé que le processus de sélection et de certification du Canada était beaucoup plus rigoureux pour ceux qui cherchent à obtenir un permis de possession et d'utilisation d'armes à feu et que cela jouait un rôle majeur dans la prévalence restreinte des crimes à main armée au pays. En outre, certains ont exprimé l'opinion que le Canada faisait actuellement partie des pays les plus sûrs au monde en ce qui concerne la violence armée. Un petit nombre de participants ont exprimé un avis différent, trouvant que les crimes commis avec des armes à feu avaient augmenté au cours des dernières années. Ceux-ci ont affirmé que ce type de crime faisait l'objet d'une couverture médiatique beaucoup plus fréquente ces derniers temps, ce qui donnait l'impression que ces incidents se produisaient plus régulièrement aujourd'hui que par le passé. À l'échelle régionale, la plupart des membres du groupe du Nouveau-Brunswick, des deux groupes du Québec et de ceux de l'Alberta et du Lower Mainland de la Colombie-Britannique estimaient que les crimes commis avec une arme à feu n'avaient ni augmenté ni diminué ces dernières années, et que leur nombre était demeuré à un faible niveau. Ceux de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) (à l'exclusion de la ville de Toronto) étaient plus partagés. Les participants qui pensaient que le taux était resté le même étaient un peu plus nombreux que ceux qui affirmaient qu'il avait augmenté au cours des dernières années. Seules les personnes du groupe de la ville de Toronto étaient largement d'avis que les crimes à main armée avaient augmenté ces derniers temps. Cette impression était principalement motivée par une vague de reportages récents parus dans les médias concernant des crimes liés aux armes à feu, notamment des agressions, des vols et des détournements de voiture au sein de leur collectivité.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient, selon eux, les principaux facteurs qui contribuaient à la violence armée au Canada, les participants ont fourni un certain nombre de réponses, notamment :

- Santé mentale : Plusieurs participants ont mentionné les problèmes de santé mentale comme un facteur clé contribuant à la violence armée. Ils pensaient que ces troubles avaient été exacerbés au cours des dernières années en raison de la pandémie de COVID-19 et de l'isolement et de l'anxiété associés au virus et aux exigences de santé publique qui en ont découlé. Certains ont également émis l'hypothèse qu'il pourrait y avoir eu une augmentation

de la violence familiale impliquant des armes à feu au cours de cette période, les ménages étant obligés de rester à proximité les uns des autres pendant de longues périodes. Plusieurs ont indiqué que les mécanismes de soutien en matière de santé mentale faisaient actuellement défaut dans leur collectivité, empêchant les personnes qui vivent avec ces problèmes de recevoir les soins dont elles ont besoin;

- Consommation de substances et toxicomanie : De nombreux participants ont également identifié la consommation de drogues illicites et la toxicomanie comme des facteurs importants dans les crimes commis avec des armes à feu. Il a par ailleurs été affirmé que la consommation de drogues illicites et la toxicomanie ont augmenté pendant la pandémie, et que les personnes toxicomanes peuvent être plus enclines à commettre des crimes à main armée dans le but de se procurer de nouvelles quantités de ces substances;
- Pauvreté et sans-abrisme : Outre ces deux éléments, considérés comme étroitement liés à la santé mentale et à la dépendance, un certain nombre de participants ont également mentionné que la pauvreté et le manque de logements sûrs représentaient des facteurs qui contribuent à ce problème. Il a été souligné que les personnes confrontées à ces défis seraient plus susceptibles de se trouver dans des situations vulnérables et d'être par conséquent plus exposées aux armes à feu;
- Les gangs : Plusieurs personnes ont indiqué que les activités impliquant des gangs étaient l'une des principales causes de la criminalité armée au Canada. Les participants pensaient que les armes à feu jouaient souvent un rôle de premier plan dans les activités criminelles commises par ces groupes, notamment le trafic de drogue, les affrontements territoriaux et les fusillades ciblées. Dans le même ordre d'idées, quelques-uns étaient d'avis qu'il fallait en faire davantage pour soutenir la réinsertion sociale des personnes ayant déjà été condamnées pour des crimes. Certains ont fait remarquer qu'à l'heure actuelle, les possibilités d'emploi pour ces personnes étaient considérablement limitées, ce qui les poussait souvent à retourner auprès des gangs et à reprendre leurs activités criminelles pour joindre les deux bouts financièrement.

Lors d'une discussion sur les lois en vigueur concernant les armes à feu au Canada, nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que ces lois étaient trop strictes, pas assez strictes ou adéquates à l'heure actuelle. Si la plupart d'entre eux ont indiqué que les lois en vigueur étaient appropriées, un nombre plus faible, quoique significatif, était d'avis qu'elles devaient être resserrées. Très peu de personnes ont déclaré que les lois sur les armes à feu étaient trop strictes à l'heure actuelle au Canada. Sur le plan régional, alors que les personnes de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick et du groupe composé d'anglophones du Québec considéraient que les lois actuelles étaient suffisantes, la plupart des membres des groupes de la ville de Toronto et de la région du Bas-Saint-Laurent au Québec ont déclaré qu'elles devaient être resserrées. Le groupe de la région du Grand Toronto était plus partagé, un peu plus de personnes soutenant le niveau actuel de la réglementation sur les armes à feu par rapport à celles qui souhaitaient que d'autres lois soient mises en œuvre. Parmi les participants qui souhaitaient voir un resserrement des lois en vigueur, plusieurs croyaient que personne n'avait le droit fondamental de posséder une arme à feu et que les conséquences devaient être plus importantes, pour ceux qui commettent des crimes en y ayant recours. Certains ont exprimé un point de vue plus nuancé, affirmant que même si des lois plus strictes sur les armes à feu pouvaient être utiles, elles devraient probablement être accompagnées d'autres

mesures de soutien, comme une assistance économique, un logement sûr et stable et le traitement de la maladie mentale et de la toxicomanie, afin de lutter efficacement contre ce problème. Parmi ceux, nombreux, qui estimaient que la réglementation canadienne sur les armes à feu était adéquate à l'heure actuelle, certains ont mentionné la faible incidence perçue de ce type de crime pour étayer leur point de vue. Pour ceux qui s'identifiaient eux-mêmes comme des propriétaires d'armes à feu, on croyait que le processus de certification et de sélection des utilisateurs d'armes à feu autorisés était très rigoureux. Plusieurs avaient également l'impression que la plupart des crimes à main armée étaient commis avec des armes acquises illégalement. Dans le même ordre d'idées, il a été mentionné que des restrictions supplémentaires auraient un impact injustifié sur les propriétaires d'armes à feu qui respectent la loi. Beaucoup de ces participants étaient d'avis que les lois sur les armes à feu en tant que telles ne constituaient pas le problème, mais que c'était plutôt l'activité illégale, comme la contrebande de ces armes à partir de pays comme les États-Unis, qui contribuait principalement aux crimes commis avec des armes à feu.

En mettant l'accent sur les annonces ou les initiatives prises par le gouvernement du Canada concernant les crimes commis avec des armes à feu, nous avons demandé aux participants s'ils se souvenaient de mesures fédérales adoptées précédemment sur ce front. Quelques-uns ont mentionné avoir entendu parler, il y a quelques années, d'une interdiction de certaines catégories d'armes à feu de type « arme d'assaut », croyant que cela supposait aussi le recours à une sorte de programme de « rachat ». Bien qu'incapables de se souvenir de mesures précises, certains étaient d'avis que la réglementation sur les armes à feu s'était progressivement intensifiée au cours des dernières années et qu'il s'agissait d'une priorité constante pour le gouvernement fédéral. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de mesures prises récemment par le gouvernement fédéral dans ce domaine, la plupart ont répondu par la négative, mais un petit nombre d'entre eux a pu se souvenir d'une annonce récente concernant un gel de l'achat et de la vente d'armes de poing au Canada. Quelques-uns ont eu l'impression que cette mesure avait été prise en réponse à la tragédie qui a eu lieu à Uvalde, au Texas, le 24 mai 2022.

Pour faciliter la conversation, les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait déposé un projet de loi sur le contrôle des armes à feu le 30 mai 2022. Les groupes ont reçu les informations suivantes détaillant un certain nombre d'éléments compris dans cette proposition législative :

- *Mise en œuvre d'un gel national des armes de poing afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays;*
- *Révocation des permis d'armes à feu des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel;*
- *Lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières;*
- *Lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs*

armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité. De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions;

- *Exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches; la vente des chargeurs à plus grande capacité serait interdite.*

Dans l'ensemble, les participants de tous les groupes ont réagi de manière positive à l'introduction de ces initiatives. Beaucoup ont exprimé l'opinion que celles-ci représentaient toutes un pas dans la bonne direction et qu'elles pouvaient toutes se révéler efficaces chacune dans son propre domaine. Si la plupart ont déclaré que ces mesures seraient probablement suffisantes pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu au Canada, un petit nombre d'entre eux ont estimé qu'elles devraient être resserrées davantage. Ces participants étaient d'avis que les armes à feu n'avaient pas leur place dans la société canadienne et qu'elles devraient être sévèrement limitées dans l'avenir. Plusieurs se sont dits surpris qu'un certain nombre de ces initiatives, notamment la révocation du permis de port d'arme pour les personnes impliquées dans des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel, ne soient pas déjà en place. En discutant de ces mesures, plusieurs d'entre eux ont parlé positivement de l'introduction de lois « drapeau rouge » pour les personnes impliquées dans la violence conjugale ou la violence fondée sur le sexe et celles qui représentent un danger pour elles-mêmes. Les participants ont estimé que le fait de retirer les armes à feu de ces situations potentiellement dangereuses protégerait de nombreuses personnes qui pourraient autrement se trouver en danger. Un certain nombre d'entre eux ont parlé en termes positifs des initiatives de lutte contre le trafic afin d'empêcher l'introduction clandestine d'armes à feu au Canada en provenance de pays comme les États-Unis. Quelques participants ont estimé qu'il s'agissait d'un problème majeur et d'un facteur important qui contribue au nombre d'armes à feu actuellement en circulation au Canada. L'initiative exigeant que les chargeurs des armes d'épaule ne permettent pas plus de cinq cartouches et l'interdiction de vendre des chargeurs ayant une plus grande capacité ont également été accueillies positivement par les participants, certains considérant que l'introduction de ces limites pourrait contribuer à circonscrire les dangers potentiels que posent ces armes à feu.

Si la plupart des participants ont réagi positivement à la mise en œuvre d'un gel national des armes de poing, certains ont exprimé le désir d'avoir plus de détails sur ce que cela entraînerait précisément et sur la durée pendant laquelle cette mesure demeurerait en vigueur. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont émis l'hypothèse que cette mesure représentait le premier pas du gouvernement fédéral vers une éventuelle interdiction permanente de la possession d'armes de poing au Canada. Certains craignaient toutefois que cette mesure puisse avoir un effet contraire, en ce sens qu'elle pourrait inciter les personnes qui hésitaient à acheter une arme de poing à précipiter leur achat avant que le gel ne soit officiellement en vigueur. En discutant de la mise en œuvre de cette mesure, quelques participants se sont interrogés sur la manière dont celle-ci serait réglementée, estimant qu'il serait difficile de déterminer qui possède actuellement des armes de poing et combien ces personnes en ont en leur possession. Certains participants ont déclaré que cette mesure serait injuste pour les propriétaires d'armes à feu qui ont beaucoup investi financièrement dans ces armes et seraient désormais incapables de les vendre ou de les échanger. D'autres étaient d'avis que les collectionneurs d'armes à feu, ceux qui utilisent ces armes pour le sport ou ont besoin d'armes de poing pour

s'entraîner pour poursuivre leur carrière dans des secteurs comme les forces de l'ordre devraient être exemptés de cette nouvelle mesure.

En discutant de ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus en matière d'armes de poing, certains ont identifié le fait de mettre davantage l'accent sur la résolution de problèmes sous-jacents, comme la santé mentale, la toxicomanie, les gangs et d'autres facteurs qui, selon eux, contribuent aux crimes commis avec des armes à feu au Canada. Un certain nombre de participants ont estimé qu'à elle seule, la réglementation ne fonctionnerait probablement pas et que si une personne était vraiment déterminée à obtenir une arme à feu à des fins criminelles, elle serait probablement en mesure de le faire, peu importe la rigueur des lois à cet égard. Un petit nombre d'entre eux étaient également préoccupés par les répercussions que ces mesures entraîneraient sur les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi, estimant qu'il devrait y avoir un plus grand dialogue entre ces personnes et le gouvernement fédéral concernant l'utilisation des armes à feu au Canada dans l'avenir.

Le NORAD (anglophones du Québec, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver)

Les participants de sept groupes se sont engagés dans de brèves discussions liées au Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Ces échanges ont porté sur la sensibilisation et les perspectives concernant le rôle continu du NORAD pour la sécurité nationale, ainsi que sur les investissements récents du gouvernement du Canada dans l'organisation.

Impressions sur le NORAD (anglophones du Québec, membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto], résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent)

Les participants de six groupes ont exprimé leur point de vue au sujet du NORAD. Dans tous les groupes, la connaissance des participants à l'égard du NORAD était mitigée, le nombre de ceux qui disaient le connaître correspondant à peu près à celui des participants qui affirmaient le contraire. Sur le plan régional, alors que la plupart des membres des groupes composés de résidents de l'Alberta et d'anglophones du Québec et certains membres du groupe de la région du Grand Toronto et de

Hamilton (RGTH) connaissaient le NORAD, peu de membres des groupes de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la région du Bas-Saint-Laurent au Québec pouvaient se souvenir de détails sur l'organisation. Pour faciliter la discussion, nous avons précisé que le NORAD est une organisation conjointe du Canada et des États-Unis dont la responsabilité consiste à protéger l'espace aérien au-dessus des deux nations et à signaler toute menace aérienne visant l'Amérique du Nord.

Après avoir obtenu cette clarification, presque tous les participants étaient d'avis que le NORAD jouait un rôle d'une importance capitale pour la sécurité nationale du Canada. Ils ont estimé qu'un partenariat permanent avec les États-Unis était nécessaire pour protéger l'espace aérien canadien et que cette relation constituait un élément essentiel de la structure de sécurité globale du Canada. En outre, plusieurs participants ont mentionné les hostilités en cours entre l'Ukraine et la Russie et la possibilité que ce conflit s'intensifie davantage comme autres motifs justifiant l'importance du NORAD, estimant que le Canada ne pouvait pas se permettre de laisser son espace aérien sans défense.

Lors d'une discussion sur la question de savoir si le Canada devait envisager de modifier sa gestion de la défense aérienne, compte tenu du contexte géopolitique mondial actuel, aucun participant n'a estimé que les investissements dans le NORAD devaient être réduits, mais un certain nombre d'entre eux ont fait des suggestions sur la façon dont la défense aérienne nationale du Canada pourrait être améliorée dans l'avenir. Ces suggestions sont les suivantes :

- Augmentation des dépenses en matière de défense : Un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur l'augmentation de son soutien financier aux Forces armées canadiennes (FAC) et des dépenses en matière de défense en général. Outre le recrutement de plus de personnel, les participants ont également signalé la nécessité pour les FAC d'améliorer leurs efforts en matière d'approvisionnement, afin de s'assurer que le personnel de défense canadien a accès à des armes et à de l'équipement de pointe;
- Une plus grande recherche sur les nouvelles menaces émergentes : Certains ont également mentionné le besoin d'une plus grande recherche sur les menaces aériennes croissantes, comme les missiles hypersoniques et les attaques menées par des drones. Les participants ont indiqué qu'il s'agissait là de l'une des préoccupations les plus importantes en matière de défense aérienne pour les années à venir;
- Défense du Nord : Quelques-uns étaient également concernés par l'incursion potentielle dans l'espace aérien du Nord du Canada. Il s'agit d'une préoccupation particulièrement pertinente compte tenu des récentes mesures agressives prises par la Russie à l'encontre de l'Ukraine et des craintes que la Russie puisse, à un moment donné, tenter une incursion similaire dans le Nord du Canada.

Récents investissements dans le NORAD (militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver)

Ce groupe, composé de militaires en service et de vétérans, a brièvement discuté des récents investissements du gouvernement du Canada dans le NORAD. Si tous connaissaient l'organisation et ses responsabilités, peu se souvenaient avoir entendu parler d'annonces fédérales récentes la concernant. Pour plus de clarté, les participants ont été informés que le gouvernement fédéral a

récemment annoncé qu'il investira 4,9 milliards de dollars au cours des six prochaines années pour renforcer les capacités de défense du NORAD dans l'Arctique. Les réactions des participants à l'égard de cette information ont été mitigées. Bien qu'un certain nombre d'entre eux aient été d'avis qu'il s'agissait d'une priorité importante, beaucoup étaient peu convaincus que ce montant soit à la portée du gouvernement fédéral ou pensaient que ce financement pourrait mieux servir ailleurs. Plusieurs participants ont mentionné d'autres problèmes liés à la défense du Canada, comme l'acquisition d'équipement et les pénuries perçues de personnel des FAC. Les participants étaient d'avis qu'il fallait accorder une plus grande priorité à ces questions par rapport à l'augmentation de la capacité de défense du Canada dans l'Arctique. Un petit nombre d'entre eux pensaient que ces dépenses accrues devraient plutôt être affectées à d'autres problèmes auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés, notamment l'accessibilité au logement, les prix élevés de l'épicerie et de l'essence, et les préoccupations liées aux peuples et communautés autochtones. Quelques-uns voulaient avoir plus de détails sur la façon dont cet argent serait dépensé avant de déterminer si cela représentait un développement positif ou négatif. À la question de savoir ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour améliorer les capacités de défense du NORAD, certains participants ont suggéré des recherches sur les systèmes automatisés de surveillance par drone et de défense antimissile. Il a été mentionné que ceux-ci représentaient une option viable qui ne nécessiterait pas un afflux massif de personnel supplémentaire pour assurer leur fonctionnement.

Perspectives sur la COVID-19 et les vaccins (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants de cinq groupes ont discuté de différentes questions liées à la pandémie de COVID-19. Celles-ci comprenaient notamment leurs points de vue au sujet de l'évolution du virus, de la gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada, des mesures de santé publique passées et présentes, et de questions relatives au vaccin contre la COVID-19.

Prévisions concernant la COVID-19 (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent)

Trois groupes ont échangé leurs points de vue sur l'évolution probable du virus de la COVID-19 dans les mois et les années à venir. Si la plupart d'entre eux s'attendaient à ce qu'il y ait d'autres vagues, ils avaient le sentiment, de manière générale, que le pire de la pandémie était passé. Plusieurs croyaient qu'en raison de la protection supplémentaire offerte par les vaccins contre la COVID-19, les Canadiens étaient mieux préparés à vivre avec le virus et à aller de l'avant du mieux possible. Un petit nombre a exprimé des inquiétudes quant à la possibilité que le virus continue d'évoluer et de muter, conduisant à l'émergence potentielle d'une souche plus dangereuse dans l'avenir. Très peu de participants se sont montrés inquiets quant à la possibilité de contracter la COVID-19. Un grand nombre d'entre eux ont déclaré l'avoir déjà eue dans le passé et la plupart pensaient qu'il était probable qu'ils la contractent un jour ou l'autre. Même si la plupart des participants étaient d'avis que le virus continuerait probablement à se propager, presque tous estimaient qu'il était peu probable que de nouvelles exigences en matière de santé publique soient mises en œuvre, au niveau provincial, territorial ou fédéral. La plupart étaient d'avis que des mesures supplémentaires n'étaient pas nécessaires et que le grand public serait peu disposé à y adhérer.

Performance du gouvernement du Canada (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Deux groupes ont discuté de la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement du Canada. Dans l'ensemble, la plupart avaient une opinion positive de la réponse fédérale, surtout en ce qui concerne le fait de rassurer les Canadiens pendant les premiers mois de la pandémie, alors qu'on en savait peu sur le virus. Il a été mentionné que, compte tenu de l'évolution du virus au cours des deux dernières années, le gouvernement du Canada avait fait de son mieux pour s'adapter à la pandémie et la gérer. Certains ont également souligné le déploiement des vaccins contre la COVID-19, qu'ils considéraient comme très efficace, estimant que ce processus avait été fructueux, contribuant ainsi au taux de vaccination relativement élevé des Canadiens par rapport à leurs homologues d'autres pays, comme les États-Unis. Un petit nombre d'entre eux ont également déclaré que le gouvernement fédéral avait fait preuve d'efficacité dans sa collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux. Cela a été jugé particulièrement important étant donné le large éventail d'approches adoptées dans ces régions pour gérer la pandémie.

Si la plupart étaient d'avis que la gestion du gouvernement fédéral avait été efficace dans l'ensemble, plusieurs participants ont cerné des domaines où, selon eux, la réponse aurait pu être meilleure. Certains étaient d'avis que les soutiens financiers, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), auraient dû prendre fin beaucoup plus tôt. Ils ont affirmé que les dépenses importantes requises pour ces programmes d'aide avaient contribué au taux d'inflation élevé et à la pénurie de main-d'œuvre perçue, tous deux considérés comme des défis économiques importants à l'heure actuelle. Quelques-uns étaient d'un avis différent, estimant que ces soutiens avaient été nécessaires et représenté une source importante de revenus pour ceux qui ont été sans travail pendant des périodes prolongées au cours de la pandémie.

Mesures de santé publique (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, aînés du Bas-Saint-Laurent, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants de quatre groupes ont discuté des diverses mesures de santé publique mises en œuvre dans leur région respective pendant la pandémie, ainsi que de celles qui avaient été introduites au niveau fédéral. Dans l'ensemble, la plupart des participants considéraient que les exigences en matière de santé publique étaient suffisantes à l'heure actuelle. Un plus petit nombre de personnes (dans les régions où certaines restrictions subsistaient) espéraient toutefois que celles-ci seraient également supprimées; aucun participant n'a exprimé le souhait de voir appliquer des mesures de santé publique plus strictes à l'heure actuelle.

À l'échelle régionale, de nombreux membres du groupe du Québec ont estimé qu'il était raisonnable de continuer à mettre en place quelques mesures (comme l'obligation de porter un masque) dans certaines circonstances, par exemple lors de déplacements en transports en commun ou dans les établissements de santé. En revanche, dans le groupe des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), où les exigences provinciales relatives aux masques dans les établissements de soins de santé ont été abrogées, aucun participant n'a exprimé d'inquiétude quant à cette décision. Parmi eux, il était généralement admis que la décision d'adopter des mesures de santé publique, comme le port du masque et la distanciation sociale en cas de maladie, était désormais une question de responsabilité personnelle. Plusieurs membres du groupe composé de jeunes Canadiens de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) ont partagé l'avis que si certaines restrictions avaient probablement été nécessaires à différentes périodes de la pandémie, elles avaient également entraîné des conséquences négatives. Celles-ci comprenaient les problèmes croissants de santé mentale que de nombreuses personnes avaient connus en raison de l'isolement et de l'anxiété provoqués par la pandémie, un manque d'activités sociales pour les jeunes, des difficultés économiques pour les petites et moyennes entreprises, et une qualité d'éducation moindre pour ceux qui poursuivaient des études postsecondaires. Dans le groupe de personnes résidant en Alberta, la plupart estimaient que toutes les restrictions devraient être supprimées, y compris celles que le gouvernement fédéral imposait, qui exigent le port d'un masque dans les avions et les aéroports, des tests aléatoires pour les voyageurs entrant au Canada et des exigences en matière de vaccins pour les voyageurs. Un petit nombre d'entre eux ont exprimé un avis différent, estimant que ces mesures représentaient un élément important de la protection contre la COVID-19 et qu'elles devaient rester en place, tandis que quelques-uns ont affirmé être en faveur du maintien de l'obligation pour les voyageurs non canadiens d'être entièrement vaccinés.

Dans le cadre d'une discussion un peu plus longue, nous avons également demandé au groupe de l'Î.-P.-É. d'exposer son point de vue sur l'annonce récente du gouvernement du Canada selon laquelle, à compter du 20 juin 2022, il suspendrait les exigences en matière de vaccination pour les voyages intérieurs et extérieurs, les services de transport sous réglementation fédérale et les employés fédéraux. Tous ont appuyé cette décision. En outre, un certain nombre de participants ont indiqué que le statut vaccinal ne semblait pas avoir beaucoup de conséquences sur la propagation de la COVID-19 et que, par conséquent, les exigences en matière de vaccination n'étaient plus pertinentes à cet égard.

Quelques-uns étaient d'avis que ces exigences avaient semé la discorde entre les Canadiens et croyaient qu'elles n'auraient jamais dû être mises en œuvre.

Perspectives sur le vaccin contre la COVID-19 (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les participants résidant dans des agglomérations de petite et de moyenne tailles en Alberta ont fait part de leurs expériences et de leurs points de vue concernant les vaccins contre la COVID-19. Pour commencer, nous avons demandé aux participants si l'évolution des mesures de santé publique au cours de la pandémie avait influencé leurs points de vue sur les avantages de la vaccination contre la COVID-19. Aucun participant n'a répondu par l'affirmative, et plusieurs ont indiqué que les connaissances sur le virus étaient en constante évolution et qu'il était logique qu'une réponse en matière de santé publique s'adapte et évolue en fonction des nouvelles découvertes. Plusieurs ont ajouté qu'ils ne pensaient pas que les deux questions étaient liées l'une à l'autre. Alors que la plupart des participants estimaient qu'il était bénéfique de se faire vacciner contre le COVID-19, ils étaient partagés quant à leur inquiétude de contracter le virus. Si certains ont exprimé la conviction qu'ils contracteraient probablement la COVID-19 à un moment donné (s'ils ne l'avaient pas déjà eue dans le passé), d'autres étaient préoccupés par les effets possibles à long terme d'une infection, y compris les dommages durables causés à leur système respiratoire et à leur santé en général.

Parmi les participants, ceux qui ont déclaré s'être fait vacciner étaient légèrement plus nombreux. À la question de savoir s'ils étaient inquiets des répercussions potentielles à long terme du vaccin contre la COVID-19, peu de personnes ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre elles estimant que les avantages de recevoir le vaccin l'emportaient sur les coûts éventuels. Un petit nombre de participants ont exprimé des inquiétudes quant aux problèmes cardiaques possibles et à l'affaiblissement général de leur système immunitaire en raison du vaccin. S'ils n'étaient pas préoccupés par leur propre santé, quelques-uns s'inquiétaient des effets potentiels du vaccin contre la COVID-19 sur leurs enfants, estimant qu'il y avait trop de zones d'ombre sur les effets à long terme du vaccin et sur la façon dont il pourrait interagir avec leur système immunitaire moins développé. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient satisfaits de leur décision respective de se faire vacciner ou non, la plupart des participants l'étaient. Un petit nombre d'entre eux étaient d'un avis différent, se rappelant qu'ils avaient reçu le vaccin uniquement en raison d'exigences professionnelles et qu'ils avaient éprouvé beaucoup d'appréhension à le faire.

Doses de rappel du vaccin contre la COVID-19 (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19)

Dans ce groupe composé de personnes n'ayant reçu que deux doses du vaccin contre la COVID-19, les participants ont exprimé leurs points de vue sur la troisième dose du vaccin, parfois appelée « dose de rappel ». À la question de savoir ce qui avait contribué à leur décision initiale de se faire vacciner, les participants ont avancé un certain nombre de réponses. Il s'agissait notamment de préoccupations concernant la santé de parents et de proches immunodéprimés, de l'impression que le vaccin

contribuerait à réduire la propagation de la COVID-19 et, pour plusieurs d'entre eux, de craintes quant aux conséquences potentielles pour leur santé découlant du fait de contracter le virus. Si la plupart des participants étaient satisfaits de leur décision de se faire vacciner, un petit nombre d'entre eux ont exprimé des regrets, pensant qu'avant de recevoir le vaccin, ils auraient dû faire davantage de recherches sur ce qu'ils considéraient être ses effets potentiels à long terme. Aucun participant n'avait de rendez-vous prévu pour recevoir une dose supplémentaire du vaccin. Alors que quelques-uns étaient catégoriquement opposés à recevoir une autre dose, croyant maintenant que le vaccin était potentiellement dangereux, la plupart étaient d'avis qu'il n'y avait pas vraiment d'intérêt à recevoir une dose de rappel, estimant qu'elle offrait peu de protection et ne contribuerait pas à réduire la transmissibilité du virus.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient des questions concernant les vaccins contre la COVID-19, certains ont voulu savoir l'on prévoyait maintenant donner des doses de rappel aux Canadiens une ou deux fois par année. Nombre d'entre eux ont estimé que cela n'était pas réaliste et exprimé une réticence générale à adhérer à une campagne de rappel régulière, compte tenu notamment de leur perception que le vaccin avait été relativement inefficace contre le virus et pour prévenir sa propagation. En ce qui concerne les effets potentiels à long terme du vaccin contre la COVID-19, si plusieurs personnes ont exprimé une certaine inquiétude pour leur santé personnelle ou celle de leurs enfants, la plupart n'étaient pas trop préoccupées et n'avaient pas ressenti d'effets secondaires indésirables jusqu'à présent.

Changements climatiques et environnement (résidents de Toronto, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Quatre groupes ont tenu des discussions sur les initiatives et les programmes liés à la durabilité environnementale et à la réduction des répercussions des changements climatiques. Ces échanges ont porté sur le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral ainsi que sur le programme d'Incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE).

Tarification du carbone (résidents de Toronto, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants des quatre groupes ont discuté du système de tarification de la pollution par le carbone mis en place par le gouvernement du Canada ces dernières années. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de cette initiative, plusieurs ont répondu par l'affirmative, mais peu d'entre eux se souvenaient de détails précis sur ce que représentait une tarification du carbone.

Parmi ceux qui ont pu donner quelques précisions, il a été mentionné que cette mesure avait été mise en place pour les entreprises ainsi que pour les ménages, et qu'elle était liée à la quantité d'émissions de gaz à effet de serre que ces particuliers/entreprises produisaient dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Un certain nombre de participants avaient l'impression que ce prix sur le carbone avait été mis en place au moyen d'une augmentation des taxes sur les sources d'énergie non renouvelables, comme l'essence. Dans le même ordre d'idées, alors que quelques-uns ont émis l'hypothèse que le prix du carbone était un facteur contribuant à la perception des prix élevés du carburant à l'heure actuelle, d'autres étaient moins certains, croyant que cette hausse des coûts était principalement due à d'autres facteurs, comme les perturbations causées par le conflit en Europe de l'Est.

Pour faciliter la discussion, les groupes ont reçu des informations supplémentaires concernant le système fédéral de tarification du carbone. Les données présentées aux participants variaient quelque peu d'un groupe à l'autre, selon la province dans laquelle ils résidaient :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale. Dans les cinq provinces qui ne satisfont pas actuellement à cette norme – l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta –, le système de tarification fédéral est actuellement en place.

Ontario : Toutes les sommes perçues par le système fédéral en Ontario restent en Ontario – 90 % sont remises directement aux résidents sous la forme d'un paiement incitatif, un ménage typique peut ainsi recevoir environ 745 \$. Jusqu'à présent, les particuliers recevaient ces paiements par le biais de leur déclaration de revenus annuelle. À compter de juillet, les particuliers recevront ces paiements quatre fois par année.

Prairies (Manitoba et Saskatchewan) : Toutes les sommes perçues par le système fédéral au Manitoba et en Saskatchewan restent dans chacune des provinces respectives – 90 % sont remises directement aux résidents sous la forme d'un paiement incitatif, un ménage typique peut ainsi recevoir, en gros, entre 830 \$ et 1130 \$ selon la province. Jusqu'à présent, les particuliers recevaient ces paiements par le biais de leur déclaration de revenus annuelle. À compter de juillet, les particuliers recevront ces paiements quatre fois par année. Les 10 % restants sont investis dans des projets dans les collectivités, comme l'amélioration de l'efficacité énergétique des écoles, qui réduisent les émissions globales de carbone de la province. Une tarification du carbone a également été mise en place pour les industries. Les grands émetteurs doivent réduire leurs émissions ou risquent de payer davantage pour la pollution par le carbone s'ils dépassent la limite d'émissions de leur secteur. Plus l'industrie pollue, plus elle paie, ce qui s'est avéré le moyen le plus efficace de réduire les émissions. Un ménage typique du Manitoba reçoit 832 \$ et un ménage typique de la Saskatchewan reçoit 1101 \$.

Alberta : Toutes les sommes perçues par le système fédéral en Alberta restent en Alberta – 90 % sont remises directement aux résidents sous la forme d'un paiement incitatif, un ménage typique peut ainsi recevoir environ 1079 \$. Jusqu'à présent, les particuliers recevaient ces paiements par le biais de leur déclaration de revenus annuelle. À compter de juillet, les particuliers recevront ces paiements quatre fois par année.

Dans l'ensemble, la plupart étaient favorables à la mise en œuvre de la tarification fédérale du carbone. Plusieurs ont indiqué que les changements climatiques représentaient un enjeu majeur et qu'il était important de disposer d'un plan pour en atténuer les effets. Quelques-uns ont exprimé leur déception quant au fait qu'un certain nombre de provinces ne respectaient pas les normes actuelles en matière d'émissions établies par le gouvernement fédéral. Les participants avaient des opinions partagées concernant les paiements incitatifs versés aux Canadiens dans leur province. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que ces montants ne devraient pas être remis aux citoyens, estimant que cela réduisait l'impact de cette politique en tant que facteur de dissuasion des comportements émetteurs de carbone. Parmi ceux qui considéraient que ces paiements représentaient un développement positif, plusieurs étaient heureux que ces montants soient redistribués directement aux ménages au lieu d'être utilisés par le gouvernement fédéral pour ses propres activités. Un certain nombre de participants du groupe du nord de l'Ontario ont réagi positivement en apprenant que tout l'argent recueilli à la suite d'activités émettrices de carbone en Ontario demeurerait dans la province et ne serait pas redistribué à l'échelle nationale. Certaines personnes résidant dans la ville de Toronto étaient d'avis que les habitants des centres urbains (comme Toronto), qui connaissent des niveaux de pollution plus élevés, devraient être indemnisés dans une plus grande mesure que ceux des régions rurales, étant donné le danger pour leur santé découlant du fait de vivre dans ces environnements, perçu comme étant plus grave. Bien qu'ils soient toujours en faveur d'un prix fédéral sur le carbone, certains membres du groupe de l'Alberta estimaient qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur les grandes entreprises plutôt que sur les particuliers, croyant que les premières sont responsables d'une quantité importante des émissions de gaz à effet de serre actuellement produites. Quelques participants étaient d'avis qu'étant donné les prix élevés de l'essence à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral devrait suspendre temporairement le système de tarification du carbone jusqu'à ce que ces coûts reviennent à un niveau plus « normal ».

Après avoir appris que le directeur parlementaire du budget avait constaté que 80 % des ménages des provinces concernées reçoivent plus d'argent, sous forme de paiements incitatifs, que ce qu'ils dépensent pour la tarification du carbone sur les achats du ménage, les participants ont réagi de différentes manières. Alors qu'un certain nombre y ont vu un signe de bonne foi attestant du fait que le système de tarification du carbone ne serait pas injustement punitif pour la plupart des Canadiens, beaucoup se sont montrés plus sceptiques. Certains, dont un grand nombre dans les groupes de l'Alberta et du nord de l'Ontario, considéraient que cela pourrait avoir un effet disproportionné sur les personnes vivant dans les régions rurales, qui pourraient avoir à dépenser davantage pour l'énergie et le carburant et qui émettraient par conséquent plus de gaz à effet de serre. Certains, qui avaient l'impression de payer plus pour le prix du carbone que ce qu'ils recevaient en retour, ont exprimé leur surprise en entendant cette information, pensant que cela signifiait qu'ils faisaient partie des 20 % des ménages les plus émetteurs.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que cette politique était juste, la plupart des groupes de la ville de Toronto, le nord de l'Ontario et les Prairies ont répondu qu'elle l'était, tandis que ceux de l'Alberta étaient plus partagés. Ceux qui étaient en faveur de la mise en œuvre d'un prix fédéral sur le carbone ont répété que les changements climatiques demeuraient un problème urgent et qu'en introduisant des mesures de dissuasion économiques, le gouvernement fédéral adoptait probablement l'approche la plus directe pour s'attaquer à ce problème. Pour les membres du groupe de l'Alberta,

bien que certains aient estimé qu'il s'agissait d'une initiative nécessaire, d'autres ont réitéré leurs inquiétudes quant à l'impact disproportionné que cela pourrait avoir sur les personnes vivant dans des collectivités rurales ou celles dont les moyens de subsistance nécessitent de parcourir de longues distances et donc de payer plus cher en carburant. Quelques membres du groupe des Prairies ont exprimé des inquiétudes quant à l'effet que cela pourrait avoir sur les petites et moyennes exploitations agricoles qui peuvent avoir des coûts énergétiques élevés, sans pour autant disposer de réserves financières suffisantes pour payer les coûts supplémentaires ajoutés par le système de tarification du carbone.

À la question supplémentaire de savoir s'ils croyaient que ce programme était abordable, la plupart des membres des deux groupes de l'Ontario étaient d'avis qu'il ne l'était pas. Beaucoup pensaient qu'au lieu de redistribuer aux Canadiens les sommes recueillies par le système de tarification du carbone, il faudrait les réinvestir dans des programmes et des initiatives durables, axés sur l'environnement et conçus par le gouvernement fédéral. Dans le même ordre d'idées, certains estimaient que l'argent recueilli pourrait être utilisé pour financer l'expansion des systèmes de transport en commun dans tout le Canada, offrant ainsi aux Canadiens des modes de transport autres que l'automobile personnelle. Un petit nombre d'entre eux ont réitéré l'opinion selon laquelle ce programme devrait être suspendu tant que le prix de l'essence et le coût de la vie en général demeureront élevés, estimant que beaucoup rencontrent des difficultés financières à l'heure actuelle et qu'un tarif sur le carbone ne facilite pas les choses.

Programme d'Incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) (résidents du nord de l'Ontario, membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Les participants des deux groupes ont discuté du programme d'Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission (iVZE) du gouvernement du Canada. À la question de savoir s'ils avaient entendu parler de ce programme, plusieurs ont répondu par l'affirmative, mais peu d'entre eux se sont souvenus de détails précis. Pour faciliter la conversation, les participants ont été informés que le programme iVZE offre un incitatif aux points de vente aux consommateurs qui achètent ou louent un véhicule zéro émission qui répond aux exigences du programme. De plus, les participants ont été informés que ce programme s'applique aux camionnettes dont le prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF) pour le modèle de base est inférieur à 60 000 \$, outre divers autres types d'automobiles. Il a été précisé que seuls les VZE neufs seraient admissibles à cette mesure incitative.

Lorsque nous leur avons demandé leur point de vue sur ce programme, notamment en ce qui concerne l'inclusion des camionnettes, beaucoup ont exprimé un certain nombre de préoccupations liées à l'initiative iVZE. Même en mettant l'accent sur les catégories de VZE de taille plus importante, comme les camionnettes, peu de personnes du nord de l'Ontario estimaient que le programme était attrayant, tandis que les membres du groupe des Prairies avaient des opinions plus partagées. Un certain nombre de membres du groupe provenant du nord de l'Ontario étaient d'avis que si ce programme pouvait être profitable aux personnes vivant dans le sud de la province ou dans les centres urbains, il était peu probable qu'il soit utile aux résidents de leur région. Plusieurs avaient l'impression que les VZE ne pourraient pas fonctionner dans les collectivités rurales ou éloignées, en raison

notamment des chutes de neige extrêmes pendant les mois d'hiver et des longues distances que les résidents de ces régions doivent souvent parcourir. À cet égard, bien qu'un certain nombre de participants des deux groupes aient exprimé leur intérêt pour l'achat d'un VZE, ils ne croyaient pas que ces véhicules pourraient répondre à leurs besoins à l'heure actuelle. Plusieurs ont estimé qu'avant d'acheter un VZE, ils attendraient que des progrès soient réalisés pour assurer une plus longue durée de vie des batteries et que des investissements plus importants soient faits dans les infrastructures, comme les stations de recharge.

Beaucoup ont également mentionné que l'abordabilité était une préoccupation majeure liée à ce programme. Plusieurs participants ont fait des commentaires sur ce qu'ils percevaient comme le coût généralement peu abordable des VZE à l'heure actuelle, affirmant que celui-ci est prohibitif pour de nombreux Canadiens à faible ou moyen revenu. D'autres ont également indiqué qu'il serait difficile de trouver une camionnette dont le prix de détail suggéré par le fabricant est inférieur à 60 000 \$ et que le gouvernement fédéral sous-estimait peut-être le coût réel de ces véhicules. Dans cette optique, très peu d'entre eux ont déclaré que les critères de prix décrits dans le programme les inciteraient à acheter des véhicules de ce type.

En ce qui concerne les VZE de manière plus générale, les participants étaient largement favorables aux avantages environnementaux que ces véhicules procurent. Alors que plusieurs prévoient qu'un grand nombre de Canadiens finirait par faire la transition vers les VZE, il a été mentionné que cela pourrait demander du temps. Dans le même ordre d'idées, les participants ont jugé que, compte tenu des préoccupations relatives à l'accessibilité financière et au manque de stations de recharge, il était irréaliste de penser que, d'ici 2035, toutes les voitures et tous les camions neufs vendus au pays seront des véhicules zéro émission, comme le prétend l'échéancier fédéral.

Abordabilité du logement (résidents de Toronto, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19)

Dans deux groupes, les participants ont discuté d'enjeux liés au logement au Canada, notamment de l'abordabilité du logement en général et d'initiatives en matière de logement annoncées par le gouvernement du Canada dans le cadre du récent budget fédéral de 2022.

Perspectives en matière de logement (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ayant reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19)

Ce groupe composé de résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique a pris part à une brève discussion sur l'abordabilité du logement dans leur région et à l'échelle du pays. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler des récentes initiatives ou des annonces du gouvernement fédéral en matière de logement, certains participants se sont rappelés l'annonce du nouveau compte

d'épargne libre d'impôt (CELI) pour l'achat d'une première propriété, mais peu d'entre eux se souvenaient d'autre chose. À la question à savoir quels étaient les enjeux les plus pressants à l'heure actuelle, presque tous ont mentionné le logement comme problème majeur, surtout pour les Canadiens à faible revenu qui ont du mal à accéder à la propriété ou à trouver un logement abordable. Plusieurs étaient d'avis que les jeunes en particulier connaissaient des difficultés sur le marché du logement et que la plupart d'entre eux avaient besoin du soutien financier de leurs parents pour réunir la mise de fonds nécessaire pour l'achat d'une maison. D'autres ont aussi parlé des difficultés qu'éprouvaient les propriétaires, indiquant que malgré la tendance à la hausse des taux d'intérêt, plusieurs devraient probablement faire des paiements hypothécaires beaucoup plus élevés dans les mois et les années à venir.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada devrait faire selon eux pour aider les personnes qui ont de la difficulté à trouver un logement abordable, les participants ont fourni plusieurs réponses, dont celles-ci :

- Construire un plus grand nombre de nouvelles habitations – Plusieurs participants étaient d'avis que la pénurie de logements est un enjeu de taille à l'heure actuelle et que le gouvernement fédéral devrait faire de la construction de nouvelles habitations une priorité. À ce sujet, certains ont suggéré notamment de rénover des logements abandonnés ou délabrés, et de créer de nouveaux projets de logement social conçus et gérés par le gouvernement.
- Imposer une interdiction permanente d'achat de propriétés pour les non-Canadiens (non-résidents) – Bien que certains aient entendu la récente annonce concernant l'interdiction temporaire (sur une période de deux ans) d'achat de propriétés au Canada pour les non-Canadiens, plusieurs avaient l'impression que cette initiative n'allait pas assez loin. Certains participants souhaitaient que cette interdiction soit permanente et que des efforts supplémentaires soient faits pour s'attaquer aux « échappatoires » que certains acheteurs étrangers (comme des étudiants) pourraient utiliser pour contourner ces nouvelles règles.
- Augmenter les taxes pour les propriétés vacantes – Certains participants ont aussi suggéré d'imposer des pénalités fiscales additionnelles aux propriétaires qui laissent leurs habitations vacantes plutôt que de les occuper ou de les louer. À leurs yeux, il s'agit d'un problème de plus en plus répandu qui requiert l'attention des gouvernements, provinciaux et fédéral. Certains ont également proposé que le gouvernement fédéral adopte une loi pour limiter le nombre de propriétés qu'une personne ou qu'une entreprise peut posséder. Quelques-uns étaient d'avis que les acheteurs étrangers étaient trop nombreux à se servir du marché immobilier canadien comme véhicule d'investissement plutôt que de logements qu'ils prévoient eux-mêmes occuper.
- Améliorer l'infrastructure de transport public – Quelques participants ont aussi suggéré d'investir dans le transport public et d'élargir l'étendue de ces systèmes dans un plus grand nombre de régions du Lower Mainland. Certains croyaient que cette initiative permettrait de rendre le logement plus accessible dans les régions suburbaines pour ceux qui travaillent dans les grandes villes comme Vancouver et qui auraient alors des logements plus abordables à l'extérieur de la ville.
- Accorder une plus grande importance aux coopératives d'habitation – Quelques participants étaient d'avis qu'il faudrait augmenter le financement pour le développement de projets de

coopératives d'habitation. Selon eux, il s'agit d'une autre façon d'accéder à la propriété pour ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter une maison.

Initiatives pour le logement du budget de 2022 (résidents de Toronto)

Dans ce groupe, les participants ont discuté de plusieurs initiatives récentes en matière de logement annoncées dans le budget de 2022. Tous s'entendaient pour dire que le logement était d'une importance capitale à l'heure actuelle. Par contre, lorsque nous leur avons demandé comment le gouvernement fédéral se tirait d'affaire à ce chapitre, plusieurs étaient incertains et ne croyaient pas en savoir suffisamment sur ses récentes activités pour déterminer s'il était ou non sur la bonne voie pour s'attaquer à cet enjeu.

Durant la conversation au sujet des récentes annonces et initiatives du budget, nous avons demandé aux participants de nous indiquer celles qui selon eux seraient les plus efficaces pour enrayer le problème de l'abordabilité du logement. Pour commencer, nous leur avons présenté plusieurs initiatives visant à fournir des options de logements supplémentaires aux Canadiens.

- *Un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements;*
- *Réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires;*
- *Investir 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements;*
- *Un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale;*
- *Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu;*
- *Des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits;*
- *Un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation;*
- *Des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.*

Parmi ces initiatives, ce sont celles qui ont pour but d'augmenter l'offre de logements pour les Canadiens à faible revenu et les populations marginalisées qui ont reçu le plus d'appui. Presque tous les participants étaient d'accord pour dire que l'investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale était particulièrement important. Certains ont

mentionné que dans la plupart des cas, les personnes qui éprouvent ces difficultés ont peu d'endroits où aller et n'ont souvent d'autre choix que de rester dans des situations dangereuses. Plusieurs étaient d'avis que l'itinérance en particulier était un enjeu qui avait pris de l'ampleur au cours des deux dernières années, principalement en raison des problèmes économiques et de santé mentale qui ont été aggravés par la pandémie de COVID-19. Un nombre important de participants ont accueilli favorablement l'annonce d'un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu. Certains ont mentionné que les Canadiens à faible revenu étaient sans doute ceux qui avaient le plus besoin d'aide avec le logement et qu'avec ces mesures, le gouvernement du Canada jouerait un rôle déterminant en s'assurant que ces personnes aient un endroit sûr et sécuritaire où vivre.

Plusieurs ont commenté positivement l'engagement de fournir un financement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts pour ces types de projets. Les participants étaient d'avis que pour plusieurs, les coopératives d'habitation représentent un moyen viable et réaliste d'accéder à la propriété et de créer un sentiment d'appartenance à la communauté et de partage des responsabilités parmi ceux qui résident dans ces immeubles. Certains ont applaudi l'idée de créer un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements. Selon eux, la pénurie de logements est en grande partie responsable de la hausse des prix de l'immobilier et cette initiative pourrait atténuer le problème.

Quelques participants seulement ont fait allusion à la proposition de réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires et l'allocation de fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits comme des initiatives particulièrement prometteuses. Aucun participant n'a mentionné l'investissement de 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements ou l'engagement de fournir des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.

Les participants ont ensuite discuté d'une autre série de priorités concernant l'abordabilité du logement et la création de nouveaux moyens pour faciliter l'accès à la propriété pour les Canadiens. Voici les initiatives qui leur ont été présentées :

- *Le Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition;*
- *Le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation qui double, passant de 5 000 \$ à 10 000 \$;*
- *Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable;*

- *L'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe;*
- *Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat;*
- *Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.*

Parmi ces initiatives, plusieurs s'entendaient pour dire que celles destinées aux acheteurs d'une première maison étaient particulièrement prometteuses. Ils étaient très nombreux à parler de la création d'un nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libérés d'impôt pour faire l'acquisition. Plusieurs ont aussi mentionné l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe. Ils avaient l'impression que les acheteurs d'une première maison, en particulier les jeunes, avaient peu d'occasions d'épargner en vue d'amasser la mise de fonds nécessaire, et que ces initiatives pourraient leur donner un bon coup de main. Au sujet de ces initiatives, l'engagement à doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$ a reçu un soutien limité.

Un grand nombre de participants ont mentionné le montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat comme initiative prometteuse. Plusieurs croyaient qu'il s'agissait d'une solution réaliste pour accéder à la propriété, en particulier pour les jeunes et les Canadiens à faible ou moyen revenu qui pourraient avoir de la difficulté à amasser l'argent nécessaire pour la mise de fonds. Ils ont indiqué que cette initiative permettrait à bon nombre de Canadiens d'être plus autonomes puisque le montant du loyer payé serait affecté à une éventuelle mise de fonds pour l'achat de la maison et leur donnerait ainsi un objectif à atteindre. De nombreux participants croyaient qu'ils pourraient éventuellement eux-mêmes profiter de cette initiative. D'autres ont aussi mentionné l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans comme étant une initiative positive. Compte tenu du problème qui est de plus en plus répandu dans de nombreuses régions, de nombreux participants s'entendaient pour dire que ce serait la bonne chose à faire du point de vue moral. Peu d'entre eux avaient l'impression que le paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des problèmes d'accessibilité au logement abordable serait utile. Bon nombre étaient d'avis que ce montant était nettement insuffisant pour améliorer la situation du logement des bénéficiaires et que cet argent serait mieux dépensé ailleurs.

Les participants ont ensuite examiné une autre série d'initiatives, cette fois axées sur la protection des Canadiens sur le marché de l'habitation. Les initiatives présentées à chaque groupe étaient les suivantes :

- *Mettre fin aux offres à l'aveugle (les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres);*

- *Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures);*
- *Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans;*
- *De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier);*
- *Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession).*

Dans l'ensemble, toutes les initiatives ont reçu un appui important. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'elles auraient probablement toutes un impact positif sur les Canadiens qui explorent le marché du logement.

Presque tous les participants ont reconnu l'importance de créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions ». Ceux-ci ont mentionné qu'il s'agissait d'un problème fréquent dans plusieurs régions et qu'il témoignait d'un manque d'équité de la part des propriétaires. Certains ont mentionné qu'ils connaissaient des gens qui avaient été confrontés à ce problème. De nombreux participants croyaient également que la proposition visant à mettre fin aux offres à l'aveugle était particulièrement importante, une pratique qui selon eux était souvent utilisée par les agents immobiliers pour gonfler artificiellement les prix des propriétés et exploiter ainsi les acheteurs potentiels qui souhaitent accéder au marché de l'habitation en les encourageant à présenter des offres au-delà de ce qu'ils peuvent se permettre.

Plusieurs ont accueilli favorablement l'annonce d'une interdiction pour les non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans parce que selon eux, les acheteurs étrangers avaient grandement contribué à l'augmentation des prix de l'immobilier au pays dans les dernières décennies et que dans plusieurs cas, les propriétés qu'ils achetaient demeuraient vacantes et servaient principalement de véhicules d'investissement. Même si la plupart étaient en faveur de cette initiative, d'autres ont précisé que cette interdiction ne devrait pas viser les personnes qui immigrer au Canada pour y vivre et travailler puisque selon eux, quiconque souhaite apporter sa contribution au pays devrait avoir la possibilité d'acheter une maison. Quelques participants seulement ont fait allusion aux initiatives de nature fiscales, comme les nouvelles règles fiscales visant à décourager les flips immobiliers et l'initiative visant à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes comme mesures qui seraient selon eux les plus efficaces pour s'attaquer au problème de l'abordabilité du logement au Canada.

Les aînés et le vieillissement (aînés du Bas-Saint-Laurent, résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Deux groupes ont discuté des enjeux auxquels sont confrontés les aînés et les répercussions du vieillissement de la population sur l'avenir économique et social du Canada. Les participants ont soulevé plusieurs préoccupations et souligné quelques mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour s'attaquer à ces enjeux.

Enjeux spécifiques aux aînés (aînés du Bas-Saint-Laurent)

Le groupe composé d'aînés du Bas-Saint-Laurent a discuté de plusieurs enjeux de taille pour ce segment de la population au Canada. Tout d'abord, les participants ont parlé de ce qu'ils croyaient être les enjeux les plus importants auxquels étaient confrontés les Canadiens. Plusieurs réponses ont été fournies, notamment :

- Le changement climatique et l'environnement – De nombreux participants ont mentionné l'environnement comme principal sujet de préoccupation. Ils ont également dit craindre les répercussions possibles du changement climatique sur la situation de leurs enfants et de leurs petits-enfants à long terme. Même si plusieurs avaient entendu parler d'annonces et d'initiatives fédérales à ce sujet, les participants avaient généralement l'impression que le gouvernement du Canada n'avait pas atteint ses objectifs en matière de changement climatique.
- L'inflation et le coût de la vie à la hausse – Plusieurs participants étaient préoccupés par le taux élevé d'inflation et la hausse du coût de la vie. Certains ont indiqué qu'ils avaient du mal à subvenir à leurs besoins essentiels, comme la nourriture, l'essence et les factures d'électricité. C'était particulièrement le cas pour les personnes vivant de revenus fixes qui ne suivent pas le rythme de l'inflation.
- L'éducation – D'autres ont aussi mentionné l'éducation comme domaine prioritaire. Ceux-ci s'entendaient pour dire que les frais de scolarité au niveau postsecondaire et les coûts connexes étaient devenus exorbitants au cours des dernières décennies. Certains ont proposé que le gouvernement fédéral concentre ses efforts à mettre en place un système d'enseignement postsecondaire plus abordable et plus accessible.
- Les pénuries de main-d'œuvre – Quelques participants s'inquiétaient de ce qu'ils considéraient comme des pénuries croissantes de main-d'œuvre dans des secteurs essentiels, comme les soins de santé. Ils ont suggéré de redoubler d'efforts pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour les travailleurs non canadiens, croyant que cela permettrait de pallier l'actuelle pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Discutant des sujets de préoccupation pour les aînés, les participants ont mentionné plusieurs enjeux qui nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Plusieurs ont

réaffirmé que la hausse du coût de la vie revêtait une importance capitale et croyaient qu'un nombre important d'aînés peinaient déjà à joindre les deux bouts et que la diminution du pouvoir d'achat due à l'inflation croissante n'avait fait qu'aggraver la situation. De nombreux participants avaient l'impression que les montants versés sous forme de pensions et autres soutiens financiers ne suffisaient plus à couvrir les dépenses courantes. Plusieurs ont également mentionné que les soins de santé étaient un enjeu clé pour les aînés. À cet égard, certains ont dit souhaiter que le gouvernement du Canada augmente les transferts en santé pour aider les provinces et les territoires à améliorer la qualité des soins et l'accessibilité à ceux-ci sur leurs territoires.

Quant à la performance du gouvernement fédéral pour s'attaquer aux enjeux les plus importants pour les aînés, tous les participants s'entendaient pour dire que celui-ci était sur la mauvaise voie. Plusieurs étaient d'avis qu'il devrait redoubler d'efforts pour aider les aînés. À la question à savoir de quelle manière le gouvernement du Canada pourrait s'améliorer à ce chapitre, les participants ont fait de nombreuses suggestions, notamment d'améliorer les communications avec les aînés, de leur fournir une assistance pour leur permettre de rester à la maison aussi longtemps que possible (plutôt que de les transférer dans des établissements de soins de longue durée), et d'accroître les ressources financières offertes aux provinces et aux territoires pour améliorer la qualité des soins aux aînés. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que le gouvernement du Canada faisait des efforts pour rejoindre les aînés et les prioriser dans ses décisions, tous les participants ont répondu par la négative.

En ce qui concerne les sources consultées pour s'informer, de nombreux participants ont répondu qu'ils se fiaient aux réseaux sociaux et aux plateformes numériques comme Facebook, TikTok et YouTube. Plusieurs ont également indiqué qu'ils continuaient de se fier aux médias traditionnels, comme la télévision et la radio, et ont mentionné des canaux ou des stations comme Radio-Canada, TVO, La Presse Plus et L'actualité. Même s'ils étaient peu nombreux à affirmer qu'ils chercheraient activement de l'information sur le gouvernement du Canada, ceux qui le feraient consulteraient Google ou des sites Web du gouvernement fédéral pour valider les nouvelles entendues.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils recevaient la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV), plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Un nombre plus restreint recevait le Supplément de revenu garanti (SRG). Durant la discussion, plusieurs ont répété que ces montants ne suffisaient pas à combler leurs besoins et qu'ils devaient être rajustés pour tenir compte de la hausse des coûts et de l'inflation. Bien que les participants aient affirmé que les versements étaient utiles, bon nombre d'entre eux ont précisé qu'ils avaient souvent dû recourir à d'autres sources de revenus pour subvenir à leurs besoins. Quant aux changements à apporter à la SV ou au SRG, de nombreux participants étaient d'avis que ces prestations devraient être indexées à l'inflation pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

Discutant des mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour aider les aînés, les participants ont évalué plusieurs initiatives, actuelles et éventuelles. Voici celles qui leur ont été présentées :

- *Aider les organismes communautaires à fournir un soutien pour aider les aînés à faibles revenus ou autrement vulnérables à vivre chez eux aussi longtemps que possible;*

- *Créer un comité d'experts chargé de formuler des recommandations sur la mise en œuvre d'une allocation Vieillir chez soi (l'objectif serait d'aider les aînés à demeurer dans leur propre domicile alors qu'ils vieillissent);*
- *Continuer de diriger les travaux portant sur les programmes destinés aux aînés, ce qui comprend le programme Nouveaux Horizons pour les aînés (ce programme offre un soutien financier pour la réalisation de projets exerçant une influence positive sur la vie des aînés et dans leur collectivité);*
- *S'assurer que l'admissibilité des aînés au SRG n'est pas affectée négativement s'ils ont reçu la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE);*
- *Améliorer la qualité et la disponibilité des établissements et des lits de soins de longue durée (cela comprend travailler avec les provinces et territoires pour améliorer les mesures de prévention et de contrôle des infections, définir les principes communs et élaborer des normes nationales afin que les aînés reçoivent les soins qu'ils méritent);*
- *Augmenter le Supplément de revenu garanti de 500 \$ pour les aînés vivant seuls et de 750 \$ pour les couples (par année), à compter de l'âge de 65 ans;*
- *Fournir aux aînés un point d'accès unique à un vaste éventail de services et de prestations du gouvernement (On pourrait appeler un seul numéro 1-800 pour obtenir des informations sur un programme comme le RPC ou bien la SV sans avoir à faire séparément des appels pour chacun d'entre eux);*
- *Renforcer l'approche du Canada à l'égard de la maltraitance des personnes âgées (y compris mettre la dernière main à la définition nationale des mauvais traitements infligés aux aînés, en investissant des fonds pour améliorer la collecte de données, et en établissant dans le Code criminel de nouvelles infractions et de nouvelles sanctions liées à la maltraitance des aînés).*

Parmi ces initiatives, la proposition visant à augmenter le Supplément de revenu garanti (SRG) de 500 \$ pour les aînés vivant seuls et de 750 \$ pour les couples (à compter de l'âge de 65 ans) a suscité de l'enthousiasme chez de nombreux participants. Certains étaient d'avis qu'elle contribuerait grandement à compenser la hausse des coûts provoquée par le taux élevé d'inflation. Les participants ont souligné que ce montant servirait à subvenir à leurs besoins essentiels et non à se payer du luxe, et que cette augmentation serait probablement d'une importance cruciale pour certains.

De nombreux participants ont accueilli favorablement les initiatives qui permettraient aux aînés de vieillir chez eux, comme celle qui aide les organismes communautaires à fournir un soutien pour aider les aînés à faibles revenus ou autrement vulnérables à vivre chez eux aussi longtemps que possible. Plusieurs désiraient ardemment demeurer dans leur foyer plutôt que d'être admis dans un établissement de soins de longue durée, et croyaient que cette initiative le leur permettrait. Certains ont fait valoir que ces organismes pourraient développer d'autres programmes et activités communautaires pour briser l'isolement des aînés qui vivent seuls. Toujours en ce qui concerne les initiatives visant à garder les aînés chez eux, le plan de créer un comité d'experts chargé de formuler des recommandations sur la mise en œuvre d'une allocation Vieillir chez soi dont l'objectif serait d'aider les aînés à demeurer dans leur propre domicile alors qu'ils vieillissent a été chaudement applaudi. Toutefois, quelques participants craignaient que ce comité ajoute à la bureaucratie et

empêche les aînés de demeurer à la maison au lieu de les aider. D'autres étaient préoccupés par les coûts engendrés par le comité et croyaient que le financement requis serait mieux employé ailleurs.

L'initiative qui consiste à s'assurer que l'admissibilité des aînés au SRG ne soit pas affectée négativement s'ils ont reçu la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) a obtenu un appui modéré de la part des participants, tout comme le plan visant à renforcer l'approche du Canada à l'égard de la maltraitance des personnes âgées. Alors que plusieurs s'entendaient pour dire que ces programmes pourraient s'avérer utiles, certains avaient l'impression que ces prestations ne seraient pas aussi avantageuses que l'initiative visant à augmenter les prestations du SRG ou à offrir d'autres options pour permettre aux aînés de vieillir à la maison.

L'initiative de fournir aux aînés un point d'accès unique à un vaste éventail de services et de prestations du gouvernement fédéral a reçu très peu d'appui. Plusieurs participants étaient somme toute satisfaits des options qui leur sont présentement offertes pour obtenir l'information susceptible de les intéresser. Personne n'a choisi l'initiative qui propose de diriger les travaux portant sur les programmes destinés aux aînés, ce qui comprend le programme Nouveaux Horizons pour les aînés. Les participants ne connaissaient que très peu ce programme et ignoraient comment il pourrait s'attaquer aux enjeux spécifiques aux aînés. Plusieurs croyaient également que le plan visant à améliorer la qualité et la disponibilité des établissements et des lits de soins de longue durée allait à l'encontre de la priorité qui consiste à permettre aux aînés de vieillir chez eux. Malgré le manque de soutien, aucun participant ne s'est opposé à ce qu'on poursuive cette initiative. Certains ont fait valoir que même si celle-ci ne les intéressait pas, d'autres aînés pourraient bénéficier de ces améliorations apportées aux soins de longue durée.

Vieillesse de la population (résidents du sud-ouest du Nouveau-Brunswick)

Dans le groupe du Nouveau-Brunswick, les participants ont discuté brièvement des répercussions possibles du vieillissement de la population dans leur province. Pour amorcer la discussion, nous leur avons demandé d'évaluer l'importance de cet enjeu au Nouveau-Brunswick. Plusieurs étaient d'accord pour dire qu'il avait pris de l'ampleur dernièrement et qu'il irait probablement en s'aggravant dans les années à venir. Certains avaient l'impression qu'en plus des résidents de la province qui vieillissent, de nombreux retraités provenant d'autres régions du Canada s'étaient réinstallés au Nouveau-Brunswick en raison des prix des logements et du coût de la vie considérés comme moins élevés dans cette région.

Après avoir reçu des renseignements supplémentaires à ce sujet, les participants ont été informés que, d'après le New Brunswick Institute for Research, Data, and Training, cette province avait l'une des populations les plus âgées au Canada et qu'on prévoyait que le nombre d'aînés doublerait au cours des vingt prochaines années. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les plus grands défis qui accompagnent le vieillissement de la population, les participants ont soulevé plusieurs préoccupations. Plusieurs croyaient que ce vieillissement ferait augmenter davantage les prix de l'immobilier, surtout compte tenu de l'arrivée massive de retraités provenant d'autres régions du pays. À ce sujet, certains craignaient que les jeunes soient contraints de quitter le Nouveau-Brunswick afin de trouver des logements plus abordables ailleurs, réduisant du même coup la population active. Plusieurs

s'inquiétaient des bouleversements économiques que cette situation provoquerait en raison du manque de jeunes travailleurs disponibles pour remplacer ceux qui partent à la retraite ou qui le feront bientôt. Les participants avaient le sentiment que ce problème touchait particulièrement les secteurs de la construction, de l'agriculture et d'autres métiers moins populaires auprès des jeunes ces jours-ci. Plusieurs craignaient également les répercussions sur le système de soins de santé déjà mis à rude épreuve en raison de la pandémie de COVID-19. Certains ont indiqué que le vieillissement de la population du Nouveau-Brunswick pourrait entraîner une augmentation des dépenses en santé et de plus longs délais d'attente dans les urgences et les cliniques sans rendez-vous. Quelques participants ont mentionné l'érosion de la base d'imposition comme sujet de préoccupation, et se sont demandé comment le gouvernement provincial parviendrait à financer les programmes publics dans les décennies à venir.

À la question à savoir ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour s'attaquer à ces enjeux, les participants ont fait plusieurs suggestions, entre autres d'augmenter le nombre d'initiatives en matière d'immigration et de prioriser l'embauche de travailleurs qualifiés dans les secteurs qui en ont besoin, comme les soins de santé et les métiers. D'autres croyaient que le problème pourrait être résolu sans qu'il soit nécessaire d'accroître l'immigration et que le gouvernement fédéral devrait d'abord offrir des incitatifs aux personnes qui vivent déjà au Canada (en particulier les jeunes) pour les attirer dans ces secteurs. Quelques-uns ont suggéré de réduire les coûts de formation et de certification dans les secteurs comme les soins de santé, estimant qu'il y avait un besoin criant de médecins, de personnel infirmier et de spécialistes dans de nombreuses régions au pays et que l'investissement en temps et en argent requis pour la formation représentait un obstacle majeur pour bon nombre de personnes qui souhaitent travailler dans le domaine de la santé.

Relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de la RGTH [excepté Toronto])

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora chinoise au Canada ont discuté de la relation actuelle du gouvernement du Canada avec la Chine et fait part de leurs points de vue sur l'évolution de celle-ci, ces dernières années. Beaucoup ont qualifié la relation de tendue et de conflictuelle à l'occasion. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le principal facteur qui avait contribué à ces tensions accrues était le fait que la Chine se soit imposée en tant que grande puissance économique au cours des dernières décennies. Ils ont indiqué que plus la Chine s'affirmait sur la scène mondiale, plus le Canada et ses alliés (comme les États-Unis) se voyaient contraints d'examiner de plus près leurs liens économiques avec elle et de tenir compte des violations des droits de la personne signalées à l'intérieur de ses frontières. En ce qui concerne cette dernière question, certains participants ont exprimé l'opinion que le Canada ne déployait pas suffisamment d'efforts actuellement pour dénoncer les atteintes aux droits de la personne en Chine et qu'il faisait preuve de trop de prudence dans sa volonté de critiquer le gouvernement chinois. En plus de la puissance économique croissante de la Chine, certains ont également mentionné les événements entourant l'extradition de la directrice financière de Huawei Technologies comme un facteur clé dans la détérioration des relations sino-canadiennes.

En discutant de la façon dont ils percevaient l'évolution de la relation du Canada avec la Chine dans l'avenir, plusieurs s'attendaient à ce que la Chine poursuive sa croissance en tant que puissance économique mondiale et croyaient que cela pourrait potentiellement mener à une augmentation des tensions, surtout si la rivalité perçue entre la Chine et les États-Unis continuait de se développer. Si la plupart d'entre eux pensaient que le gouvernement du Canada devait continuer à entretenir des relations économiques et commerciales avec la Chine, très peu souhaitaient voir un renforcement de ces liens, en raison du fait que, selon plusieurs, le Canada risquerait de s'aliéner des alliés cruciaux, comme les États-Unis, et de s'exposer à des risques pour sa sécurité, notamment en matière de cybersécurité et d'espionnage. Bien que la relation économique sino-canadienne continue d'être considérée comme importante, un certain nombre de participants ont exprimé le besoin de trouver un équilibre avec l'engagement continu du gouvernement du Canada envers les droits de la personne. On a estimé qu'il s'agissait de principes importants à défendre, même si cela risquait d'accroître encore la tension avec la Chine.

Revenu de base universel (résidents du nord de l'Ontario)

Les participants du groupe du nord de l'Ontario ont engagé une brève discussion concernant leurs points de vue sur l'introduction potentielle d'un programme de revenu de base universel (RBU) au Canada. Beaucoup étaient familiers avec ce concept, ainsi qu'avec l'objectif de fournir à chaque adulte un niveau de revenu qui lui permet de satisfaire ses besoins fondamentaux, comme la nourriture, le logement et les vêtements. Cependant, seul un petit nombre d'entre eux étaient au courant d'un précédent programme pilote portant sur le revenu de base, lequel avait fait l'objet d'un essai à Thunder Bay. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, peu ont pu se souvenir de détails.

En discutant de la question de savoir si, selon eux, le gouvernement fédéral devrait envisager d'autres projets pilotes liés au RBU, la plupart se sont prononcés contre une telle initiative. Plusieurs ont exprimé la crainte que certains profitent de ces programmes, les utilisant comme un moyen de répondre à leurs besoins financiers, tout en se refusant à travailler. Dans le même ordre d'idées, des participants étaient d'avis que la mise en œuvre de ces programmes serait injuste pour ceux qui devraient continuer à travailler. Un petit nombre d'entre eux craignaient également que l'introduction d'un RBU n'entraîne une dépendance supplémentaire à l'égard du gouvernement fédéral, ce qu'ils considéraient comme un phénomène non souhaitable. Certains ont suggéré que les fonds nécessaires à la mise en œuvre d'un programme de RBU pourraient être mieux utilisés pour le développement économique, la création d'emplois ou l'augmentation du nombre de logements abordables dans leur collectivité. Si les sentiments à l'égard des nouveaux programmes de RBU étaient généralement négatifs, quelques-uns se sont dits prêts à reconsidérer leur position s'il était prouvé que les résultats des initiatives précédentes (comme le programme de Thunder Bay) avaient été manifestement positifs.

En ce qui a trait aux répercussions éventuelles que pourrait entraîner une allocation universelle, les participants ont été informés que, si certaines personnes affirment que ce type de supplément de revenu aiderait les Canadiens qui ont actuellement du mal à faire face à l'augmentation du coût de la vie, d'autres craignent que l'injection supplémentaire d'argent dans l'économie entraîne une hausse

des prix et aggrave l'inflation. Interrogés pour savoir laquelle de ces affirmations leur semblait la plus réaliste, tous ont estimé que l'introduction d'un RBU entraînerait des répercussions négatives sur la situation économique du Canada. Certains ont comparé le RBU aux soutiens financiers liés aux pandémies, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), laquelle, selon eux, a largement contribué à la hausse de l'inflation et à l'augmentation générale des prix. Il a été suggéré qu'un programme de revenu de base universel aurait probablement plus de succès si, plutôt que d'être versé à tous les Canadiens, il visait principalement les citoyens à faible revenu, les personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés susceptibles d'avoir besoin d'une aide supplémentaire.

Immigration et reconnaissance des titres de compétences étrangers (membres de la diaspora philippine de grandes villes des Prairies)

Dans ce groupe composé de membres de la diaspora philippine au Canada, les participants ont discuté d'immigration et des défis que doivent surmonter les immigrants à leur arrivée au pays. Les avis étaient très partagés à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'immigration. Ceux qui avaient une opinion favorable de sa performance à ce chapitre étaient d'avis que la politique d'immigration du Canada avait permis de combler les graves pénuries de main-d'œuvre qui selon eux étaient en partie attribuables à la pandémie de COVID-19. Plusieurs autres s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail en mettant en place et en finançant des organismes sans but lucratif et d'établissement qui ont pour but d'aider les immigrants à leur arrivée au pays. Quant à leurs expériences personnelles, plusieurs étaient reconnaissants d'avoir pu immigrer au Canada et s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral avait fait de l'excellent travail pour accueillir les Ukrainiens qui avaient fui leur pays en raison de l'invasion russe. La majorité des critiques formulées par ceux qui voyaient d'un mauvais œil les efforts du gouvernement du Canada au chapitre de l'immigration concernaient les retards et les délais d'attente pour obtenir des documents importants, notamment les visas de travail ou les visas d'étudiants. Plusieurs participants étaient d'avis que les délais de traitement étaient souvent beaucoup plus longs que prévu, et que les demandeurs recevaient très peu de communications de la part du gouvernement fédéral les informant de l'évolution de leur dossier ou des motifs de retard.

Interrogés à savoir quels étaient les enjeux les plus importants en matière d'immigration au Canada, les participants ont soulevé diverses préoccupations. Bon nombre d'entre eux ont spontanément parlé du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et du sous-emploi chez les immigrants. Plusieurs avaient l'impression que dans bien des cas, des immigrants qualifiés ne pouvaient décrocher un emploi dans leur domaine d'expertise parce qu'ils ne possédaient pas les titres de compétences requis pour travailler au Canada. Quelques-uns ont mentionné le manque de ressources offertes aux immigrants pour perfectionner leurs compétences et recevoir la formation et la certification nécessaires pour obtenir un emploi dans le domaine de leur choix.

À la question à savoir comment le gouvernement du Canada pourrait réagir et améliorer le système d'immigration, les participants ont fourni plusieurs suggestions. Bon nombre d'entre eux croyaient qu'on pourrait en faire davantage pour aider les organismes d'établissement et les programmes, en augmentant le financement et en faisant la promotion auprès des nouveaux immigrants. Les participants étaient d'avis que ces organismes pourraient jouer un rôle de premier plan en aidant les nouveaux immigrants à se trouver un emploi, à établir des liens avec d'autres immigrants et à accéder aux services offerts par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux. De plus, les participants étaient d'accord pour dire que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage pour offrir des services de soutien en santé mentale aux nouveaux arrivants qui pourraient se sentir isolés ou seuls dans leur nouveau pays.

En ce qui concerne le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, plusieurs ont réitéré qu'il s'agissait d'un obstacle de taille pour les immigrants. De nombreux participants avaient eux-mêmes éprouvé des difficultés à cet égard ou avaient des amis et des membres de la famille qui avaient dû surmonter ce défi. À ce sujet, de nombreux participants ont mentionné que le sous-emploi et la déprofessionnalisation représentaient des défis supplémentaires pour les immigrants. Lorsque nous leur avons demandé ce que devrait faire le gouvernement du Canada pour s'attaquer à ces enjeux, plusieurs ont affirmé que les programmes de formation pour les immigrants étaient actuellement surchargés. Certains ont fait valoir qu'en affectant des ressources supplémentaires pour ces programmes, le gouvernement fédéral serait en mesure de mieux répondre aux besoins des nouveaux immigrants. Plusieurs autres ont suggéré d'offrir des incitatifs aux employeurs pour embaucher de nouveaux immigrants afin de réduire leur sous-emploi et s'assurer qu'ils ne soient pas oubliés sur le marché du travail. Un petit nombre de participants croyaient également que les établissements d'enseignement postsecondaire et les employeurs canadiens devraient montrer une plus grande ouverture en reconnaissant les formations reçues dans les établissements collégiaux et universitaires étrangers afin de permettre aux immigrants d'étudier et de travailler dans leurs domaines d'expertise. Plusieurs se rappelaient avoir occupé des emplois mal rémunérés dans le secteur manufacturier, des services ou du travail ménager parce que leurs titres de compétences n'étaient pas reconnus au Canada.

Forces armées canadiennes (militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver)

Dans ce groupe composé de vétérans et de membres actifs des Forces armées canadiennes (FAC) résidents de l'île de Vancouver, les participants ont abordé de nombreux sujets, notamment le rôle des FAC et le soutien offert par le gouvernement fédéral aux membres actuels et anciens des FAC.

Les participants étaient fiers de leur service et de l'institution des FAC elle-même, à la fois pour ce qu'ils considéraient être une longue tradition de service aux Canadiens au pays et sa contribution pour le maintien de la paix et la sécurité à l'international. Certains ont fait valoir que bien que plus petites par rapport aux forces armées du G7 et des nations de l'OTAN, les Forces armées canadiennes sont parvenues à jouer un rôle important dans les engagements internationaux et à avoir un grand impact,

compte tenu de leur taille. Les participants avaient généralement l'impression que la contribution des FAC à l'international était appréciée partout dans le monde. Par ailleurs, certains croyaient que le sous-financement et le manque de ressources apparents des FAC suscitaient les critiques de nos alliés. Des participants ont également souligné la nécessité d'élaborer un plan de défense bien conçu et pertinent, et de nommer des hauts dirigeants compétents, qui sont pour eux des éléments clés afin d'assurer le succès des opérations militaires canadiennes.

Lorsque nous leur avons demandé si les FAC pourraient en faire plus dans certains domaines et moins dans d'autres, les participants avaient l'impression qu'il y avait des occasions de modifier les priorités jusqu'à un certain point. Même s'ils croyaient que les FAC faisaient du mieux qu'elles pouvaient avec les ressources dont elles disposaient, les participants étaient d'avis qu'elles pourraient s'impliquer plus activement dans les enjeux locaux. Par exemple, au sujet de l'accès à l'eau potable dans les réserves des Premières Nations en particulier, certains participants ont suggéré que des ingénieurs des FAC offrent à ces populations leurs compétences et leur expertise pour résoudre le problème que plusieurs ont décrit comme étant une crise nationale qui requiert un déploiement de ressources militaires.

Plus tard dans la discussion, les participants ont exprimé leurs points de vue sur le rôle des militaires pour aider les résidents de l'île de Vancouver à affronter les impacts liés au climat. Plusieurs étaient d'accord pour dire que les Canadiens et les Forces armées canadiennes devraient être mieux préparés pour affronter les problèmes locaux, comme les feux de forêt, qui d'après eux seront de plus en plus courants en raison du changement climatique et du réchauffement de la planète. Ils craignaient toutefois que les FAC n'aient pas le personnel, les ressources et les capacités nécessaires pour intervenir. D'autres ne croyaient pas que les FAC étaient adéquatement préparées pour combattre les catastrophes d'ordre climatique ou qu'un plan était en place pour intervenir en cas d'événements météorologiques à grande échelle et de dangers liés au climat.

Les participants ont ensuite discuté de ce qui fonctionnait bien au sein des FAC, notamment :

- Les avions C-17 – L'achat de ces gros avions de transport militaires a été bien accueilli. Les participants ont mentionné que ces appareils remplissaient bien les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.
- Les VBL III – Les participants ont réagi avec enthousiasme à l'achat et la livraison de véhicules blindés légers (VBL) qui ont par la suite été remplacés par des VBL 6.0, et y ont vu une amélioration importante des capacités du Canada en matière de véhicules d'infanterie.
- Les services en santé mentale – Les participants ont formulé des commentaires de nature générale sur le fait qu'il y avait eu des améliorations importantes en ce qui concerne l'accès aux services de soins en santé mentale et la qualité de ces services pour les membres actifs et les vétérans des FAC.
- Les interventions pour mettre fin au harcèlement sexuel au sein des forces armées – Certains participants étaient d'avis que des progrès avaient été réalisés à ce chapitre, mais ont toutefois reconnu qu'il restait encore beaucoup de travail à faire.

Interrogés sur ce qui pourrait être amélioré, les participants ont parlé principalement d'équipement individuel. Quelques-uns ont mentionné des situations où on avait eu recours à des activités de financement pour se procurer des uniformes de militaires qui auraient dû être fournis par le

gouvernement du Canada. D'autres ont parlé de déploiements où on leur avait fourni de l'équipement, y compris des armes, considéré comme complètement désuet. Par exemple, certains se rappelaient avoir utilisé un Browning 9 mm, une arme semi-automatique datant de la guerre de Corée et qui était en service depuis 1935, malgré qu'ils aient entendu dire que d'autres unités canadiennes utilisaient le Sig Sauer, une arme courte de modèle plus récent. Les participants s'entendaient généralement pour dire que ces problèmes pourraient être attribuables à un processus d'approvisionnement qui laisse à désirer et qui, de l'avis de certains, accorde plus d'importance aux économies d'achat qu'aux besoins des militaires.

D'après les participants, le gouvernement du Canada ne s'était pas attaqué aux problèmes d'approvisionnement de façon proactive, mais avait plutôt adopté une approche réactive qui manque de prévoyance. Ils avaient l'impression que celui-ci n'accordait pas suffisamment d'importance à équiper adéquatement les militaires canadiens et ont décrit l'équipement comme archaïque et le processus d'approvisionnement, lent et inefficace. Selon eux, un des problèmes majeurs était les longs délais, de la soumission jusqu'à la réception des marchandises, lesquels pouvaient atteindre dix ans ou plus. D'autres ont parlé du rôle des civils dans le processus d'approvisionnement et ont souligné que le roulement du personnel militaire affecté à cette tâche menait à un manque de continuité et une perte des connaissances.

Au fil de la conversation, nous avons demandé aux participants quels étaient les principaux enjeux qui affectaient les FAC et que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité. Quelques-unes des préoccupations soulevées antérieurement ont été réitérées dans les réponses, notamment celles-ci :

- Accroître le financement des Forces armées canadiennes
- Remplacer les équipements militaires désuets ou inutilisables
- Améliorer la capacité militaire en ajoutant du personnel et des ressources
- Nommer des hauts dirigeants compétents à la tête de l'organisation
- Réduire les coûts et améliorer l'efficacité en remplaçant les contrats civils par du personnel militaire

Sur le dernier point, plusieurs participants étaient d'avis que les FAC avaient subi des pertes importantes sur le plan des compétences en confiant les mandats d'entretien à des entreprises dirigées par des civils. Ils craignaient qu'il soit difficile de renforcer ces capacités, mais croyaient également que cela permettrait d'offrir des postes et un parcours professionnel à des militaires devenus invalides ou qui sont inaptes à reprendre un service actif.

Les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler des mesures que le gouvernement du Canada avait prises ou prévoyait prendre pour s'attaquer aux enjeux susmentionnés, à l'exception de deux d'entre elles : l'augmentation des capacités de défense du Nord canadien avec le NORAD et la promotion de la diversité ethnique au sein des FAC. Quant à savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne les priorités énumérées par les participants, les avis étaient partagés. La majorité avait l'impression que les décisions en matière d'approvisionnement pour la défense étaient influencées par des considérations politiques et que pour avancer dans la bonne direction, le gouvernement du Canada se devait de dépolitiser son approche et de redoubler d'efforts pour garder les militaires en leur procurant l'équipement dont ils ont besoin.

Racisme et inconduite au sein des Forces armées canadiennes

La plupart des participants s'entendaient pour dire que le racisme n'est plus aussi répandu dans les FAC qu'il aurait pu l'être dans le passé. Ils ont toutefois reconnu que la norme concernant ce qui constitue du racisme et ce qui est considéré comme étant raciste a évolué avec le temps. Les commentaires formulés par les vétérans suggèrent que les injures racistes qui ont été ignorées dans le passé, à la fois par les dirigeants et les victimes ou les personnes qui ont reçu ces injures, ne seraient plus acceptables aujourd'hui. D'autres ont mentionné que même s'ils ne voyaient pas beaucoup de comportements racistes et croyaient que la plupart des membres des FAC s'opposeraient à toutes manifestations de racisme, ces situations pouvaient toujours se produire d'une manière qui n'est pas toujours apparente. Ils se sont demandé si le racisme pouvait être considéré comme plus répandu du point de vue des groupes dignes d'équité au sein des FAC. Néanmoins, la majorité des participants s'entendaient pour dire que le racisme ou les préjugés racistes dans les FAC ne constituaient pas un problème particulièrement urgent.

Les participants avaient l'impression que le gouvernement fédéral s'était activement et adéquatement attaqué au problème du racisme dans les Forces par le biais de diverses initiatives, notamment en offrant d'autres options et mécanismes à ses membres pour leur permettre de signaler les cas de harcèlement ou de déposer un grief. Plus particulièrement, ils étaient favorables à ce qu'on permette aux militaires de contacter une personne à l'extérieur de leur chaîne de commandement et, dans certains cas, à l'extérieur des forces pour déposer une plainte. Les participants s'entendaient pour dire que cette solution offrirait aux plaignants un environnement plus sécuritaire et protégerait leur identité, réduisant du même coup les risques de représailles de la part des officiers supérieurs.

Affectations et progression de carrière

Les participants ont pris part à une brève discussion sur les affectations et la progression de carrière. Lorsque nous leur avons demandé s'il était raisonnable pour ceux qui veulent une promotion de se voir affecter ailleurs ou s'ils devraient pouvoir progresser dans leur carrière à un seul endroit, la plupart ont choisi cette dernière option. Ils s'entendaient pour dire que les militaires devraient pouvoir refuser des promotions et des affectations pour s'établir à un seul endroit sur une base permanente. D'autres ont mentionné que les militaires du rang, jusqu'à un certain grade, n'étaient généralement pas tenus de déménager, bien qu'ils aient néanmoins la possibilité d'acquérir de l'expérience à des postes de direction et de grimper les échelons au sein des forces armées. Quelques-uns ont indiqué que l'obligation de déménager dépendait probablement plus du poste que de la personne ou du militaire.

Blessures de stress post-traumatique

Tous les participants s'entendaient pour dire que les blessures de stress post-traumatique (BSPT) représentaient un enjeu majeur, et ont fait valoir que la façon d'aborder le problème dans les forces armées avait changé considérablement et de façon positive au fil des ans. Plusieurs ont souligné que le stress pouvait être causé par divers facteurs et que les BSPT pouvaient affecter les membres des FAC en service dans les zones de conflit et ceux en mission à durée prolongée, peu importe le niveau de

danger auquel ils sont exposés. Les participants s'entendaient généralement pour dire que les symptômes de BSPT pouvaient prendre plusieurs années, voire même plusieurs décennies avant de se manifester, après que les militaires aient quitté le service actif. Dans ce contexte, certains ont souligné l'importance d'offrir aux vétérans des services de counseling pour faire la transition vers la vie civile.

Tous les participants étaient d'avis que le ministère de la Défense nationale (MDN) et Anciens Combattants Canada (ACC) avaient fait des progrès considérables en faisant de la santé mentale des militaires et des vétérans une priorité, et en permettant à ceux ayant reçu un diagnostic de trouble de santé mentale de recevoir les traitements nécessaires. La plupart croyaient également que le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie en ce qui concerne le traitement des troubles de santé mentale et des blessures de stress post-traumatique des membres actifs et des anciens membres des FAC. Ils étaient toutefois d'accord pour dire qu'on pouvait faire mieux, surtout en ce qui concerne les programmes destinés aux militaires actifs. Certains avaient l'impression que les services de soins en santé mentale étaient offerts uniquement lorsque les problèmes étaient devenus graves, et que les traitements préventifs devraient être offerts plus rapidement pour produire des effets plus bénéfiques et des résultats plus probants.

Logement et itinérance

Pour les participants, le coût du logement et de la vie en général est un enjeu extrêmement important pour les membres actuels et anciens des FAC. Les vétérans et les militaires actifs ont critiqué les facilités de logement dans les forces armées, faisant valoir que certains membres des FAC affectés dans cette région vivent dans des tentes en raison de la pénurie de logements disponibles ou des coûts élevés pour se loger sur l'île de Vancouver. D'autres ont également mentionné qu'on encourageait les nouveaux arrivants à la base de Comox qui avaient de la difficulté à dénicher un logement abordable à contacter Habitat pour l'humanité. De plus, les logements disponibles étaient généralement décrits comme étant chers et mal entretenus.

La majorité des participants s'entendaient pour dire que les logements étaient hors de portée du militaire moyen et que l'enjeu devrait être une priorité pour le gouvernement du Canada et les hauts dirigeants des FAC.

L'itinérance chez les vétérans a également été perçue comme un grave problème. Certains ont raconté leurs expériences personnelles, y compris un vétéran qui a confié avoir été sans abri pendant neuf mois, et vécu avec sa conjointe et leurs enfants dans une camionnette durant cette même période. Les participants étaient satisfaits de l'aide qu'ils avaient reçue d'Anciens Combattants Canada (ACC), mais croyaient que le phénomène de l'itinérance chez les vétérans allait en s'aggravant. Ils ont recommandé que des améliorations soient apportées dans les secteurs suivants :

- Offrir des services d'orientation avec un accent particulier sur les options de logement – Certains croyaient que ces services devraient inclure un accès aux services d'agents immobiliers et d'autres professionnels pour faciliter la transition vers la vie civile.
- Augmenter le nombre de logements familiaux privés pour les militaires en service.

- Mettre en place des programmes de transition pour les militaires qui prennent leur retraite ou qui sont libérés des FAC.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant des soutiens offerts par le gouvernement du Canada aux vétérans qui font la transition vers la vie civile, les participants ont surtout fait référence aux programmes offerts par des groupes et des organisations extérieures au gouvernement. Pour faciliter cette transition, ils ont suggéré d'offrir des services comme le Service de préparation à une seconde carrière (SPSC) sur une base annuelle à tous les intéressés, peu importe le grade, plutôt que juste avant leur départ. Les participants s'entendaient aussi pour dire que ce type de programme était trop générique et qu'il serait plus utile s'il était adapté aux individus et à leurs circonstances.

Prestations et services offerts aux vétérans

Sauf pour les subventions et les bourses d'études, les participants n'étaient au courant d'aucun autre investissement fédéral dans les cinq dernières années pour de nouvelles prestations et de nouveaux services pour les vétérans et leurs familles.

Plusieurs avaient reçu des prestations d'invalidité et des services de réadaptation d'Anciens Combattants Canada (ACC) et ont parlé de leur expérience. Pour certains, il s'agissait d'une expérience positive, en raison notamment de la facilité avec laquelle ils avaient obtenu ces prestations d'ACC. D'autres se sont montrés plus critiques en affirmant que l'information sur les programmes et les services était difficile à trouver et que le processus pour recevoir des traitements à la suite d'une blessure était long et ardu. Les vétérans ont parlé des pressions financières et des difficultés qu'ils avaient éprouvées en attendant l'approbation pour les prestations d'invalidité ou le soutien pour le logement, et des conséquences pour eux sur le plan financier et émotionnel. Même si certains étaient reconnaissants pour les montants qu'ils avaient obtenus du Régime d'assurance-revenu militaire (RARM), ils ont indiqué que l'invalidité, combinée à l'itinérance, avait pour effet d'épuiser les économies de nombreux vétérans. Ils ont également souligné le fait que la plupart des vétérans ne pouvaient pas accéder à la propriété et se constituer un avoir en vue de leur retraite de la même façon que d'autres Canadiens peuvent le faire.

Jour du Souvenir

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient des commémorations qui ont lieu le jour du Souvenir et si celles-ci devraient être élargies pour y inclure beaucoup plus au sujet de ceux et celles qui ont servi après la guerre de Corée, pendant la guerre froide, en Afghanistan, dans le cadre de missions de maintien de la paix, de missions au pays, etc. La plupart étaient à l'aise avec l'approche actuelle pour célébrer le jour du Souvenir et s'accordaient pour dire que les commémorations incluaient largement ceux et celles qui avaient servi dans le cadre de missions plus récentes ainsi que dans la première moitié du 20^e siècle. Les participants étaient également d'avis que les services et les commémorations du jour du Souvenir avaient plus souvent un aspect communautaire et que, par conséquent, le changement de nature de ces commémorations concernait moins le gouvernement fédéral et davantage ceux qui supervisaient ces événements au niveau communautaire.

Jeunes autochtones pris en charge (Autochtones de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Un groupe composé d'Autochtones du Québec a abordé des questions touchant les jeunes autochtones pris en charge dans le contexte du projet de loi C-92. Interrogés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de ce projet de loi, peu ont répondu par l'affirmative et aucun n'a pu fournir de détails. Pour clarifier le tout, nous avons informé les participants que la loi a été élaborée conjointement avec les Autochtones, les partenaires provinciaux et territoriaux, et qu'elle visait à :

- *Affirmer les droits des Premières Nations, des Inuits et des Métis d'exercer leur autorité sur les services à l'enfance et à la famille;*
- *Établir des principes nationaux tels que l'intérêt supérieur de l'enfant, la préservation des traditions culturelles historiques et la lutte contre les inégalités;*
- *Contribuer à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;*
- *Donner aux Autochtones l'occasion de choisir leurs propres solutions pour les enfants et les familles de leur communauté.*

Après avoir reçu de l'information supplémentaire, certains craignaient que bien s'il s'agissait selon eux d'un pas dans la bonne direction, le projet de loi ne reconnaissait pas les réalités individuelles des différentes communautés autochtones. À ce sujet, les participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait élaborer des lois en collaboration et en consultation continue avec chacune de ces communautés, selon leurs besoins particuliers. Plusieurs s'entendaient également pour dire qu'il devrait y avoir une meilleure collaboration entre le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux pour mieux soutenir les communautés autochtones.

Pour poursuivre la discussion, nous avons présenté aux participants une liste de quatre résultats possibles de ce projet de loi :

- *Elle peut aider les enfants autochtones à rester dans leur famille et leur communauté;*
- *Pour les enfants actuellement pris en charge, elle peut les aider à retourner dans leur famille;*
- *Elle priorise l'importance pour les enfants autochtones de rester en contact avec leur langue, leur culture et leur communauté;*
- *Les enfants ne peuvent pas être retirés de leur famille uniquement en raison de difficultés liées aux finances, à la santé ou au logement.*

La plupart des participants ont réagi favorablement aux initiatives qui aident les enfants autochtones à rester dans leur famille et leur communauté, et aux enfants pris en charge à retourner dans leur famille. Plusieurs étaient d'avis que peu importe l'origine ethnique ou culturelle, le fait de transférer un enfant d'une famille à l'autre provoque des traumatismes inutiles et des répercussions durables qu'il ne faut pas prendre à la légère. Quelques-uns ont parlé de leurs expériences personnelles. Ils ont expliqué

qu'on leur avait retiré leurs enfants et ont exprimé leur frustration quant à la façon dont ils avaient été traités par les services sociaux. Les participants étaient en grande partie d'avis que cette situation résultait de la discrimination systémique envers les parents autochtones et croyaient fermement qu'un changement s'imposait.

Les réactions envers l'objectif qui consiste à prioriser l'importance pour les enfants autochtones de rester en contact avec leur langue, leur culture et leur communauté étaient plus mitigées. Plusieurs estimaient que cette initiative était plutôt floue et se sont demandé comment elle serait mise en œuvre et quelle surveillance serait exercée pour s'assurer qu'elle le soit. Par conséquent, les participants ont souligné la nécessité de déployer des efforts tangibles à cet égard, comme fournir aux enfants autochtones les ressources et les programmes appropriés pour maintenir ces contacts.

Bien que la plupart des participants aient réagi favorablement à l'engagement de ne pas retirer les enfants de leur famille uniquement en raison de difficultés liées aux finances, à la santé ou au logement, plusieurs étaient préoccupés de voir que d'autres motifs (comme la toxicomanie) souvent invoqués pour justifier le retrait des enfants autochtones ne figuraient pas dans cette liste. Certains ont mentionné que les traumatismes et les expériences du passé avec les autorités fédérales avaient miné la confiance de plusieurs communautés envers le gouvernement du Canada, en plus de soulever des doutes à l'égard de telles initiatives. Même si l'ensemble des participants ont reconnu qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, plusieurs ont ajouté qu'il faudrait procéder avec prudence et assurer une surveillance continue pour qu'un véritable changement ait lieu.

Dans l'ensemble, la plupart croyaient que les objectifs du projet de loi étaient positifs, du moment que le gouvernement fédéral respecte sa promesse d'apporter d'importantes modifications législatives et de le faire d'une manière qui reconnaît les expériences vécues par les Autochtones. Certains participants ont expliqué qu'il leur faudrait en apprendre davantage au sujet du projet de loi pour mieux le comprendre avant de déterminer s'il représente un changement positif ou négatif. Les quelques-uns qui avaient une opinion défavorable ont mentionné qu'on devrait donner aux communautés l'autonomie nécessaire pour mettre sur pied leurs propres services de protection de l'enfance, plutôt que de laisser le gouvernement fédéral s'en occuper.

Même s'ils s'entendaient pour dire que cette législation améliorerait les services à l'enfance et à la famille, l'ensemble des participants étaient d'avis que son succès dépendait de plusieurs facteurs, et qu'il faudrait notamment :

- Élaborer des approches adaptées aux besoins de chaque communauté autochtone – Plusieurs s'opposaient au concept de « solution globale » et ont réitéré que chaque communauté avait besoin d'une approche adaptée et d'un suivi sérieux. Certains ont exprimé l'opinion que des griefs historiques étaient à l'origine des traumatismes vécus par leur communauté et que les services et ententes devraient refléter cette réalité.
- Assurer une collaboration active entre le gouvernement fédéral et les peuples autochtones – Certains ont souligné l'importance de créer des relations harmonieuses entre les deux parties. Les participants s'entendaient pour dire qu'à lui seul, le financement ne suffirait pas à améliorer les services et que les modalités de ces ententes devaient être établies en collaboration avec les peuples autochtones.

- Maintenir des relations durables entre le gouvernement fédéral et les communautés autochtones – Les participants ont expliqué que des relations stables et productives entre les deux parties serviraient les intérêts des futures générations d'Autochtones.

D'autres ont également reconnu l'utilité apparente pour les communautés autochtones d'unir leurs efforts pour défendre leurs intérêts afin qu'on réponde à leurs besoins. Ces participants ont expliqué qu'en faisant front commun, ces communautés se feraient mieux entendre du gouvernement fédéral.

Par la suite, les participants ont discuté d'un récent accord conclu entre le gouvernement du Canada et la Première nation de Cowessess dans le sud de la Saskatchewan concernant des mesures de soutien aux services à l'enfance et à la famille. Aucun n'avait entendu parler de cet accord avant la séance. Pour les aider à mieux comprendre, nous leur avons expliqué que dans le cadre de cet accord, le gouvernement du Canada investira 38,7 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour aider la Première nation de Cowessess à mettre en place son système de services à l'enfance et à la famille. Les participants ont bien accueilli cette initiative et plusieurs ont affirmé qu'il s'agissait du genre de soutien qu'ils s'attendaient à ce qu'on fournisse aux communautés autochtones. Quelques-uns étaient préoccupés et craignaient qu'on ajoute des dispositions pour encadrer l'utilisation de ce soutien financier. Quelques participants étaient d'avis que compte tenu des enjeux auxquels sont confrontées d'autres communautés autochtones en lien avec leurs besoins fondamentaux (comme l'eau potable), les sommes utilisées pour financer ce programme auraient pu être utilisées à meilleur escient.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada devrait conclure des accords similaires avec d'autres communautés autochtones, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Certains ont ajouté que les enfants autochtones représentaient l'avenir et qu'il fallait en faire une priorité. À ce sujet, certains ont réitéré que le processus pour atteindre ces ententes devrait être équitable et que chaque négociation devrait être menée dans le respect et dans le but de déterminer les besoins uniques de chaque communauté. Des participants craignaient qu'on privilégie certaines communautés plutôt que d'autres. Selon eux, le gouvernement fédéral devrait assurer l'uniformité des négociations et des ententes conclues.

Enjeux locaux (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents du nord de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont discuté d'un certain nombre de questions propres à leur région. Ces conversations ont porté à la fois sur les besoins économiques en général, ainsi que sur des préoccupations liées spécifiquement à certains secteurs, comme l'agriculture et l'exploitation minière.

Île-du-Prince-Édouard (jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants du groupe de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.), âgés de 18 à 24 ans, ont discuté d'un certain nombre de questions relatives à leur province. Pour commencer, ils ont été invités à indiquer les industries ou secteurs dans lesquels ils travaillaient ou étudiaient. Parmi ceux qui travaillaient à

l'heure actuelle, beaucoup étaient employés dans l'industrie de la restauration et de l'hôtellerie, bien que plusieurs aient précisé qu'ils aspiraient à faire la transition vers d'autres domaines, comme les soins de santé ou le secteur public. Un grand nombre d'entre eux poursuivaient actuellement des études postsecondaires. Parmi ces étudiants, certains avaient l'intention de faire carrière dans le domaine des soins de santé et des soins vétérinaires à la fin de leur programme, tandis que d'autres étaient plus incertains quant au secteur dans lequel ils espéraient travailler. Beaucoup pensaient qu'il existait de nombreuses possibilités à l'Î.-P.-É. et ont déclaré vouloir demeurer dans la province. Un petit nombre de participants pensaient différemment, déclarant qu'ils finiraient probablement par quitter l'Î.-P.-É. pour poursuivre des possibilités ailleurs.

En discutant des industries et des secteurs les plus importants pour leurs collectivités, beaucoup ont désigné le tourisme, la pêche et l'agriculture comme étant des moteurs économiques de premier plan à l'Î.-P.-É. Un certain nombre de participants estimaient que l'industrie de la pêche était particulièrement essentielle à l'économie de la province. Dans le même ordre d'idées, il a été mentionné que celle-ci avait fait preuve de souplesse au cours des dernières années, en s'efforçant d'introduire des pratiques plus durables et de créer des partenariats et des projets avec les peuples autochtones de la région. Aucun participant n'a toutefois indiqué qu'il souhaitait travailler dans ce domaine, affirmant qu'il existe de nombreux obstacles à l'entrée. Il s'agit notamment de la nécessité de posséder des liens familiaux dans le secteur, des coûts élevés liés aux bateaux, à l'équipement et à l'équipage, et de la petite fenêtre de temps pendant laquelle le secteur est actif chaque année. La discussion se concentrant sur l'industrie agricole, beaucoup ont exprimé leurs inquiétudes au sujet des fermes de pommes de terre et des agriculteurs. Il a été mentionné plus particulièrement que les problèmes récents découlant de la suspension par les États-Unis des importations de pommes de terre de l'Î.-P.-É. avaient été extrêmement dommageables pour l'agriculture de la province. Bien que la plupart des participants aient désigné l'agriculture comme un secteur essentiel pour l'avenir de l'Î.-P.-É., aucun n'a exprimé son intérêt à poursuivre une carrière dans ce domaine. Les coûts élevés et la nécessité de posséder des liens familiaux ont de nouveau été cités comme des obstacles à l'entrée, ainsi que la volatilité perçue du secteur, notamment en raison de la menace imminente des changements climatiques.

Lorsque nous leur avons demandé quels secteurs ou industries de l'Î.-P.-É. avaient le plus besoin de l'aide du gouvernement fédéral, l'agriculture a de nouveau été mentionnée par un certain nombre de participants. Plusieurs avaient l'impression que les agriculteurs et d'autres travailleurs agricoles de la province prenaient actuellement leur retraite à un rythme qui dépassait celui de leur remplacement. Le sentiment était que les jeunes semblaient moins enclins à travailler dans les fermes et préféraient poursuivre des possibilités professionnelles dans d'autres domaines. Certains étaient également conscients des répercussions découlant de la suspension des exportations de pommes de terre vers les États-Unis, laquelle, selon eux, a entraîné des pertes de dizaines de millions de dollars pour les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. Discutant d'autres domaines qui auraient besoin de soutien, certains ont également mentionné le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. On a estimé que de nombreuses entreprises de ce secteur avaient été lourdement touchées par la pandémie de COVID-19 et qu'elles auraient besoin d'une aide supplémentaire pour se rétablir.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu des nouvelles récentes concernant le commerce de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard. Nombreux étaient ceux qui avaient entendu dire que l'exportation de pommes de terre avait été temporairement interrompue à la fin de 2021 en raison de la découverte de la galle verruqueuse dans certaines cultures. Par conséquent, un grand nombre d'entre eux croyaient que le gouvernement provincial avait réagi en détruisant de nombreuses cultures touchées. Les participants étaient largement d'avis que cette maladie représentait principalement un problème esthétique sans risque pour le consommateur et que, si les pommes de terre étaient impropres à l'exportation, elles auraient quand même pu être utilisées au pays. Certains avaient entendu dire que la galle verruqueuse de la pomme de terre n'avait été trouvée que dans un petit nombre de champs et que la décision (américaine) d'arrêter complètement les importations de pommes de terre en provenance de l'Î.-P.-É. avait été une réaction disproportionnée. Un très petit nombre a déclaré ne pas être du tout au courant des nouvelles concernant les pommes de terre de l'Î.-P.-É. Pour favoriser la discussion, nous avons fourni aux participants les informations suivantes :

En octobre dernier, les États-Unis ont demandé à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), une agence du gouvernement du Canada, de suspendre la délivrance de certificats d'exportation pour les pommes de terre de l'Î.-P.-É. en raison de la plus récente détection de la galle verruqueuse de la pomme de terre. Le 22 novembre 2021, les États-Unis ont donné l'ordre à leurs agents frontaliers de refuser l'entrée des cargaisons de pommes de terre de l'Î.-P.-É., indépendamment de la certification de l'ACIA. En avril 2022, les exportations de pommes de terre vers les États-Unis ont repris.

Après avoir reçu cette clarification, tout en étant heureux d'apprendre que les exportations de pommes de terre de l'Î.-P.-É. avaient repris, tous les participants étaient d'avis que l'interdiction d'exporter des pommes de terre avait entraîné des répercussions négatives sur l'industrie agricole de la province et que cette question était d'une importance capitale. Beaucoup ont souligné la place prépondérante de la culture de la pomme de terre dans l'ensemble de l'industrie agricole et de l'économie de la province.

En ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement fédéral pour résoudre ce problème, les participants ont surtout émis des opinions négatives. Nombre d'entre eux ont estimé que celui-ci aurait dû fournir aux producteurs de pommes de terre un soutien financier pour compenser les pertes de revenus. Ils ignoraient les mesures prises par le gouvernement du Canada pour faire face à l'arrêt des importations par les États-Unis et estimaient qu'il aurait dû travailler avec les autorités américaines pour relancer le commerce plus rapidement. Un petit nombre d'entre eux ont déclaré avoir changé d'avis en apprenant que les États-Unis étaient responsables de la décision d'interrompre le commerce, estimant que ce n'était pas la faute du gouvernement fédéral ni celle du gouvernement provincial. Ces participants étaient toutefois d'avis que le gouvernement fédéral aurait pu faire preuve de plus d'ingéniosité pour trouver des débouchés intérieurs pour les pommes de terre qui ne pouvaient faire l'objet d'une exportation.

Nord de l'Ontario (résidents du nord de l'Ontario)

Les participants résidant dans le nord de l'Ontario ont engagé une brève discussion sur les industries qui importent dans leur région, en mettant l'accent sur l'exploitation minière et le Cercle de feu.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les industries et les secteurs les plus importants dans la région, beaucoup ont mentionné l'exploitation minière et d'autres domaines, comme la fabrication, l'agriculture et les soins de santé. En discutant de ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour mieux soutenir ces industries, les participants ont souligné la nécessité d'une plus grande présence fédérale sur le terrain dans le nord de l'Ontario et d'une aide financière supplémentaire pour ces secteurs. Beaucoup ont exprimé l'opinion que la majorité du soutien à ces industries était fourni par le gouvernement provincial, plutôt que par le gouvernement du Canada. Personne n'était au courant d'un quelconque soutien actuel fourni aux industries du nord de l'Ontario par le gouvernement fédéral.

Les participants se sont ensuite intéressés au Cercle de feu, une possibilité de développement minier située dans l'extrême nord de la province. Plusieurs se rappelaient en avoir entendu parler, indiquant qu'il s'agissait d'une région possédant d'importants gisements de minéraux précieux. Un certain nombre de participants avaient l'impression que les projets miniers dans le Cercle de feu nécessiteraient des investissements considérables en raison des défis en matière d'infrastructures liés à l'éloignement de cette région. Pour fournir des éclaircissements supplémentaires, les participants ont reçu les informations suivantes :

Le Cercle de feu est situé à environ 500 kilomètres au nord-est de Thunder Bay et couvre une superficie d'environ 5 000 kilomètres carrés. La région offre des possibilités à long terme pour ce qui est de la production des minéraux suivants : la chromite, le cobalt, le nickel, le cuivre et le platine.

Plusieurs ont réagi positivement en recevant cette information, estimant que cela pourrait procurer un certain nombre de perspectives économiques importantes dans les industries minières, de la construction, du transport et de la fabrication de la région. Un plus petit nombre était d'avis que l'impact économique du Cercle de feu pourrait s'étendre au-delà du nord de l'Ontario et servir de moteur économique pour toute la province.

En discutant des préoccupations liées à ce projet, les participants ont souligné un certain nombre de défis potentiels. Beaucoup avaient l'impression qu'il y avait déjà une pénurie de main-d'œuvre dans le nord de l'Ontario et se demandaient qui occuperait les nouveaux emplois nécessaires à l'exploitation de ces ressources. D'autres réponses ont souligné l'impact négatif potentiel de l'activité minière sur l'environnement, l'investissement dans ce projet de fonds qui pourraient être mieux dépensés ailleurs, ainsi que les difficultés logistiques et les coûts financiers liés au développement des infrastructures dans la région. D'autres ont mentionné l'importance de consulter les partenaires autochtones dans la planification du projet et exprimé le désir de voir une collaboration soutenue avec les dirigeants autochtones et des avantages tangibles pour les communautés autochtones à la suite de ce partenariat. Beaucoup ont estimé que les défis découlant de la portée et de l'ampleur de ce projet nécessiteraient la participation du gouvernement fédéral, et exigeraient probablement une coopération et une coordination accrues entre les gouvernements fédéral et ontarien, de même qu'avec les dirigeants locaux et autochtones.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – June 2022 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EDT)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Wed., June 1 st	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Quebec	Anglophones	MP
2	Tues., June 7 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	City of Toronto	General Population	DN
3	Wed., June 8 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Greater Toronto and Hamilton Area (excluding City of Toronto)	Chinese Diaspora	DN
4	Thurs., June 9 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Small/Mid-size Centres Alberta	Aged 35-54	TBW
5	Tues., June 14 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Lower Mainland – British Columbia	Received 2 Doses of COVID-19 Vaccine	TBW
6	Wed., June 15 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT)	Prince Edward Island	Youth, aged 18-24	TBW
8	Tues., June 21 st	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Northern Ontario	General Population	TBW
9	Wed., June 22 nd	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Major Centres Prairies	Filipino Diaspora	TBW
10	Thurs., June 23 rd	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Vancouver Island	Active Military Members/Veterans	DN

11	Tues., June 28 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT)	Southwestern New Brunswick	General Population	DN
----	------------------------------	-----------	-----------------	----------------------------	--------------------	----

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm
A marketing, branding or advertising agency
A magazine or newspaper
A federal/provincial/territorial government department or agency

THANK AND END
THANK AND END
THANK AND END
DO NOT END FOR GROUP 10

A political party
 In public/media relations
 In radio/television
 No, none of the above

THANK AND END
THANK AND END
THANK AND END
CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS, EXCEPT GROUP 10:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Quebec	<p>Cities/municipalities/towns include (but are not limited to):</p> <p>Higher populations of Anglophones in the following: <u>Montreal</u>: Montreal, Cote-Saint-Luc, Pointe-Claire, Mont-Royal, Westmount, Kirkland, Beaconsfield, Dorval, Hampstead, Montreal-Ouest, Montreal-Est, Sainte-Anne-de-Bellevue. <u>Pontiac</u>: Mansfield-et-Pontefract, Shawville, l’Isle-aux-Allumettes, Clarendon, Bristol. <u>Estrie/Eastern Townships</u>: Bromont, Compton, Cowansville, Granby, Lac-Megantic, Lambton, Magog, North Hatley, Orford, Richmond, Saint-Camille, Sherbrooke.</p> <p>NO MORE THAN 4 IN GMA. NO MORE THAN 1 PER BOROUGH/MUNICIPALITY/NEIGHBOURHOOD. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
City of Toronto	<p>City includes: City of Toronto.</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Greater Toronto and Hamilton Area (excluding City of Toronto)	<p>Cities include:</p> <p>Higher Chinese populations in York Region in Markham and Richmond Hill.</p> <p><u>City of Hamilton</u>. <u>Region of Halton</u>: Oakville, Burlington, Milton, Halton Hills.</p>	CONTINUE – GROUP 3

	<p><u>Region of Peel</u>: Mississauga, Brampton, Caledon. <u>Region of York</u>: Markham, Vaughan, Richmond Hill, Stouffville, Aurora, King, Newmarket, East Gwillimbury, Georgina. <u>Region of Durham</u>: Pickering, Ajax, Whitby, Oshawa, Clarington, Scugog, Uxbridge, Brock.</p> <p>AT LEAST 1 PARTICIPANT FROM EACH REGION. NO MORE THAN ONE PER CITY. NO MORE THAN 4 FROM YORK REGION. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	
Small/Mid-size Centres Alberta	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Small population = <50,000 Spruce Grove, Leduc, Lloydminster (AB), Fort Saskatchewan, Chestermere</p> <p>Mid-size population = <100,000 Red Deer, Lethbridge, Wood Buffalo, Airdrie, Medicine Hat, Grande Prairie</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF SMALL/MID-SIZE CENTRES. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Lower Mainland	<p>Cities include: Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody.</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 5
Prince Edward Island	<p>Cities could include (but are not limited to): Charlottetown, Summerside, Stratford, Cornwall.</p> <p>MAX 4 PARTICIPANTS FROM CHARLOTTETOWN. NO MORE THAN TWO PER OTHER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 6
Northern Ontario	<p>Cities could include (but are not limited to): Sudbury, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, North Bay,</p>	CONTINUE – GROUP 8

	<p>Timmins, Kenora, West Nipissing, Elliot Lake, Temiskaming Shores, Kapuskasing, Dryden</p> <p>NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
Major Centres Prairies	<p>Cities include: <u>Manitoba:</u> Winnipeg, Brandon. <u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Vancouver Island	<p>Cities could include (but are not limited to): Esquimalt, Comox, Nanoose Bay, Victoria, Nanaimo, Courtenay, Campbell River, Parksville, Duncan, Port Alberni, Lady Smith, Sooke.</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 10
Southwestern New Brunswick	<p>Cities/towns include (but are not limited to): Saint John, Quispamsis, Rothesay, Hampton, Sussex, St. Andrews, Saint George, Saint Stephen.</p> <p>MAX 5 PARTICIPANTS FROM SAINT JOHN. NO MORE THAN ONE FROM EACH OTHER CITY/TOWN. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/TOWNS SURROUNDING SAINT JOHN.</p>	CONTINUE – GROUP 11

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** What language did you first learn as a child and still speak proficiently today?

English	CONTINUE
French	THANK AND END
Other	THANK AND END

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4. **ASK ONLY IF GROUP 3** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Chinese?

Yes **CONTINUE TO Q.4a**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 3** Where did you and/or your family immigrate from?

Hong Kong **CONTINUE**

Mainland China **CONTINUE**

Taiwan **CONTINUE**

Singapore **CONTINUE**

Malaysia **CONTINUE**

Vietnam **CONTINUE**

Other, please specify: _____ **CONTINUE**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BY COUNTRY/REGION OF IMMIGRATION.

5. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Filipino?

Yes **CONTINUE TO Q.6**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6. **ASK ONLY IF GROUP 3 or 9** Were you born in Canada?

Yes **SKIP TO Q.9= GROUP 3 or 9**

No **CONTINUE TO Q.6a**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. **ASK ONLY IF GROUP 3 or 9** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE – GROUP 3 or 9
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

7. **ASK ONLY IF GROUP 5** Which of the following statements best describes your current COVID-19 vaccination status?

I have not received any doses of a COVID-19 vaccine yet	THANK AND END
I have received my first dose of a COVID-19 vaccine	THANK AND END
I have received two doses of a COVID-19 vaccine	CONTINUE
I have received three or more doses of a COVID-19 vaccine	THANK AND END
Prefer not to answer	THANK AND END

8. **ASK ONLY IF GROUP 10** Are you currently, or were you previously, a member of the Canadian Armed Forces (CAF)?

Yes, I am currently an active member of the Canadian Armed Forces	CONTINUE
Yes, I am a veteran	CONTINUE
No	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY ACTIVE MEMBERS AND VETERANS.

9. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18 – 24	IF PRINCE EDWARD ISLAND = GROUP 6 IF SMALL/MID-SIZE CENTRES ALBERTA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25 – 34	IF SMALL/MID-SIZE CENTRES ALBERTA = THANK AND END IF PRINCE EDWARD ISLAND = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
35 – 44	IF SMALL/MID-SIZE CENTRES ALBERTA = GROUP 4 IF PRINCE EDWARD ISLAND = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
45 – 54	IF SMALL/MID-SIZE CENTRES ALBERTA = GROUP 4 IF PRINCE EDWARD ISLAND = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
55+	IF SMALL/MID-SIZE CENTRES ALBERTA = THANK AND END IF PRINCE EDWARD ISLAND = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.
ENSURE A GOOD MIX OF THOSE BETWEEN 35-44 AND 45-54 FOR GROUP 4.**

10. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

11. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 3 & GROUP 9** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous
 Other (specify)
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

12. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 10** Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
 Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
 Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
 Arts, Entertainment and Recreation
 Construction
 Educational Services
 Finance and Insurance
 Health Care and Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student
 Retired
 Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.

13. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

14. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

15. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

16. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

17. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

18. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

19. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.23**

20. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

21. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

22. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

23. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

EDUCATION LEVEL WILL SKEW LOWER FOR GROUP 6.

24. Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

25. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?
Yes
No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.



Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – juin 2022
Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
7	16 juin	18 h-20 h	18 h-20 h	Région du Bas-Saint-Laurent – Québec	Aînés de 55 ans ou plus	M. Proulx
12	29 juin	18 h-20 h	18 h-20 h	Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	Peuples autochtones	M. Proulx

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Région du Bas-Saint-Laurent	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>La Pocatière, Métis-sur-Mer, Pohénégamook, Rimouski, Dégelis, Trois-Pistoles, Rivière-du-Loup, Témiscouata-sur-le-Lac, Amqui, Causapscal, Mont-Joli, Saint-Pascal, Matane, Saint-Antonin.</p> <p>PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</p>	CONTINUER – GROUPE 7
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grandes villes = Population 100,000+ <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Quebec City, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>Taille moyenne = Population 50,000-100,000 <u>Pour les villes de taille moyenne</u> : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay,</p>	CONTINUER – GROUPE 12

	Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. RECRUTER QUATRE PERSONNES POUR LES GRANDES VILLES ET QUATRE PERSONNES POUR LES VILLES DE TAILLE MOYENNE.	
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	SI RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT = REMERCIER ET CONCLURE TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	+ RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT = GROUPE 7 (AÎNÉS) TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

5. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 12** Vous identifiez-vous comme étant une personne autochtone?

Oui **POSER LA Q6a**
 Non **REMERCIER ET CONCLURE**
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 12** Vous identifiez-vous comme étant une personne...?

Des Premières Nations **CONTINUER**

Métisse **CONTINUER**

Inuite **CONTINUER**

Aucune des réponses qui précèdent **REMERCIER ET CONCLURE**

6. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

7. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE.**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

LES AÎNÉS DU GROUPE 7 POURRAIENT ÊTRE PLUS SOUVENT RETRAITÉS.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. **NE PAS DEMANDER POUR LE GROUPE 12** Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

LES AUTOCHTONES DU GROUPE 12 SERONT AUTOCHTONES.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE



Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – June 2022 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-25 minutes) All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Quebec Anglophones What other news have you seen, read, or heard concerning English speakers in Quebec?

Drug Decriminalization GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine, Northern Ontario

- Has anyone heard anything about drug decriminalization in [British Columbia/Canada]?

PROMPT AS NECESSARY: The Government of Canada has approved [B.C.'s request/a request from British Columbia] to decriminalize possession of small amounts of drugs, [in an effort to reduce stigma associated with drug use and help save lives/and has left the door open for other provinces to do the same if they choose to]. Drug users who purchase above the threshold limit [are at risk of arrest and having their drugs confiscated/would continue to be arrested and have their drugs confiscated].

ONLY IF ASKED:

- The exemption is from January 1, 2023 to January 1, 2026.
- People in B.C. possessing under 2.5g of cocaine, meth, MDMA, and opioids will not be arrested or charged.
- What are your reactions to this news?

- **GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** What impacts do you expect this to have?
- **GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** Should the Government of Canada have approved this request? Is this the right approach to take?
- **Northern Ontario** Would you support your province or city decriminalizing possession in a similar way?
- **Northern Ontario** In the case of British Columbia, individuals who are found possessing small amounts of drugs are re-directed to healthcare or addiction resources instead of being arrested, and the plan includes increased funding for these resources to help with addiction. Does knowing this change your impression of the plan to decriminalize?
- **Northern Ontario** Are there other things the Government of Canada should do to help with addiction and drug use issues in northern Ontario?

Unity/Divisions in Canada Small/Mid-size Centres Alberta

- Are Canadians mostly divided or mostly united on the important issues facing our country?
 - What are some important issues that Canadians mostly agree on?
 - What are some important issues you think Canadians are mostly divided on?
 - How do you know?
- Are Canadians more divided today than in the past? Why?
 - IF YES: When did these divisions first become worse?
 - What are the main causes of these divisions?
 - IF NOT MENTIONED: Has the pandemic made divisions worse? Why/why not? How?
- Are divisions in Canada concerning to anyone? Why/why not?
- Should the Government of Canada do anything to address divisions within Canada? If yes, what?

Open Net-Pen Salmon Farming Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine

- Has anyone heard anything about any Government of Canada actions related to open net-pen salmon farming?

PROMPT AS NECESSARY: The Government of Canada has indicated it is working with the province of British Columbia and Indigenous communities on a responsible plan to transition from open net-pen salmon farming in coastal British Columbia waters by 2025.

- Has anyone heard about this?

NOTE TO MODERATOR: Open net-pen fish farms are an aquacultural method where large cages or nets are placed in coastal waters or freshwater lakes to farm large amounts of fish, including salmon.

- How important of an issue is this? That is, do you think this should be a priority for the Government of Canada?
 - IF NO: Why do you think it should not be a priority for the Government of Canada?

Social Media Prince Edward Island Youth

- Has anyone ever seen, read, or heard any news about the Government of Canada over social media platforms before? Do you remember what the news was and where you saw it?
- Which social media platforms, if any, do you use for news (any news, not just related to the Government of Canada)?
 - Do any of you follow any news outlets on social media?
 - IF YES: Which ones?

Quebec Bill 96 Quebec Bas-Saint-Laurent Region Seniors, Mid-size and Major Centres Quebec Indigenous Peoples

- Has anyone seen, read, or heard anything recently about Bill 96, adopted by the provincial government of Quebec, or as some may know as the amendment of the Constitution to recognize Quebec as a nation and French as its only official and common language?
 - IF YES: What do you think of this Bill?
 - How should the Government of Canada respond, if at all?

Packaged Foods Labelling Plan Northern Ontario

- Has anyone heard anything about the Government of Canada’s plan to require packaged foods high in sugar, salt, or saturated fat to display a warning label?
 - How about this kind of warning label specifically for ground meat?

PROMPT AS NECESSARY:

The Government of Canada is scheduled to publish its packaged food labelling plan in the coming weeks. Some are concerned that some ground meat would require a “high-in-saturated fats” label and are calling for an exemption for ground meat, while others say it’s important to be transparent about the nutritional content of items so households can make informed choices.

- What do you think about this?
- Do you think ground meat should be exempt from the packaged food labelling plan? What makes you say that?

News Sources Major Centres Prairies Filipino Diaspora

- What are your primary sources for news? (e.g., TV news, radio, social media, friends/family)
 - Do you mostly get news from English language sources or in another language? Which languages?
 - How often do you turn to sources in other languages?
 - Do you mostly get news from Canadian media or media from another country? Which countries?
 - How often do you turn to media from another country?
- If you were looking for federal government news, where would you go to first? Why?

Military Announcements Vancouver Island Active Military Members and Veterans

- Has anyone heard about anything related to the Government of Canada’s Oceans Protection Plan?
 - IF YES: What do you think of this?
- Has anyone heard of any recent Government of Canada announcements related to the North American Aerospace Defense Command (NORAD)?

CLARIFY AS NEEDED:

The Government of Canada recently announced that it will spend \$4.9 billion over the next six years to bolster NORAD defence capabilities across the Arctic.

- What do you think of this?
- Is there anything else the Government of Canada should do in terms of ensuring we have strong NORAD capabilities?

Abortion Southwestern New Brunswick

- Have you heard anything recently about abortion access in Canada or the U.S.?
 - IF YES: What have you heard?

IF NECESSARY: Recently the United States Supreme Court overruled the landmark *Roe v. Wade* decision, holding that there is no longer a (U.S.) federal constitutional right to an abortion.

- Is this an issue that concerns you? What makes you say that?
- What are the biggest challenges related to reproductive rights or abortion access in Canada?
 - What about in New Brunswick?
- What ideally, should the Government of Canada do, if anything related to reproductive rights or abortion access?

PRIORITIES AND PERFORMANCE [- YOUTH] (15-55 minutes) Quebec Anglophones, City of Toronto, GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Prince Edward Island Youth, Northern Ontario, Major Centres Prairies Filipino Diaspora, Vancouver Island Active Military Members and Veterans, Southwestern New Brunswick, Mid-size and Major Centres Quebec Indigenous Peoples

Challenges Facing Anglophones in Quebec Quebec Anglophones

- What is it like, or how does it feel, to live as an English-speaker in a predominantly French-speaking province? Has this feeling ever changed?
 - IF YES: How so and what caused this to change?
- In your opinion, what is the single top issue affecting English-speakers living in Quebec today?
 - Can you please explain what this issue is? Why is it an issue?

- Why is this issue the most important? What are you most concerned about?
- What impacts, if any, will this issue have on you? What about your community? Province? What about your country?
 - Are there any other impacts this issue could have?
 - IF YES: What are they?
 - As things are going now, do you expect this issue to get better or worse over time? Why?
- Who is responsible for addressing this issue? Does the federal government have a role in addressing this issue?
 - IF YES: What role? What would you like to see the federal government do?
- Is this an issue the federal government should prioritize above other major issues (like cost-of-living, housing, or healthcare)? Why/why not?
- What would happen if the federal government did not address this issue?
- What would happen if the federal government did try and address this issue?
- What news have you recently seen, read, or heard about what the Government of Canada is currently doing to address this issue? What work, if any, is the federal government planning to do on this issue?
 - Does this go far enough? Why/why not?

Top Priorities Quebec Anglophones, City of Toronto, GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Prince Edward Island Youth, Northern Ontario, Major Centres Prairies Filipino Diaspora, Vancouver Island Active Military Members and Veterans, Mid-size and Major Centres Quebec Indigenous Peoples

- City of Toronto, Prince Edward Island Youth, Northern Ontario, Major Centres Prairies Filipino Diaspora, Vancouver Island Active Military Members and Veterans In your opinion, what are the top issues [in the City of Toronto/young people are facing/in northern Ontario/impacting the Filipino community/impacting CAF] that the federal government should be prioritizing?
- What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any [of these] issues [impacting English-speakers living in Quebec]?

- **City of Toronto, GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Prince Edward Island Youth, Northern Ontario, Major Centres Prairies Filipino Diaspora, Vancouver Island Active Military Members and Veterans, Mid-size and Major Centres Quebec Indigenous Peoples** What work, if any, is the federal government planning to do on these files?
- **Quebec Anglophones, City of Toronto, GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Prince Edward Island Youth, Northern Ontario, Major Centres Prairies Filipino Diaspora, Mid-size and Major Centres Quebec Indigenous Peoples** Are you aware of any other work the Government of Canada has done, or is planning to do, to help [English-speakers in Quebec/the City of Toronto/Chinese Canadians/young people/northern Ontario/the Filipino community/Indigenous Peoples living in Quebec]?
- On these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why [./why not]?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?

The Aging Population Southwestern New Brunswick

- IF NOT MENTIONED: What about the aging population – is this a big issue in New Brunswick?

According to the New Brunswick Institute for Research, Data and Training, New Brunswick has one of the oldest populations in the country, and in the next 20 years, the number of seniors in the province is expected to double.

- What are the biggest challenges, if any, that come with an aging population?
- Is having an aging population currently having an impact in New Brunswick?
 - IF YES: In which ways?
- What, if anything, would you like to see the Government of Canada do to address challenges related to an aging population?

Racism GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Mid-size and Major Centres Quebec Indigenous Peoples

- In your opinion, what are the top issues [Chinese Canadians/Indigenous Peoples] are facing that the federal government should be prioritizing?
- IF NOT MENTIONED: What about [anti-Asian racism/systemic racism towards Indigenous peoples]? How prevalent is [anti-Asian racism/this] in Canada?
- What work, if any, is the federal government doing to address [anti-Asian racism/systemic racism towards Indigenous Peoples]?
- When it comes to combating [anti-Asian racism/systemic racism towards Indigenous Peoples], is the federal government generally on the right or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- When it comes to engaging with [Chinese Canadians/Indigenous Peoples], would you say the federal government is generally on the right or wrong track?
 - What are better ways for the federal government to engage with [Chinese Canadians/Indigenous Peoples]?

Youth Prince Edward Island Youth

- When it comes to engaging with young people, would you say the federal government is generally on the right or wrong track?
 - What are better ways for the federal government to engage with young people?
 - IF NOT MENTIONED: What about using social media? Is social media a good tool to reach young people? What about TikTok?
 - How would you describe the Government of Canada's current performance of using social media as a tool to engage young people?

Canadian Armed Forces Vancouver Island Active Military Members and Veterans

Now I'd like to focus on issues affecting those currently serving or who have previously served in the CAF...

- Thinking about recent environmental events on the west coast, how concerned, if at all, are you about climate change?

- Do you think the CAF needs to do more or less to help Vancouver Island residents respond to climate-related impacts, or do you think the CAF is doing either too much or not enough?
- What about postings and career progression? For example, for those posted to Vancouver Island – do you think it's reasonable for those who want a promotion to be posted somewhere else, or do you think CAF members should be able to progress through their career in one location?
- In your opinion, what kind of issue is post-traumatic stress injury (PTSI) among current and former CAF members – is it a big issue?
- What work, if any, has the federal government done to address this issue?
- Overall, is the Government of Canada generally on the right track or the wrong track in addressing PTSI among current and former CAF members? What makes you say that?
- What should the Government of Canada do to address this issue?

FIREARMS (25-35 minutes) Quebec Anglophones, City of Toronto, GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Small/Mid-size Centres Alberta, Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine, Quebec Bas-Saint-Laurent Region Seniors, Southwestern New Brunswick

- How would you describe the level of gun crime in Canada?
- Based on what you may have read, seen, or heard, would you say that gun violence has been increasing, decreasing, or staying the same in your community?
 - IF GOING UP: Why do you think it's been going up?
 - What's behind gun crime? What are some of its causes?
- In general, based on what you know, do you feel the laws covering guns in Canada are strict enough, too strict, or not strict enough? Why?
- Has the Government of Canada ever done anything to address gun crime? Are they doing anything now?
 - Has anyone heard about proposed new firearm legislation?
 - IF YES: What have you heard?

CLARIFY AS NEEDED/SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has tabled new firearm-control legislation. The proposed legislation includes the following:

- **Implementing a national freeze on handguns** to prevent individuals from bringing newly-acquired handguns into Canada and from buying, selling, and transferring handguns within the country.
 - **Taking away the firearms licenses** of those involved in acts of domestic violence or criminal harassment, such as stalking.
 - **Fighting gun smuggling and trafficking** by increasing criminal penalties, providing more tools for law enforcement to investigate firearms crimes, and strengthening border security measures.
 - **Addressing intimate partner violence, gender-based violence, and self-harm involving firearms** by creating a new “red flag” law that [requires individuals considered a danger to themselves or others to surrender their firearms to law enforcement/would enable courts to require that individuals considered a danger to themselves or others surrender their firearms to law enforcement, while protecting the safety of the individual applying to the red flag process, including by protecting their identity. In addition, the Government of Canada will invest \$6.6 million to help raise awareness of the new law and provide supports to vulnerable and marginalized groups to navigate the provisions.
 - **Requiring magazines for long guns to be changed** so they can't carry any more than five rounds; sales of larger magazines would be banned.
- Quebec Anglophones, City of Toronto, GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Small/Mid-size Centres Alberta, Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine, Quebec Bas-Saint-Laurent Region Seniors What's your reaction to this? Would any of these measures have positive impacts?
 - Are there any measures that the federal government should not be pursuing? Why?
 - Would any of these measures affect you personally?
 - Thinking specifically about the freeze on handguns, do you have any questions or concerns about how this policy might be implemented?
 - Do you think the measures included in this legislation go far enough in seeking to address gun crime, or should more be done to control access to guns in Canada?
 - IF YES: What else should the federal government be doing?
 - Southwestern New Brunswick I'd like to go through each of these measures.

Southwestern New Brunswick *MODERATOR TO GO THROUGH AND ASK FOR EACH MEASURE:*

- **Southwestern New Brunswick** What's your reaction to this measure?
 - Is there anything you like about it?
 - Is there anything you dislike about it?
- **Southwestern New Brunswick** Would any of these measures affect you personally?

NORAD (10 minutes) **Quebec Anglophones, GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora, Small/Mid-size Centres Alberta, Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine, Prince Edward Island Youth, Quebec Bas-Saint-Laurent Region Seniors**

- Is anyone aware of an organization called NORAD?
 - To the best of your knowledge, what is NORAD responsible for?

CLARIFY AS NEEDED:

NORAD, or the North American Aerospace Defense Command, is a combined organization of the United States and Canada responsible for protecting the airspace above the two nations and providing warnings of any aerial threats targeting North America.

- Do you feel like these are important roles? Why or why not?
- Are there any changes that you think the Government of Canada should consider making when it comes to how to manage air defense in the current global environment?

CARBON PRICING (15 minutes) **City of Toronto, Small/Mid-size Centres Alberta, Northern Ontario, Major Centres Prairies Filipino Diaspora**

- Have you heard anything about the Government of Canada's plan on pricing carbon pollution? What can you tell me about carbon pricing?

CLARIFY AS NEEDED/SHOW ON SCREEN:

In 2016, the Government of Canada announced a plan to ensure a price on carbon pollution across the country, giving each province and territory the flexibility to develop a system that works for their circumstances, provided it meets the federal standard. In the five provinces that currently do not meet this standard – Ontario, Saskatchewan, Manitoba, New Brunswick and Alberta – the federal pricing system is in place.

All proceeds collected from the federal system in [Ontario/Alberta/Manitoba and Saskatchewan] stay in [Ontario/Alberta/each respective province] – 90% is returned directly to residents in the form of an incentive payment, with a typical household receiving [about/between roughly] [\$745/\$1,079/\$830 and \$1,100 depending on the province]. Until now, individuals have received this in their annual tax return. Starting this July, individuals will be receiving these payments 4 times a year.

Northern Ontario, Major Centres Prairies Filipino Diaspora The remaining 10% is invested in projects across communities, like making schools more energy efficient, that reduce the province's overall carbon emissions.

Northern Ontario, Major Centres Prairies Filipino Diaspora There is also carbon pricing in place for industries. Heavy emitters have to reduce emissions or risk paying extra for carbon pollution if they exceed their sector's emissions limit. The more the industry pollutes, the more it pays, which has proven to be the most efficient way to drive down emissions.

- **Major Centres Prairies Filipino Diaspora** IF NEEDED: A typical Manitoba household receives \$832 and a typical Saskatchewan household receives \$1101.
- What do you think about this plan?

CLARIFY AS NEEDED:

The Parliamentary Budget Officer found that 80% of households in affected provinces get more money back, in the form of incentive payments, than they spend on carbon pricing through their household purchases – for example, fuel for cars, gas to heat the home, etc.

- What are your reactions when you hear this?
- Does this approach seem fair?
- Does the carbon pricing system seem affordable?

HOUSING (20-30 minutes) **City of Toronto, Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine**

Housing Initiatives **City of Toronto**

- Budget 2022 has housing as a priority area. How important an issue is housing affordability?
- On housing affordability, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?

I'm now going to show you various housing initiatives included in the budget. There are a few different categories, and we'll go through each category individually.

POLL: Here is the first set. I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

Building New Homes

- A new Housing Accelerator Fund providing money to municipalities to build 100,000 new homes.
- Repurposing existing infrastructure budgets to prioritize the construction of additional new homes.
- Providing \$750 million in new public transit funding to municipalities that commit their own money to building new housing.
- An additional \$1.5 billion investment over two years for new affordable housing units for those experiencing homelessness or domestic violence.
- An additional \$2.9 billion over four years for the National Housing Co-Investment Fund, which creates new low-income housing and repairs existing low-income housing.
- An additional \$216 million to incentivize developers to build new rental units that charge less than the average rent in the areas they are built in.
- An additional \$500 million investment to expand co-operative housing in Canada, with a pledge to give an additional \$1 billion in loans to co-op housing projects.
- An additional \$150 million over two years for housing in the northern territories.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Would any of these personally impact you?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: Here is the second set. Again, select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Housing Affordability

- A Tax-Free First Home Savings Account allowing prospective first-time homebuyers to save up to \$40,000 tax-free to put towards their purchase.
- Doubling the existing First-Time Home Buyers' Tax Credit from \$5,000 to \$10,000.
- A one-time \$500 payment to Canadians facing housing affordability challenges.
- Expanding the First Time Home Buyers' Incentive to allow more flexibility and making it easier for single Canadians to access.
- An additional \$200 million to increase rent-to-own housing options.
- A \$562 million investment over two years in funding organizations addressing homelessness, plus \$62 million specifically to address homelessness among veterans.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Would any of these personally impact you?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: And here is the final set. Again, select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Protecting Canadians

- Ending blind bidding (*blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding*).
- Creating taxation penalties to stop landlords from doing 'renovictions' (*a renoviction occurs when a landlord evicts a tenant by claiming they will complete major renovations*).
- A ban on all non-Canadians buying residential properties in Canada for two years.
- New taxation rules to deter house flipping.
- Making assignment sales of new and renovated housing taxable to deter speculators from buying homes and leaving them vacant (*an assignment sale is when a seller sells their interest in a property before they take possession*).

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Would any of these personally impact you?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

Top Housing Issues Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine

Now I'd like to talk about housing...

- Has the Government of Canada done anything to address housing issues?
 - IF YES: What has it done?
- What are the top housing issues in the Lower Mainland?

FOR EACH ISSUE MENTIONED:

- And what are the solutions for this issue? What would you like to see the Government of Canada do to address this?

RELATIONSHIP WITH CHINA (20 minutes) GTHA (excluding City of Toronto) Chinese Diaspora

- How would you describe Canada's current relationship with China?
- How has this relationship changed?
- How do you expect this relationship to develop?
- What would you like to see Canada do with this relationship?
 - Should Canada try to build closer ties? Why/why not?
 - Should Canada try to deepen its trading relationship with China? Why/why not?

COVID-19 OUTLOOK/VACCINES (15-30 minutes) Small/Mid-size Centres Alberta, Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine, Prince Edward Island Youth, Quebec Bas-Saint-Laurent Region Seniors, Major Centres Prairies Filipino Diaspora

I'd like to talk about COVID-19 now...

- **Small/Mid-size Centres Alberta, Prince Edward Island Youth, Quebec Bas-Saint-Laurent Region Seniors** Do you think that the worst of COVID-19 is behind us, or do you think we can expect another wave?
 - **Prince Edward Island Youth** How concerned, if at all, are you about catching COVID-19?
 - **Small/Mid-size Centres Alberta** And thinking ahead to a year from now, do you think we'll no longer be in a pandemic, or do you think COVID-19 will still be an issue?
 - **Small/Mid-size Centres Alberta** With things opening up and the arrival of summer, more and more Canadians are traveling. Do you think the various COVID-19 travel requirements are still needed (these are things like proof of vaccination, masking at airports and on planes, random COVID-19 testing upon entry to Canada)? What makes you say that?
 - **Small/Mid-size Centres Alberta** Various public health measures have changed over the course of the pandemic (like mask mandates or capacity limits). Do changing public health measures affect your opinions about the benefits of COVID-19 vaccination? What makes you say that?
 - **Small/Mid-size Centres Alberta** Do you think it's important to prevent infection and serious illness through vaccination and boosters, or are you comfortable with the possibility of becoming infected?
 - **Small/Mid-size Centres Alberta** What safety concerns do you have about the COVID-19 vaccine, if any?
 - **Small/Mid-size Centres Alberta, Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** Are you concerned about the potential long-term impacts of vaccines?
 - PROBE FOR: What concerns you the most?
 - **Small/Mid-size Centres Alberta** In retrospect, are you comfortable with your decision to be vaccinated or not to be vaccinated? What makes you say that?
- Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** When we invited you to this group, all of you indicated you had received 2 doses of a COVID-19 vaccine.
- **Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** What made you decide to get vaccinated?

- **Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** Overall, are you comfortable with your decision to be vaccinated with 2 doses? What makes you say that?
- **Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** Do any of you have an appointment to get a third dose of the COVID-19 vaccine?
 - IF YES: Why did you decide to get a 3rd dose?
 - IF NOT: Do you plan to get a 3rd dose or not?
 - IF YES: When do you plan on getting the third dose? Is there a reason why you are holding off/haven't booked your appointment yet?
 - IF NO: What hesitations do you have about getting a 3rd dose?
- **Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** For those of you who are holding off or hesitant about getting a 3rd dose, are there questions about COVID-19 vaccines in general, or about the third dose specifically, that you would like answers to?
- **Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** What other information, if any, do you need to help you decide about getting a third dose?
- **Lower Mainland British Columbia Received Two Doses of COVID-19 Vaccine** Whether you have plans to get a 3rd dose or not, what safety concerns do you have about the COVID-19 vaccine, if any?
- **Prince Edward Island Youth** How would you describe the Government of Canada's handling of the pandemic?
- **Prince Edward Island Youth** Do you think COVID-19 travel requirements are still needed (e.g., proof of vaccination or masking at airports and on planes)? Why/why not?
- **Prince Edward Island Youth** How would you describe the impacts public health measures have had in Canada?
- **Prince Edward Island Youth** Would you support or oppose re-introducing public health measures if there were another outbreak?
- **Quebec Bas-Saint-Laurent Region Seniors** Do you think COVID-19 is generally under control at this point, or not?

- **Quebec Bas-Saint-Laurent Region Seniors, Major Centres Prairies Filipino Diaspora** What do you think of current public health measures that are in place in your region?
 - Should they all be lifted, should more measures be in place, or are the current measures about right?
- **Major Centres Prairies Filipino Diaspora** Overall, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track in its management of the pandemic? What makes you say that?
- **Major Centres Prairies Filipino Diaspora** In 2020, public health measures such as hand washing, mask-wearing and social distancing were introduced to help control the spread of COVID-19. What kind of impact do you think these public health measures have had?
- **Major Centres Prairies Filipino Diaspora** In the future, if public health measures were to be reintroduced in the event of another outbreak of COVID-19, would you support or oppose re-introducing these measures? Why/why not?

LOCAL ISSUES (15-20 minutes) **Prince Edward Island Youth, Northern Ontario, Southwestern New Brunswick**

Prince Edward Island Youth, Southwestern New Brunswick Now I'd like to focus on your local community.

- **Prince Edward Island Youth** What are the sectors and industries you currently work in or are planning/studying to work in?
 - Are there jobs in these sectors/industries you could get in PEI or would you need to move?
- What are the most important sectors and industries for [your local community/northern Ontario/New Brunswick]?
 - **Prince Edward Island Youth** How about fishing?
 - How would you describe the current state of the fishing industry in PEI?
 - Would you consider working in the fishing industry? Why/why not?
 - **Prince Edward Island Youth** How about agriculture?
 - How would you describe the current state of the agriculture industry in PEI?
 - Would you consider working in the agriculture industry? Why/why not?

- **Prince Edward Island Youth, Southwestern New Brunswick** Which [local] sectors and industries [in New Brunswick] do you feel need the most help?
- **Prince Edward Island Youth** Which sectors and industries would you like to see the Government of Canada prioritize?

Southwestern New Brunswick NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support these sectors. What else can the Government of Canada do to support these sectors?

Mining Northern Ontario

- Which sectors and industries in northern Ontario do you feel need the most help?

NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support these sectors. What else can the Government of Canada do to support these sectors?

- IF NOT MENTIONED: Now thinking about mining in northern Ontario, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - What else should the Government of Canada do to support the mining sector?
- Have you heard anything about the Ring of Fire?
 - IF YES: What have you heard? Can you explain what it is?

CLARIFY AS NEEDED:

The Ring of Fire is located about 500 kilometres northeast of Thunder Bay and covers about 5,000 square kilometres. The region has long-term potential to produce the following minerals: chromite, cobalt, nickel, copper and platinum.

- What are your thoughts on the Ring of Fire?
 - Do you see any benefits to developing the Ring of Fire?
 - Do you have any concerns?

PEI POTATO ISSUE (20 minutes) Prince Edward Island Youth

- What have you heard, seen, or read about any recent developments related to the trade of PEI potatoes?

CLARIFY AS NEEDED:

Last October, the United States requested that the Canadian Food Inspection Agency (CFIA), a Government of Canada agency, suspend issuing export certificates for potatoes from PEI following the most recent detections of potato wart. On November 22, 2021, the United States instructed their border officials to deny entry of shipments of PEI potatoes, regardless of certification by the CFIA. In April 2022, potato exports to the U.S. resumed.

- Who was aware of this issue?
- How big of an impact, if any, did this have in PEI?
- How important an issue, if it all, is this in PEI today?
- Was anyone personally impacted by the suspension of exports?
- Based on what you know, how did the Government of Canada handle this issue?

SENIORS' ISSUES (45 minutes) Quebec Bas-Saint-Laurent Region Seniors

Now I'd like to focus on another topic.

- What is the most important issue for you personally that you think the Government of Canada should be focusing on the most? What makes you say that?
- And what's the most important issue facing seniors more broadly right now that the Government of Canada should be paying more attention to? What makes you say that?
- Have you heard anything the Government of Canada has done recently to support seniors?
- Would you say the federal government is generally on the right track with seniors? Why/why not? What would put them on the right track?
- Where do you normally hear about news first?

- And now thinking about Government of Canada information in general, including policies it implements or measures it implements, do you actively seek out this kind of information?
 - IF YES: Where do you seek it out?
- Overall, do you feel that the Government of Canada makes an effort to reach out to seniors? Do you feel they prioritize seniors when making decisions? Why or why not?
 - What could the Government of Canada do to more effectively connect with seniors?
- Do any of you receive the Old Age Security (OAS) pension, which is a monthly payment you can get if you are 65 and older?
 - NOTE TO MODERATOR: This is different from the Canada Pension Plan (CPP), which replaces part of your income when you retire from work.
 - IF YES: How about the Guaranteed Income Supplement (GIS)? This is a monthly payment available to some individuals who receive the OAS.

FOR THOSE WHO RECEIVE GIS AND/OR OAS:

- What has been your experience with the GIS and/or the OAS? Are the monthly payments enough?
- If you could make changes to either the GIS or the OAS, what would you change, if anything?
 - IF NEEDED: For example, would you change who qualifies for these benefits, would you change the monthly payment amounts, etc.

POLL: I'm going to show you a list of current and potential measures for seniors that the Government of Canada could consider. I'd like you to select the ones you feel are the most important. You can select up to 3; if you don't think any are important, then don't select any.

SHOW ON SCREEN:

- Assist community-based organizations in providing support that helps low-income and vulnerable seniors stay at home for as long as possible.
- Establish an expert panel to provide recommendations for establishing an aging in place benefit (*the goal would be to help seniors stay in their own home as they get older*).
- Continue leading work on seniors' programming including the New Horizons for Seniors Program (*this program provides funding for projects that make a difference in the lives of seniors and in their communities*). (NOTE TO MODERATOR: Projects that can receive funding include those that support healthy ageing, prevent senior abuse, celebrate diversity and promote inclusion, and help seniors age in place).

- Ensure seniors' eligibility for the GIS is not negatively impacted if they received the Canada Emergency Response Benefit (CERB) and the Canada Recovery Benefit (CRB).
- Improve the quality and availability of long-term care homes and beds (*this includes working with provinces and territories to improve infection prevention and control measures, identify shared principles, and develop national standards to ensure seniors get the care they deserve*).
- Increase the GIS by \$500 for single seniors and \$750 for couples (per year) starting at age 65.
- Provide seniors with a single point of access to a wide range of government services and benefits (NOTE TO MODERATOR: This could include calling a single 1-800 number to obtain information on a program, like CPP or OAS, without having to separately search for information on each).
- Strengthen Canada's approach to elder abuse (*this includes finalizing the national definition of elder abuse, investing in better data collection and establishing new offences and penalties in the Criminal Code related to elder abuse*).

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Are there any measures that the federal government should not be pursuing? Why?

iZEV PROGRAM (15 minutes) Northern Ontario, Major Centres Prairies Filipino Diaspora

- Has anyone heard of the Government of Canada's Incentives for Zero-Emission Vehicles (iZEV) Program?

CLARIFY AS NEEDED:

The iZEV Program offers point-of-sale incentives for consumers who buy or lease a Zero-Emission Vehicle that meets the program requirements. As well as various passenger cars, minivans and so on, the program also applies to pickup trucks where the base model Manufacturer's Suggested Retail Price (MSRP) is less than \$60,000. Only new ZEVs are eligible for the federal incentive.

- What do you think of this program, specifically with respect to pickup trucks?
- What do you think about the pricing criteria (i.e., less than MSRP of \$60,000)?
 - Do you think there are reliable ZEV pickup trucks within this price range?
 - Does this kind of program appeal to you?
 - Would you ever consider buying a zero-emission pickup truck? Why or why not?

UNIVERSAL BASIC INCOME (10 minutes) Northern Ontario

- Are any of you familiar with universal basic income? What is it?

CLARIFY AS NEEDED:

Universal basic income (UBI) is a government program in which every adult citizen receives a set amount of money regularly. The idea is to provide everyone with a level of income to ensure they can meet basic needs such as food, housing, and clothing.

- Have you heard anything about the provincial basic income trial program that previously existed in Thunder Bay?
- Do you think additional basic income trials should be considered? Why or why not?
- Some say this type of income supplement would help Canadians who are currently struggling to keep up with the rising cost of living, while others worry the additional injection of money into the economy would drive up prices and make inflation worse. Which of these positions do you think would be more true?

IMMIGRATION (15 minutes) Major Centres Prairies Filipino Diaspora

Now I'd like to talk about our immigration system...

- In general, is the Government of Canada generally on the right track or wrong track on immigration? What makes you say that?
- What are the biggest issues with immigration?
 - IF NOT RAISED: What about processing times – is this an issue?
- What should the Government of Canada do to improve the immigration system?

FOREIGN CREDENTIAL RECOGNITION (15 minutes) Major Centres Prairies Filipino Diaspora

I'd like to talk about employment issues...

- Have you heard of any of the following terms: de-professionalization, underemployment, or foreign credential recognition?
 - In particular, how would you explain what foreign credential recognition is?

CLARIFY AS NEEDED:

Foreign credential recognition means that newcomers to Canada must have their foreign licenses and certificates recognized to work in some Canadian jobs. Each province and territory can give licenses to people who meet their occupational standards. The requirements can be different across Canada.

Examples of jobs in regulated occupations include accountants, architects, carpenters, doctors, electricians and welder jobs.

- Is foreign credential recognition a big issue?
 - Is anyone here personally impacted or have family members impacted?
- What about underemployment more broadly? Is this a big issue?
 - IF NEEDED: Underemployment includes workers who are highly skilled but working in low-paying or low-skilled jobs, and part-time workers who would prefer to be full time.
- What should the Government of Canada do, if anything to address these issues?

CANADIAN ARMED FORCES (20 minutes) Vancouver Island Active Military Members and Veterans

I'd like to shift to a discussion about the Canadian Armed Forces (CAF)...

- How do you feel about the CAF's contributions to the world and domestically?
 - PROMPT AS NEEDED: Do you feel proud? Do you think Canada needs to do more in general, do less in general, or more in some areas and less in others?
- What is currently working well in the CAF?
- What needs to improve?
 - IF NOT MENTIONED: What about military equipment?

FOR MAIN ISSUES RAISED:

- What makes this an issue?

- What has the federal government done to address this issue?
- What should the Government of Canada do to address this issue?
- What about racism and misconduct in the CAF – is this a big issue?
- What work, if any, has the federal government done to address this issue?
- In your opinion, are things improving on this front?
 - IF NO: Do you think things will improve?

VETERAN HOMELESSNESS/HOUSING (15 minutes) Vancouver Island Active Military Members and Veterans

Now I'd like to focus on housing...

- When thinking about various issues, how top-of-mind is the cost of living and housing costs for current and former CAF members?
- Do you think the Government of Canada or CAF leadership needs to do more on this front?

Now I'd like to focus on issues potentially affecting veterans specifically...

- In your opinion, what kind of issue is homelessness for veterans – is it a big issue?
- What has the federal government done to address this issue?
- What should the Government of Canada do to address this issue?

MILITARY BENEFITS AND SUPPORTS (15 minutes) Vancouver Island Active Military Members and Veterans

- Are you aware of any federal government investments in new benefits and services for veterans and their families over the last 5 years or so?
 - PROMPT AS NEEDED: These could be things like disability benefits, financial benefits, rehabilitation, pension advocacy, education, and training supports.
- Has anyone tried accessing any benefits or services?
 - IF YES: What has your experience been like with the application process?

- Is anyone aware of support from the Government of Canada for veterans who are transitioning into civilian life?
 - IF YES: What kind of support is available?
- Do you have any suggestions on how to improve transition support?

REMEMBRANCE DAY (5 minutes) Vancouver Island Active Military Members and Veterans

And lastly, I'd like to talk about Remembrance Day for a bit...

Some have said that the focus of Remembrance Day should be broadened to include a lot more about those who served after the Korean War, including those who served during the Cold War, on peacekeeping missions, domestic missions, and so on.

- What do you think about this?

INDIGENOUS YOUTH IN CARE (45 minutes) Mid-size and Major Centres Quebec Indigenous Peoples

- Has anyone seen, read, or heard anything in the last couple of years related to a new Government of Canada law to reduce the number of Indigenous children and youth in care and improve child and family services (also known as Bill C-92)?
 - IF YES: What have you heard?

SHOW ON SCREEN:

This law was co-developed with Indigenous, provincial and territorial partners; it:

- Affirms the rights of First Nations, Inuit and Métis peoples to have authority over child and family services;
 - Establishes national principles such as the best interests of the child, preserving historical cultural traditions and addressing inequalities;
 - Contributes to the implementation of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples; and
 - Provides an opportunity for Indigenous peoples to choose their own solutions for their children and families.
- What do you think about this?
 - Do you think this act will help Indigenous children and youth? What makes you say that?

Now I'm going to show you some things the act is meant to do, and get your reactions...

SHOW ON SCREEN:

1. It can help Indigenous children stay with their family and community.
2. For children currently in care, it can help return them to their families.
3. It prioritizes the importance of Indigenous children staying connected to their language, culture and community.
4. Children cannot be removed from their families only because of financial, health or housing challenges.

MODERATOR TO GO THROUGH EACH ITEM INDIVIDUALLY AND ASK IF THEY THINK THIS WILL OCCUR AND WHY/WHY NOT.

- Are you aware of an agreement between the Government of Canada and Cowessess First Nation (in southern Saskatchewan) related to support for child and family services? What have you heard?

CLARIFY AS NEEDED:

As part of the agreement, the Government of Canada will invest \$38.7 million over the next two years to support Cowessess First Nation in the implementation of its own child and family services system.

- What do you think about this agreement?
- Do you think the Government of Canada should continue with this approach – that is, should it try and reach agreements with other Indigenous communities to implement their own child and family services systems? What makes you say that?
 - Do you think that this approach is a way to ensure that the new law succeeds in improving child and family services? What makes you say that?

CONCLUSION (5 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – JUIN 2022 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-25 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
 - **Anglophones du Québec** Quelles autres nouvelles avez-vous vues, lues ou entendues concernant les anglophones au Québec ?

Décriminalisation des drogues **Diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Nord de l'Ontario**

- Est-ce que quelqu'un a entendu quelque chose au sujet de la décriminalisation des drogues [en Colombie-Britannique/au Canada] ?

PRÉCISER AU BESOIN : Le gouvernement du Canada a approuvé [la/une] demande de la Colombie-Britannique visant à décriminaliser la possession de petites quantités de drogues [dans le but de réduire la stigmatisation associée à la consommation de drogues et de contribuer à sauver des vies/et a laissé la porte ouverte aux autres provinces pour qu'elles fassent de même si elles le souhaitent]. Les personnes qui consomment des drogues et qui en achètent une quantité supérieure au seuil fixé [risquent d'être arrêtées et voir leurs drogues saisies/continueraient d'être arrêtées et voir leurs drogues saisies].

SEULEMENT SI ON LE DEMANDE :

- L'exemption sera en vigueur du 31 janvier 2023 au 31 janvier 2026.
- Les personnes en C.-B. qui possèdent moins de 2,5 gr de cocaïne, de méthamphétamines, de MDMA et d'opioïdes ne seront pas arrêtées ni inculpées.
- Quelles sont vos réactions à cette nouvelle ?
 - **Diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique** Quels en seront les impacts, selon vous ?
 - **Diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique** Le gouvernement du Canada aurait-il dû approuver cette demande ? Est-ce la bonne approche à prendre ?
- **Nord de l'Ontario** Seriez-vous favorable à ce que votre province ou votre ville décriminalise la possession de manière similaire ?
- **Nord de l'Ontario** Dans le cas de la Colombie-Britannique, les personnes trouvées en possession de petites quantités de drogue sont réorientées vers des soins de santé ou des ressources en dépendances plutôt que d'être arrêtées, et le plan prévoit une augmentation du financement de ces ressources pour aider dans le traitement des dépendances. Est-ce que le fait de savoir cela change votre impression sur le projet de décriminalisation ?
- **Nord de l'Ontario** Y a-t-il d'autres choses que le gouvernement du Canada devrait faire pour aider avec les questions de dépendance et de consommation de drogues dans le Nord de l'Ontario ?

Unité/Divisions au Canada Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta

- Les Canadiens sont-ils plutôt divisés ou plutôt unis sur les enjeux importants auxquels notre pays est confronté ?
 - Quels sont certains des enjeux importants sur lesquels les Canadiens s'entendent le plus ?
 - Quels sont certains des enjeux importants sur lesquels, selon vous, les Canadiens sont le plus divisés ?
 - Comment le savez-vous ?
- Les Canadiens sont-ils plus divisés aujourd'hui que par le passé ? Pourquoi ?

- SI OUI : À partir de quand, ces divisions se sont-elles aggravées ?
- Quelles sont les principales causes de ces divisions ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : La pandémie a-t-elle fait en sorte que les divisions se sont aggravées ? Pourquoi ou pourquoi pas ? De quelle façon ?
- Est-ce que quelqu'un est préoccupé par les divisions au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Le gouvernement du Canada devrait-il faire quelque chose pour s'attaquer aux divisions qui existent au sein du pays ? Si oui, quoi ?

L'élevage du saumon en parcs en filet Personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler d'actions quelconques de la part du gouvernement du Canada concernant l'élevage du saumon en parcs en filet ?

PRÉCISER AU BESOIN : Le gouvernement du Canada a indiqué qu'il travaillait avec la Province de la Colombie-Britannique et les communautés autochtones sur l'élaboration d'un plan responsable d'abandon de l'élevage du saumon en parcs en filet sur les côtes de la province d'ici 2025.

- Est-ce que quelqu'un en a entendu parler ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Les exploitations piscicoles en parcs en filet sont une méthode d'aquaculture où de grandes cages ou des filets sont placés dans des eaux côtières ou des lacs d'eau douce pour faire l'élevage de grandes quantités de poissons, dont le saumon.

- Dans quelle mesure cet enjeu est-il important ? Autrement dit, pensez-vous que cela devrait être une priorité pour le gouvernement du Canada ?
 - SI NON : Pourquoi pensez-vous que cela ne devrait pas être une priorité pour le gouvernement du Canada ?

Médias sociaux Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard

- Est-ce que quelqu'un a déjà vu, lu ou entendu des nouvelles concernant le gouvernement du Canada sur des plateformes de médias sociaux dans le passé ? Vous souvenez-vous quelle était cette nouvelle et où vous l'avez vue ?

- Quelles plateformes de médias sociaux, le cas échéant, utilisez-vous pour vous informer sur les actualités (toutes les actualités, pas seulement celles qui concernent le gouvernement du Canada) ?
 - Y en a-t-il parmi vous qui suivent des médias d'information sur les médias sociaux ?
 - SI OUI : Lesquels ?

Projet de loi 96 Personnes âgées de la région du Bas-Saint-Laurent du Québec, peuples autochtones des centres de taille moyenne et grande du Québec

- Y en a-t-il qui ont vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet de l'adoption du projet de loi 96 par le gouvernement du Québec, autrement connu comme l'amendement à la Constitution pour reconnaître le Québec comme une nation et le français comme sa seule langue officielle et commune ?
 - SI OUI : Que pensez-vous de cette loi ?
 - Comment le gouvernement du Canada devrait-il réagir, le cas échéant ?

Plan en matière d'étiquetage des aliments emballés Nord de l'Ontario

- Est-ce que quelqu'un a entendu quelque chose concernant le projet du gouvernement du Canada d'exiger que les aliments emballés riches en sucre, en sel ou en graisses saturées portent une étiquette de mise en garde ?
 - Qu'en est-il de ce type d'étiquette de mise en garde spécifique à la viande hachée ?

PRÉCISER AU BESOIN :

Le gouvernement du Canada doit publier son plan en matière d'étiquetage des aliments emballés dans les prochaines semaines. Des voix se préoccupent du fait que certaines viandes hachées devront porter l'étiquette « riche en graisses saturées » et demandent une exemption pour la viande hachée, tandis que d'autres disent qu'il est important d'être transparent sur le contenu nutritionnel des aliments afin que les ménages puissent faire des choix éclairés.

- Qu'en pensez-vous ?
- Pensez-vous que la viande hachée devrait être exemptée du projet d'étiquetage des aliments emballés ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Sources de nouvelles Diaspora philippine des grands centres des Prairies

- Quelles sont vos principales sources d'actualités ? (Par exemple, nouvelles télévisées, radio, médias sociaux, amis ou famille)
 - Obtenez-vous principalement des nouvelles de sources en langue anglaise ou dans une autre langue ? Quelles langues ?
 - Avec quelle fréquence vous tournez-vous vers des sources dans d'autres langues ?
 - Obtenez-vous principalement des nouvelles des médias canadiens ou des médias d'un autre pays ? Quels pays ?
 - Avec quelle fréquence vous tournez-vous vers les médias d'un autre pays ?
- Si vous cherchiez des nouvelles du gouvernement fédéral, vers quelle source vous tourneriez-vous en premier ? Pourquoi ?

Annonces militaires Militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver

- Est-ce que quelqu'un a entendu quelque chose au sujet du Plan de protection des océans du gouvernement du Canada ?
 - SI OUI : Qu'en pensez-vous ?
- Est-ce que quelqu'un a entendu de récentes annonces du gouvernement du Canada concernant le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il investira 4,9 milliards de dollars au cours des six prochaines années pour renforcer les capacités de défense du NORAD dans l'Arctique.

- Qu'en pensez-vous ?
- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire pour s'assurer qu'on a de solides capacités dans le cadre du NORAD ?

L'avortement Sud-ouest du Nouveau-Brunswick

- Avez-vous entendu quelque chose récemment au sujet de l'accès à l'avortement au Canada ou aux États-Unis ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

SI NÉCESSAIRE : La Cour suprême des États-Unis a récemment annulé la décision historique Roe c. Wade, estimant qu'il n'existe plus de droit constitutionnel fédéral (américain) à l'avortement.

- Est-ce un enjeu qui vous préoccupe ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Quels sont les plus grands défis liés aux droits reproductifs ou à l'accès à l'avortement au Canada ?
 - Qu'en est-il au Nouveau-Brunswick ?
- Idéalement, que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, en matière de droits reproductifs ou d'accès à l'avortement ?

PRIORITÉS ET PERFORMANCE [— JEUNES] (15-55 minutes) Anglophones du Québec, ville de Toronto, diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, Nord de l'Ontario, diaspora philippine des grands centres des Prairies, militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver, Sud-ouest du Nouveau-Brunswick, peuples autochtones des centres de taille moyenne et grande du Québec

Les défis auxquels sont confrontés les anglophones au Québec Anglophones du Québec

- À quoi cela ressemble-t-il ou comment se sent-on, de vivre en tant que personne d'expression anglaise dans une province à prédominance francophone ? Avez-vous déjà connu un changement dans ce sentiment ?
 - SI OUI : Comment ? Qu'est-ce qui a provoqué ce changement ?
- À votre avis, quel est l'enjeu numéro un qui touche les personnes d'expression anglaise vivant au Québec aujourd'hui ?
 - Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste cet enjeu ? Pourquoi est-ce un enjeu ?
 - Pourquoi est-ce l'enjeu le plus important ? Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?
 - Quels impacts, le cas échéant, cet enjeu aura-t-il sur vous ? Qu'en est-il de votre communauté ? Votre province ? Qu'en est-il de votre pays ?
 - Quels autres impacts cet enjeu pourrait-il avoir ?
 - SI OUI : Que sont-ils ?
 - Dans l'état actuel des choses, vous attendez-vous à ce que cet enjeu s'améliore ou s'aggrave au fil du temps ? Pourquoi ?

- À qui incombe la responsabilité de traiter cet enjeu ? Le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer dans le traitement de cet enjeu ?
 - SI OUI : Quel rôle ? Que souhaiteriez-vous que fasse le gouvernement fédéral ?
- Est-ce un enjeu que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité par rapport à d'autres enjeux majeurs (comme le coût de la vie, le logement ou les soins de santé) ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Que se passerait-il si le gouvernement fédéral ne traitait pas cet enjeu ?
- Que se passerait-il si le gouvernement fédéral essayait effectivement de remédier à cet enjeu ?
- Quelles nouvelles avez-vous vues, lues ou entendues récemment sur ce que le gouvernement du Canada fait actuellement pour remédier à cet enjeu ? Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire pour remédier à cet enjeu ?
 - Est-ce que cela va assez loin ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Les priorités absolues Anglophones du Québec, ville de Toronto, diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, Nord de l'Ontario, diaspora philippine des grands centres des Prairies, militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver, peuples autochtones des centres de taille moyenne et grande du Québec

- Ville de Toronto, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, Nord de l'Ontario, diaspora philippine des grands centres des Prairies, militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver À votre avis, quels sont les principaux enjeux [dans la ville de Toronto/auxquels sont confrontés les jeunes/dans le Nord de l'Ontario/qui affectent la communauté philippine/qui affectent les FAC] et dont le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité ?
- Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur [l'un de ces/des] enjeux [qui affectent les anglophones qui vivent au Québec] ?
- Ville de Toronto, diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, Nord de l'Ontario, diaspora philippine des grands centres des Prairies, militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver, peuples autochtones des centres de taille moyenne et grande du Québec Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers ?

- Anglophones du Québec, ville de Toronto, diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, Nord de l'Ontario, diaspora philippine des grands centres des Prairies, peuples autochtones des centres de taille moyenne et grande du Québec
Êtes-vous au courant de tout autre travail que le gouvernement du Canada a fait ou qu'il prévoit de faire pour aider [les anglophones du Québec/la ville de Toronto/les Sino-Canadiens/les jeunes/le Nord de l'Ontario/la communauté philippine/les peuples autochtones qui vivent au Québec] ?
- En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi [/pourquoi pas] ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?

La population vieillissante Sud-ouest du Nouveau-Brunswick

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la population vieillissante — est-ce un enjeu important au Nouveau-Brunswick ?

Selon le New Brunswick Institute for Research, Data and Training, le Nouveau-Brunswick a l'une des populations les plus âgées du pays et au cours des 20 prochaines années, le nombre de personnes âgées dans la province est prévu de doubler.

- Quels sont les plus grands défis, le cas échéant, qui accompagnent le vieillissement de la population ?
- Est-ce que le fait d'avoir une population vieillissante a actuellement un impact au Nouveau-Brunswick ?
 - SI OUI : De quelle façon ?
- Qu'est-ce que vous souhaiteriez, le cas échéant, que le gouvernement du Canada fasse pour relever les défis liés au vieillissement de la population ?

Le racisme Diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), peuples autochtones des centres de taille moyenne et grande du Québec

- Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels sont confrontés les [Sino-Canadiens/peuples autochtones] et dont le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité ?
- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du racisme [anti-asiatique/systemique à l'égard des peuples autochtones] ? Dans quelle mesure [le racisme anti-asiatique est-il/est-ce] répandu au Canada ?
- Quel travail le gouvernement fédéral fait-il, le cas échéant, pour lutter contre [racisme anti-asiatique/le racisme systémique envers les peuples autochtones] ?
- En ce qui concerne la lutte contre [racisme anti-asiatique/le racisme systémique envers les peuples autochtones], le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?
- En ce qui concerne interagir avec les [Sino-Canadiens/peuples autochtones], le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Quelles sont de meilleures façons pour le gouvernement fédéral d'interagir avec les [Sino-Canadiens/peuples autochtones] ?

Les jeunes Jeunes de l'île-du-Prince-Édouard

- En ce qui concerne interagir avec les jeunes, diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ?
 - Quelles sont de meilleures façons pour le gouvernement fédéral d'interagir avec les jeunes ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'utilisation des médias sociaux ? Les médias sociaux, sont-ils une bonne façon de rejoindre les jeunes ? Qu'en est-il de TikTok ?
 - Comment décririez-vous la performance actuelle du gouvernement du Canada pour ce qui est d'utiliser les médias sociaux comme outil pour interagir avec les jeunes ?

Les Forces armées canadiennes Militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver

Je voudrais maintenant me concentrer sur les enjeux qui touchent celles et ceux qui servent actuellement ou qui ont déjà servi dans les FAC...

- En pensant aux récents événements environnementaux sur la côte ouest, dans quelle mesure le changement climatique vous préoccupe-t-il, le cas échéant ?
- Pensez-vous que les FAC doivent en faire davantage ou en faire moins pour aider les résidents de l'île de Vancouver à affronter les impacts liés au climat, ou pensez-vous que les FAC en font trop, ou n'en font pas assez ?
- Qu'en est-il des affectations et de la progression de carrière ? Par exemple, pour les personnes affectées à l'île de Vancouver, pensez-vous qu'il est raisonnable pour celles qui veulent une promotion de se voir affecter ailleurs, ou pensez-vous que les membres des FAC devraient pouvoir progresser dans leur carrière à un seul endroit ?
- À votre avis, quel genre d'enjeu représentent les blessures de stress post-traumatique (BSPT) parmi les membres actuels et anciens des FAC — s'agit-il d'un enjeu important ?
- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral a-t-il fait pour traiter cet enjeu ?
- Dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne les BSPT parmi les membres actuels et anciens des FAC ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour remédier à cet enjeu ?

ARMES À FEU (25-35 minutes) Anglophones du Québec, ville de Toronto, diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), centres de petite et moyenne taille, personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, personnes âgées de la région du Bas-Saint-Laurent du Québec, Sud-ouest du Nouveau-Brunswick

- Comment décririez-vous le niveau de crimes commis avec des armes à feu au Canada ?
- D'après ce que vous avez pu lire, voir ou entendre, diriez-vous que la violence armée augmente, diminue ou reste la même dans votre collectivité ?
 - SI ELLE A AUGMENTÉ : Pourquoi pensez-vous qu'elle a augmenté ?

- Qu'est-ce qui se cache derrière les crimes commis avec des armes à feu ? Quelles sont certaines de ses causes ?
- En général, selon ce que vous savez, pensez-vous que les lois sur les armes à feu au Canada sont assez strictes, trop strictes ou pas assez strictes ? Pourquoi ?
- Le gouvernement du Canada a-t-il déjà fait quelque chose pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu ? Fait-il quelque chose maintenant ?
 - Y en a-t-il qui ont entendu parler de la nouvelle loi proposée sur les armes à feu ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a déposé un nouveau projet de loi sur le contrôle des armes à feu. Celui-ci comprend les mesures suivantes :

- **Mise en œuvre d'un gel national des armes de poing** afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays.
- **Révocation des permis d'armes à feu** des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel.
- **Lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu** au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières.
- **Lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu** grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité. De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions.
- **Exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule** pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches ; la vente des chargeurs à plus grande capacité serait interdite.

- **Anglophones du Québec, ville de Toronto, diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), centres de petite et moyenne taille, personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, personnes âgées de la région du Bas-Saint-Laurent du Québec** Quelle est votre réaction à ces mesures ? Certaines de ces mesures produiraient-elles des effets positifs ?
 - Y a-t-il, parmi ces mesures, certaines avec lesquelles le gouvernement fédéral ne devrait aller de l'avant ? Pourquoi ?
 - Y a-t-il des mesures qui vous toucheraient personnellement ?
- En ce qui concerne le gel des armes de poing plus particulièrement, avez-vous des questions ou des préoccupations quant à la façon dont cette politique pourrait être mise en œuvre ?
- Pensez-vous que les mesures contenues dans ce projet de loi vont suffisamment loin dans la lutte contre les crimes commis avec des armes à feu, ou faut-il en faire plus pour contrôler l'accès aux armes à feu au Canada ?
 - SI OUI : Que pourrait faire d'autre le gouvernement fédéral ?
- **Sud-ouest du Nouveau-Brunswick** J'aimerais passer en revue chacune de ces mesures.

Sud-ouest du Nouveau-Brunswick *LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE CHACUNE DES MESURES ET DEMANDERA :*

- **Sud-ouest du Nouveau-Brunswick** Quel est votre réaction à cette mesure ?
 - Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous plaît ?
 - Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous déplaît ?
- **Sud-ouest du Nouveau-Brunswick** Y a-t-il certaines de ces mesures qui vous toucheraient personnellement ?

NORAD (10 minutes) **Anglophones du Québec, diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto), centres de petite et moyenne taille, personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, personnes âgées de la région du Bas-Saint-Laurent du Québec**

- Y en a-t-il qui connaissent un organisme du nom de NORAD ?
 - Selon vos connaissances, de quoi NORAD est-il responsable ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

NORAD, ou le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord est une organisation conjointe des États-Unis et du Canada dont la responsabilité consiste à protéger l'espace aérien au-dessus des deux nations et à signaler toute menace aérienne visant l'Amérique du Nord.

- Trouvez-vous que ce sont des rôles importants ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- À votre avis, le gouvernement du Canada devrait-il envisager des changements quant à la façon de gérer la défense aérienne dans le contexte mondial actuel ?

LA TARIFICATION DU CARBONE (15 minutes) Ville de Toronto, centres de petite et moyenne taille, Nord de l'Ontario, diaspora philippine des grands centres des Prairies

- Avez-vous entendu quelque chose au sujet du plan du gouvernement du Canada sur la tarification de la pollution par le carbone ? Que pouvez-vous me dire sur la tarification du carbone ?

ÉCLAIRCISSEMENT/AFFICHER À L'ÉCRAN :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale. Dans les cinq provinces qui ne satisfont pas actuellement à cette norme — l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta —, le système de tarification fédéral est actuellement en place.

Toutes les sommes perçues par le système fédéral [en Ontario/en Alberta/au Manitoba et en Saskatchewan] restent [en Ontario/en Alberta/dans chacune des provinces respectives] — 90 % sont remises directement aux résidents sous la forme d'un paiement incitatif, un ménage typique peut ainsi recevoir [environ/en gros, entre] [745 \$/1 079 \$/830 \$ et 1 100 \$ selon la province]. Jusqu'à présent, les particuliers recevaient ces paiements par le biais de leur déclaration de revenus annuelle. À compter de juillet, les particuliers recevront ces paiements quatre fois par année.

Nord de l'Ontario, diaspora philippine des grands centres des Prairies Les 10 % restants sont investis dans des projets dans les collectivités, comme l'amélioration de l'efficacité énergétique des écoles, qui réduisent les émissions globales de carbone de la province.

Nord de l'Ontario, diaspora philippine des grands centres des Prairies Une tarification du carbone a également été mise en place pour les industries. Les grands émetteurs doivent réduire leurs

émissions ou risquent de payer davantage pour la pollution par le carbone s'ils dépassent la limite d'émissions de leur secteur. Plus l'industrie pollue, plus elle paie, ce qui s'est avéré le moyen le plus efficace de réduire les émissions.

- **Diaspora philippine des grands centres des Prairies** SI NÉCESSAIRE : Un ménage typique du Manitoba reçoit 832 \$ et un ménage typique de la Saskatchewan reçoit 1101 \$.
- Que pensez-vous de ce plan ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le directeur parlementaire du budget a constaté que 80 % des ménages des provinces concernées reçoivent plus d'argent, sous forme de paiements incitatifs, que ce qu'ils dépensent pour la tarification du carbone sur les achats du ménage — par exemple, l'essence pour les voitures, le gaz pour chauffer la maison, etc.

- Quelles sont vos réactions lorsque vous entendez cela ?
- Cette approche vous semble-t-elle juste ?
- Le système de tarification du carbone vous semble-t-il abordable ?

LOGEMENT (20-30 minutes) Ville de Toronto, personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique

Initiatives en matière de logement Ville de Toronto

- Le budget 2022 fait du logement un domaine prioritaire. Dans quelle mesure l'abordabilité du logement est-elle un enjeu important ?
- En ce qui concerne la question de l'abordabilité du logement, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Je vais maintenant vous montrer diverses initiatives en matière de logement qui figurent dans le budget. Il y a quelques catégories différentes, et nous allons les passer en revue individuellement.

SONDAGE : Voici la première série. Je voudrais que vous choisissiez celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.

Construction de logements neufs

- Un nouveau *Fonds pour accélérer la construction de logements* versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements.
- Réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires.
- Investir 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements.
- Un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale.
- Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le *Fonds national de co-investissement pour le logement* qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu.
- Des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits.
- Un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation.
- Des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Voici la deuxième série. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.)

Abordabilité du logement

- Le *Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété*, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.
- Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.
- Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable.
- Élargir l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété* afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe.
- Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat.
- Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Et voici la dernière série. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.)

Protéger les Canadiens

- Mettre fin aux offres à l'aveugle (*les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres*).
- Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (*une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures*).
- Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans.

- De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier).
- Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (*une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession*).

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

Les principaux enjeux en matière de logement Personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique

Maintenant, je voudrais parler de logement...

- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quelque chose pour traiter des enjeux liés au logement ?
 - SI OUI : Qu'a-t-il fait ?
- Quels sont les principaux enjeux en matière de logement dans le Lower Mainland?

POUR CHACUN DES ENJEUX MENTIONNÉS :

- Et quelles sont les solutions à cet enjeu ? Que souhaiteriez-vous que le gouvernement du Canada fasse pour y remédier ?

LA RELATION AVEC LA CHINE (20 minutes) Diaspora chinoise de la RGTH (excluant la ville de Toronto)

- Comment décririez-vous la relation actuelle du Canada avec la Chine ?
- Comment cette relation a-t-elle changé ?
- À quoi vous attendez-vous quant au développement de cette relation ?
- Que souhaiteriez-vous que le Canada fasse de cette relation ?

- Le Canada devrait-il essayer d'établir des liens plus étroits ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Le Canada devrait-il essayer d'approfondir ses relations commerciales avec la Chine ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

PERSPECTIVES SUR LA COVID-19 ET LES VACCINS (15-30 minutes) Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta, personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, personnes âgées de la région du Bas-Saint-Laurent du Québec, diaspora philippine des grands centres des Prairies

Je voudrais maintenant parler de COVID-19...

- Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta, jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, personnes âgées de la région du Bas-Saint-Laurent du Québec Pensez-vous que le pire de la COVID-19 est derrière nous, ou pensez-vous que nous pouvons nous attendre à une autre vague ?
 - Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard Dans quelle mesure est-ce que contracter la COVID-19 vous préoccupe-t-il, le cas échéant ?
- Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta Et si l'on se projette dans un an, pensez-vous que nous ne serons plus en situation de pandémie, ou pensez-vous que la COVID-19 sera encore un problème ?
- Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta Avec une réouverture qui s'amorce et l'été qui arrive, de plus en plus de Canadiennes et de Canadiens voyagent. Pensez-vous que les diverses exigences de voyage liées à la COVID-19 sont toujours nécessaires (il s'agit de choses comme la preuve de vaccination, le port du masque dans les aéroports et les avions, les tests aléatoires de dépistage de la COVID-19 à l'arrivée au Canada) ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta Diverses mesures de santé publique ont changé au cours de la pandémie (comme le port du masque obligatoire ou les limites de capacité d'accueil). Les mesures de santé publique changeantes influencent-elles votre opinion sur les avantages de la vaccination contre la COVID-19 ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta Pensez-vous qu'il est important de prévenir les infections et les maladies graves par le biais de la vaccination et des rappels, ou êtes-vous à l'aise avec la possibilité de devenir infecté ?

- **Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta** Quelles sont vos préoccupations quant à la sécurité du vaccin contre la COVID-19, le cas échéant ?
- **Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta, personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique** Les impacts potentiels à long terme des vaccins vous préoccupent-ils ?
 - SONDER POUR : Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?
- **Centres de petite et moyenne taille de l'Alberta** Avec le recul, êtes-vous à l'aise avec votre décision de vous faire vacciner ou de ne pas vous faire vacciner ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique Lorsqu'on vous a invité à participer à ce groupe, vous avez indiqué avoir reçu deux doses de vaccin contre la COVID-19.

- **Personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique** Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de vous faire vacciner ?
- **Personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique** Dans l'ensemble, êtes-vous à l'aise avec votre décision de vous faire vacciner avec deux doses ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique** Y en a-t-il parmi vous qui ont pris un rendez-vous pour recevoir une troisième dose de vaccin contre la COVID-19 ?
 - SI OUI : Pourquoi avez-vous décidé de recevoir une troisième dose ?
 - SI NON : Prévoyez-vous de recevoir une troisième dose ou non ?
 - SI OUI : Quand prévoyez-vous de recevoir la troisième dose ? Y a-t-il une raison pour laquelle vous attendez/n'avez pas encore pris de rendez-vous ?
 - SI NON : Quelles sont vos hésitations quant à recevoir une troisième dose ?
- **Personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique** Pour celles et ceux d'entre vous qui attendent ou qui hésitent à recevoir une troisième dose, y a-t-il des questions liées aux vaccins contre la COVID-19 en général, ou à la troisième dose en particulier, auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?

- **Personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique** De quelles autres informations avez-vous besoin pour vous aider dans votre décision quant à recevoir une troisième dose ?
- **Personnes ayant reçu deux doses de vaccin COVID-19 du Lower Mainland de la Colombie-Britannique** Que vous prévoyez de recevoir une troisième dose ou non, quelles préoccupations avez-vous concernant la sécurité du vaccin contre la COVID-19, le cas échéant ?
- **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard** Comment décririez-vous la façon dont le gouvernement du Canada a géré la pandémie ?
- **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard** Pensez-vous que les exigences de voyage liées à la COVID-19 sont toujours nécessaires (p. ex. la preuve de vaccination ou le port du masque dans les aéroports et les avions) ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard** Comment décririez-vous l'impact des mesures de santé publique au Canada ?
- **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard** Seriez-vous favorable ou vous opposeriez-vous à la réintroduction de mesures de santé publique en cas d'une nouvelle flambée ?
- **Personnes âgées de la région du Bas-Saint-Laurent du Québec** Pensez-vous que la COVID-19 est généralement maîtrisée à ce stade, ou non ?
- **Personnes âgées de la région du Bas-Saint-Laurent du Québec, diaspora philippine des grands centres des Prairies** Que pensez-vous des mesures de santé publique qui sont en place dans votre région actuellement ?
 - Faut-il lever toutes les mesures, en mettre d'autres en place, ou bien les mesures actuelles sont-elles suffisantes ?
- **Diaspora philippine des grands centres des Prairies** Dans l'ensemble, le gouvernement du Canada a-t-il été généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie quant à sa gestion de la pandémie ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Diaspora philippine des grands centres des Prairies** En 2020, des mesures de santé publique telles que le lavage des mains, le port du masque et la distanciation sociale furent introduites

pour aider à contrôler la propagation de la COVID-19. Quel genre d'impact ces mesures de santé publique ont-elles eu, selon vous ?

- **Diaspora philippine des grands centres des Prairies** À l'avenir, si des mesures de santé publique devaient être réintroduites advenant une autre flambée de COVID-19, seriez-vous favorable ou vous opposeriez-vous à la réintroduction de ces mesures ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ENJEUX LOCAUX (15-20 minutes) **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, Nord de l'Ontario, Sud-ouest du Nouveau-Brunswick**

Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, Sud-ouest du Nouveau-Brunswick Je voudrais maintenant me concentrer sur votre communauté locale.

- **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard** Quels sont les secteurs et les industries dans lesquels vous travaillez actuellement ou prévoyez travailler ou étudiez pour pouvoir y travailler ?
 - Y a-t-il des emplois que vous pourriez obtenir dans ces secteurs ou industries à l'Î.-P.-É. ou serait-il nécessaire pour vous de déménager ?
- Quels sont les plus importants secteurs et industries [dans votre communauté locale/dans le Nord de l'Ontario/au Nouveau-Brunswick]?
 - **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard** Qu'en est-il de la pêche ?
 - Comment décririez-vous l'état actuel de l'industrie de la pêche à l'Î.-P.-É. ?
 - Envisageriez-vous de travailler dans l'industrie de la pêche ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard** Qu'en est-il de l'agriculture ?
 - Comment décririez-vous l'état actuel de l'industrie agricole à l'Î.-P.-É. ?
 - Envisageriez-vous de travailler dans l'industrie agricole ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard, Sud-ouest du Nouveau-Brunswick** Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries [dans votre communauté locale/au Nouveau-Brunswick] qui ont le plus besoin d'aide ?
- **Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard** Quels sont les secteurs et les industries auxquels vous souhaiteriez que le gouvernement du Canada accorde une priorité ?

Sud-ouest du Nouveau-Brunswick NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs ?

L'exploitation minière Nord de l'Ontario

- Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries dans le Nord de l'Ontario qui ont le plus besoin d'aide ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs ?

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : En ce qui concerne l'exploitation minière dans le Nord de l'Ontario, êtes-vous au courant de ce que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour soutenir le secteur minier ?
- Avez-vous entendu quelque chose au sujet du Cercle de feu ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ? Pouvez-vous expliquer ce que c'est ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le Cercle de feu est situé à environ 500 kilomètres au nord-est de Thunder Bay et couvre une superficie d'environ 5 000 kilomètres carrés. La région offre des possibilités à long terme pour ce qui est de la production des minéraux suivants : le chromite, le cobalt, le nickel, le cuivre et le platine.

- Quelle est votre opinion sur le Cercle de feu ?
 - Y voyez-vous des avantages à développer le Cercle de feu ?
 - Avez-vous de quelconques préoccupations ?

L'ENJEU DE LA POMME DE TERRE DE L'Î.-P.-É. (20 minutes) Jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard

- Qu'avez-vous entendu, vu ou lu au sujet des récents développements liés au commerce de la pomme de terre de l'Î.-P.-É. ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

En octobre dernier, les États-Unis ont demandé à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), une agence du gouvernement du Canada, de suspendre la délivrance de certificats d'exportation pour les pommes de terre de l'Î.-P.-É. en raison de la plus récente détection de la galle verruqueuse de la pomme de terre. Le 22 novembre 2021, les États-Unis ont donné l'ordre à leurs agents frontaliers de refuser l'entrée des cargaisons de pommes de terre de l'Î.-P.-É., indépendamment de la certification de l'ACIA. En avril 2022, les exportations de pommes de terre vers les États-Unis ont repris.

- Qui était au courant de cet enjeu ?
- Quelle a été l'ampleur de l'impact, si impact il y a eu, à l'Î.-P.-É. ?
- Dans quelle mesure est-ce un enjeu important, le cas échéant, à l'Î.-P.-É. aujourd'hui ?
- Est-ce que quelqu'un a été personnellement touché par la suspension des exportations ?
- En fonction de ce que vous savez, comment le gouvernement du Canada a-t-il géré cet enjeu ?

ENJEUX LIÉS AUX AÎNÉS (45 minutes) Personnes âgées de la région du Bas-Saint-Laurent du Québec

Maintenant, je voudrais que l'on se concentre sur un autre sujet.

- Quel est l'enjeu le plus important pour vous personnellement et celui sur lequel vous estimez que le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Et quel est l'enjeu le plus important auquel les aînés en général sont confrontés en ce moment et auquel le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada a fait récemment pour soutenir les aînés ?
- Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie en ce qui concerne les aînés ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Qu'est-ce que ça prendrait pour le mettre sur la bonne voie ?
- Quelle est habituellement la première source des nouvelles que vous entendez ?

- Et maintenant, si vous songez à l'information en général qui concerne le gouvernement du Canada, y compris les politiques qu'il met en œuvre ou les actions qu'il prend, cherchez-vous activement ce genre d'information ?
 - SI OUI : Où cherchez-vous pour trouver ce genre d'information ?
- Dans l'ensemble, pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un effort pour être à l'écoute des aînés ? Selon vous, accorde-t-il une priorité aux aînés lorsqu'il prend des décisions ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour joindre plus efficacement les aînés ?
- Y en a-t-il parmi vous qui reçoivent la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV), qui est un paiement mensuel que vous pouvez obtenir si vous avez 65 ans et plus ?
 - NOTE AU MODÉRATEUR : Cela diffère du Régime de pensions du Canada (RPC), qui assure un remplacement partiel du revenu au moment de la retraite.
 - SI OUI : Qu'en est-il du Supplément de revenu garanti (SRG) ? Ceci est un paiement mensuel pour certaines personnes qui reçoivent la SV.

POUR LES BÉNÉFICIAIRES DU SRG OU DE LA SV :

- Quelle a été votre expérience avec le SRG ou avec la SV ? Les paiements mensuels sont-ils suffisants ?
- Si vous pouviez apporter des changements soit au SRG, soit à la SV, lesquels leur apporteriez-vous, le cas échéant ?
 - SI NÉCESSAIRE : Par exemple, changeriez-vous qui est admissible à ces prestations, changeriez-vous le montant des paiements mensuels, etc. ?

SONDAGE : Je vais vous montrer une liste de mesures actuelles et potentielles destinées aux aînés que le gouvernement du Canada pourrait envisager. J'aimerais que vous choisissiez celles qui vous semblent les plus importantes. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'aucune n'est importante.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Aider les organismes communautaires à fournir un soutien pour aider les aînés à faibles revenus ou autrement vulnérables à vivre chez eux aussi longtemps que possible.
- Créer un comité d'experts chargé de formuler des recommandations sur la mise en œuvre d'une allocation Vieillir chez soi (*l'objectif serait d'aider les aînés à demeurer dans leur propre domicile alors qu'ils vieillissent*).

- Continuer de diriger les travaux portant sur les programmes destinés aux aînés, ce qui comprend le programme Nouveaux Horizons pour les aînés (*ce programme offre un soutien financier pour la réalisation de projets exerçant une influence positive sur la vie des aînés et dans leur collectivité*). (NOTE AU MODÉRATEUR : Les projets qui peuvent bénéficier d'un financement sont ceux qui ont comme objectif de favoriser le vieillissement en santé, prévenir la maltraitance envers les aînés, célébrer la diversité et promouvoir l'inclusion et aider les aînés à vieillir chez eux.)
- S'assurer que l'admissibilité des aînés au SRG n'est pas affectée négativement s'ils ont reçu la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE).
- Améliorer la qualité et la disponibilité des établissements et des lits de soins de longue durée (*cela comprend travailler avec les provinces et territoires pour améliorer les mesures de prévention et de contrôle des infections, définir les principes communs et élaborer des normes nationales afin que les aînés reçoivent les soins qu'ils méritent*).
- Augmenter le Supplément de revenu garanti de 500 \$ pour les aînés vivant seuls et de 750 \$ pour les couples (par année), à compter de l'âge de 65 ans.
- Fournir aux aînés un point d'accès unique à un vaste éventail de services et de prestations du gouvernement (NOTE AU MODÉRATEUR : On pourrait appeler un seul numéro 1-800 pour obtenir des informations sur un programme comme le RPC ou bien la SV sans avoir à faire séparément des appels pour chacun d'entre eux).
- Renforcer l'approche du Canada à l'égard de la maltraitance des personnes âgées (*y compris mettre la dernière main à la définition nationale des mauvais traitements infligés aux aînés, en investissant des fonds pour améliorer la collecte de données, et en établissant dans le Code criminel de nouvelles infractions et de nouvelles sanctions liées à la maltraitance des aînés*).

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Y a-t-il parmi ces mesures certaines auxquelles le gouvernement fédéral ne devrait pas donner suite ? Pourquoi ?

Le programme iVZE (15 minutes) Nord de l'Ontario, diaspora philippine des grands centres des Prairies

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler du programme d'Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission (iVZE) du gouvernement du Canada ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le programme iVZE offre un incitatif au point de vente aux consommateurs qui achètent ou louent un véhicule zéro émission qui répond aux exigences du programme. Tout comme les divers véhicules de passagers, les minifourgonnettes, et ainsi de suite, le programme s'applique également aux camionnettes dont le prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF) du modèle de base est moins de 60 000 \$. Seuls les VZE neufs sont admissibles à l'incitatif fédéral.

- Que pensez-vous de ce programme, notamment en ce qui concerne les camionnettes ?
- Que pensez-vous du critère de prix (c.-à-d. un PDSF de moins de 60 000 \$) ?
 - Pensez-vous qu'il existe des camionnettes VZE fiables dans cette fourchette de prix ?
 - Ce type de programme vous intéresse-t-il ?
 - Envisageriez-vous un jour d'acheter une camionnette à zéro émission ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

REVENU DE BASE UNIVERSEL (10 minutes) Nord de l'Ontario

- Y en a-t-il parmi vous qui connaissez le concept du revenu de base universel ? En quoi consiste-t-il ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le revenu de base universel (RBU) est un programme gouvernemental selon lequel chaque adulte reçoit régulièrement une somme d'argent fixe. L'idée est de fournir à tout un chacun un niveau de revenu qui lui permettra de satisfaire ses besoins de base tels que la nourriture, le logement et les vêtements.

- Avez-vous entendu quelque chose au sujet du projet pilote provincial portant sur le revenu de base qui existait auparavant à Thunder Bay ?
- Pensez-vous que d'autres projets pilotes sur le revenu de base devraient être envisagés ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Certaines personnes affirment que ce type de supplément de revenu aiderait les Canadiennes et les Canadiens qui ont actuellement du mal à faire face à l'augmentation du coût de la vie, tandis que d'autres craignent que l'injection supplémentaire d'argent dans l'économie entraîne une hausse des prix et aggrave l'inflation. Selon vous, laquelle de ces positions serait la plus vraie ?

L'IMMIGRATION (15 minutes) Diaspora philippine des grands centres des Prairies

Je voudrais maintenant parler de notre système d'immigration...

- En général, le gouvernement du Canada est-il sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière d'immigration ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Quels sont les plus grands enjeux en matière d'immigration ?
 - SI CE N'EST PAS SOULEVÉ : Qu'en est-il des délais de traitement — est-ce un enjeu ?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer le système d'immigration ?

LA RECONNAISSANCE DES TITRES DE COMPÉTENCES ÉTRANGERS (15 minutes) Diaspora philippine des grands centres des Prairies

Je voudrais parler d'enjeux liés à l'emploi...

- Avez-vous entendu parler de l'un des termes suivants : déprofessionnalisation, sous-emploi ou reconnaissance des titres de compétences étrangers ?
 - Notamment, comment expliqueriez-vous ce qu'est la reconnaissance des titres de compétences étrangers ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

La reconnaissance des titres de compétences étrangers signifie que les nouveaux arrivants doivent faire reconnaître les permis et les certificats qu'ils ont acquis à l'extérieur du Canada avant de pouvoir exercer certains emplois au pays. Chaque province et territoire peut délivrer des permis d'exercice aux personnes qui respectent leurs normes professionnelles. Les exigences peuvent varier d'un endroit à l'autre au Canada.

Parmi les exemples d'emplois dans les professions réglementées figurent les comptables, les architectes, les charpentiers, les médecins, les électriciens et les soudeurs.

- La reconnaissance des titres de compétences étrangers représente-t-elle un enjeu important ?
 - Cela touche-t-il personnellement quelqu'un d'entre vous ou des membres de votre famille ?
- Qu'en est-il du sous-emploi de manière plus générale ? S'agit-il d'un grand enjeu ?

- SI NÉCESSAIRE : Le sous-emploi comprend les travailleurs hautement qualifiés, mais qui occupent des emplois peu rémunérés ou peu spécialisés, et les travailleurs à temps partiel qui préféreraient travailler à temps plein.
- Que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour s'attaquer à ces enjeux ?

LES FORCES ARMÉES CANADIENNES (20 minutes) Militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver

Je voudrais passer à une discussion sur les Forces armées canadiennes (FAC)...

- Que pensez-vous de la contribution des FAC dans le monde et au pays ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Avez-vous un sentiment de fierté ? Pensez-vous que le Canada doit en faire plus de manière générale, en faire moins de manière générale, ou en faire plus quant à certaines activités et moins quant à d'autres ?
- Qu'est-ce qui fonctionne bien actuellement dans les FAC ?
- Qu'est-ce qui doit être amélioré ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'équipement militaire ?

POUR LES ENJEUX PRINCIPAUX QUI SONT SOULEVÉS :

- Qu'est-ce qui fait que cela est un enjeu ?
- Qu'a fait le gouvernement fédéral pour traiter cet enjeu ?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour remédier à cet enjeu ?
- Qu'en est-il du racisme et de l'inconduite au sein des FAC — s'agit-il d'un enjeu important ?
- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral a-t-il entrepris pour remédier à cet enjeu ?
- À votre avis, les choses s'améliorent-elles à ce chapitre ?
 - SI NON : Pensez-vous que les choses vont s'améliorer ?

L'ITINÉRAIRE/LOGEMENTS POUR LES VÉTÉRANS (15 minutes) Militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver

Je voudrais maintenant me pencher sur la question du logement...

- Lorsque vous pensez à divers enjeux, dans quelle mesure le coût de la vie et le coût du logement constituent-ils des enjeux de premier plan pour les membres actuels et anciens des FAC ?

- Pensez-vous que le gouvernement du Canada ou la direction des FAC doivent en faire plus à ce chapitre ?

Je voudrais maintenant me concentrer sur des enjeux susceptibles d'affecter spécifiquement les vétérans...

- À votre avis, quel genre d'enjeu représente l'itinérance pour les vétérans — est-ce un grand enjeu ?
- Qu'a fait le gouvernement fédéral pour remédier à cet enjeu ?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour remédier à cet enjeu ?

AVANTAGES ET SOUTIENS AUX MILITAIRES (15 minutes) Militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver

- Êtes-vous au courant d'investissements de la part du gouvernement fédéral dans de nouveaux avantages et services pour les vétérans et leurs familles au cours des quelque cinq dernières années ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Il pourrait s'agir de choses telles que des programmes de prestations d'invalidité, d'avantages financiers, de réadaptation, de services de représentation et de conseils juridiques relativement aux pensions, d'éducation et de soutien à la formation.
- Est-ce que quelqu'un a essayé d'avoir accès à certains avantages ou services ?
 - SI OUI : Quelle fut votre expérience avec le processus de demande ?
- Est-ce que quelqu'un est au courant de l'aide offerte par le gouvernement du Canada pour les vétérans qui réintègrent la vie civile ?
 - SI OUI : Quel type d'aide est disponible ?
- Avez-vous des suggestions sur la façon d'améliorer le soutien à la réintégration ?

LE JOUR DU SOUVENIR (5 minutes) Militaires actifs et vétérans de l'île de Vancouver

Et en dernier lieu, j'aimerais parler un peu du jour du Souvenir...

Certaines personnes ont dit que le thème du jour du Souvenir devrait être élargi pour y inclure beaucoup plus au sujet de celles et ceux qui ont servi après la guerre de Corée, y compris les personnes qui ont servi pendant la guerre froide, dans le cadre de missions de maintien de la paix, de missions au pays, et ainsi de suite.

- Qu'en pensez-vous ?

JEUNES AUTOCHTONES PRIS EN CHARGE (45 minutes) Peuples autochtones des centres de taille moyenne et grande du Québec

- Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quoi que ce soit au cours des deux dernières années au sujet d'une nouvelle loi du gouvernement du Canada qui vise à réduire le nombre d'enfants et de jeunes autochtones pris en charge et à améliorer les services à l'enfance et à la famille (également connue sous le nom de projet de loi C-92) ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Élaborée conjointement avec les partenaires autochtones, provinciaux et territoriaux, la loi :

- affirme les droits des Premières Nations, des Inuits et des Métis d'exercer leur autorité sur les services à l'enfance et à la famille ;
 - établit des principes nationaux tels que l'intérêt supérieur de l'enfant, la préservation des traditions culturelles historiques et la lutte contre les inégalités ;
 - contribue à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ;
 - donne aux Autochtones l'occasion de choisir leurs propres solutions pour les enfants et les familles de leur communauté.
- Qu'en pensez-vous ?
 - Pensez-vous que cette loi aidera les enfants et les jeunes autochtones ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Maintenant, je vais vous montrer certaines choses que la loi est censée faire, et recueillir vos réactions...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

1. Elle peut aider les enfants autochtones à rester dans leur famille et leur communauté.

2. Pour les enfants actuellement pris en charge, elle peut les aider à retourner dans leur famille.
3. Elle priorise l'importance pour les enfants autochtones de rester en contact avec leur langue, leur culture et leur communauté.
4. Les enfants ne peuvent pas être retirés de leur famille uniquement en raison de difficultés liées aux finances, à la santé ou au logement.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE CHACUN DES ÉLÉMENTS INDIVIDUELLEMENT ET DEMANDERA SI LES PARTICIPANT(E)S PENSENT QUE CELA SE PRODUIRA, ET POURQUOI OU POURQUOI PAS.

- Êtes-vous au courant d'une entente conclue entre le gouvernement du Canada et la Première nation de Cowessess (dans le sud de la Saskatchewan) concernant des mesures de soutien aux services à l'enfance et à la famille ? Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Dans le cadre de l'accord, le gouvernement du Canada investira 38,7 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour aider la Première Nation de Cowessess à mettre en place son système de services à l'enfance et à la famille.

- Que pensez-vous de cet accord ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait poursuivre avec cette approche, c'est-à-dire qu'il devrait essayer de conclure des accords avec d'autres communautés autochtones pour que celles-ci mettent en place leurs propres systèmes de services à l'enfance et à la famille ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Pensez-vous que cette approche est une façon de s'assurer que la nouvelle loi réussit à améliorer les services à l'enfance et à la famille ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral ? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.